



CRÉDIT AGRICOLE S.A.

Rapport financier semestriel

au 30 juin 2009

de Crédit Agricole S.A.

En application des articles 222-1, 222-4, 222-5 et 222-6 du Règlement général de l'AMF

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

SOMMAIRE

1. RAPPORT D'ACTIVITE DE CREDIT AGRICOLE S.A. SUR LE PREMIER SEMESTRE 2009.....	3
2. COMPTES CONSOLIDES INTERMEDIAIRES RESUMES AU 30 JUIN 2009....	65
3. RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE	133
4. DECLARATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL	135

1. RAPPORT D'ACTIVITE DE CREDIT AGRICOLE S.A. SUR LE PREMIER SEMESTRE 2009

RESULTATS CONSOLIDES DE CREDIT AGRICOLE S.A.....	4
ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER.....	4
CHANGEMENTS DE PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES	5
EVOLUTION DU PERIMETRE DE CONSOLIDATION	6
RESULTATS DU GROUPE CREDIT AGRICOLE S.A.	8
RESULTATS PAR POLES D'ACTIVITE	10
STRUCTURE FINANCIERE DU GROUPE CREDIT AGRICOLE S.A.....	27
EVOLUTION RECENTE DU CAPITAL	27
FONDS PROPRES	30
RATIOS PRUDENTIELS.....	30
TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIEES.....	34
CONTROLE INTERNE	35
TENDANCES RECENTES ET PERSPECTIVES	37
EVENEMENTS RECENTS.....	37
PERSPECTIVES POUR LE SECOND SEMESTRE 2009.....	39
FACTEURS DE RISQUES	41
RISQUE DE CREDIT	43
RISQUES DE MARCHE.....	46
RISQUES PARTICULIERS INDUITS PAR LA CRISE FINANCIERE.....	48
GESTION DU BILAN.....	56
RISQUES DU SECTEUR DE L'ASSURANCE.....	59
RISQUES OPERATIONNELS.....	62
RISQUES JURIDIQUES.....	63
RISQUES DE NON-CONFORMITE.....	64

RESULTATS CONSOLIDES DE CREDIT AGRICOLE S.A.

ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER

Le premier semestre 2009 a permis de constater les dégâts sur l'économie mondiale occasionnés par l'accélération de la crise financière consécutive à la faillite de *Lehman Brothers* à l'automne dernier. Les craintes d'un effondrement pur et simple du système financier et la forte aversion pour le risque ont tétanisé les agents économiques. Ces comportements d'extrême prudence, rationnels du point de vue individuel, se sont révélés collectivement destructeurs. Les marchés ont été emportés par des mouvements baissiers, les bourses touchant début mars des points bas de plus de 6 ans. L'effondrement de la demande globale et la paralysie du commerce international ont plongé l'économie mondiale dans une des plus graves récessions de l'après guerre. Les chiffres négatifs de croissance au premier trimestre en témoignent : - 5,3 % en France (en rythme annualisé) jusqu'à - 13,4% en Allemagne en passant par - 6,4% aux Etats-Unis.

Sur le front monétaire, les banques centrales ont continué d'œuvrer avec détermination. Elles ont rapidement épuisé leurs munitions traditionnelles avec des taux d'intérêt qui ont atteint des planchers historiques (une fourchette de 0-0,25 % pour les *Fed Funds*, 0,5 % au Royaume-Uni et 1 % en Europe début 2009). Nombre d'entre-elles ont fini par déployer tout un arsenal de mesures non conventionnelles afin d'apporter de la liquidité et du financement sur les marchés endommagés par la crise. La Banque d'Angleterre et la Fed ont même étendu leur dispositif d'assouplissement quantitatif aux achats de titres publics afin d'agir directement sur la base sur laquelle se forment les taux de marché.

Côté budgétaire, les gouvernements ont annoncé des programmes de relance ambitieux (environ 1 % du PIB mondial) visant à amortir, dans l'immédiat, la récession et à assurer au-delà une reprise durable. Le système bancaire a fait l'objet d'un traitement particulier vu son rôle d'intermédiation financière. Les plans de soutien ont cherché à renforcer le capital des banques, à leur garantir un accès aux marchés des capitaux et à cantonner leurs actifs toxiques, le tout pour leur fournir les moyens d'aborder le mieux possible la dernière phase de la crise lorsque cycle de crédit et cycle d'activité interagissent mutuellement.

Cet hyper-activisme des pouvoirs publics a permis d'agir sur la psychologie des agents même s'il aura fallu attendre le sommet du G20 le 2 avril pour rétablir la confiance. Dans son prolongement, des signaux encourageants se sont multipliés avec un rebond des enquêtes de confiance, une saison des résultats moins catastrophique qu'anticipé et des données sur l'activité témoignant d'une atténuation de la récession. Les marchés actions ont bien réagi, avec un rebond de 30 % par rapport à leur point bas, les primes de risque se sont détendues et les échanges interbancaires ont repris.

Si ces indicateurs pointent effectivement dans la bonne direction, il n'est le plus souvent encore question que d'un ralentissement du rythme de contraction de l'activité plus que de vraie reprise. Le creux du cycle se rapproche, marquant la fin de la récession et le début de la reprise mais le deuxième trimestre porte encore les stigmates de la crise avec des chiffres de croissance négatifs à hauteur de - 1 % aux Etats-Unis et de - 0,4 % en Zone euro (en rythme actualisé). Seuls quelques pays tirent leur épingle du jeu et sont sortis de récession dès le deuxième trimestre comme l'Allemagne, la France ou le Japon. L'inflation s'est temporairement installée en territoire négatif (- 1,4 % aux Etats-Unis et - 0,1 % en Zone euro à la fin juin). Mais, il s'agit là d'une déformation des prix relatifs, en lien avec la chute du prix des matières premières, l'activisme monétaire en place restant le principal rempart contre la matérialisation du risque de déflation.

L'hyper-activisme des pouvoirs publics est parvenu à éloigner le spectre du scénario catastrophe. L'approche multidimensionnelle de l'intervention publique avec son triptyque -monétaire, budgétaire et bancaire- doit réussir à boucher les points d'entrée de la mécanique dépressive et de son couple déflation/récession. S'il est possible d'affirmer que l'issue de la crise se rapproche, la reprise qui va suivre s'annonce molle, le temps de purger dans la durée les excès d'endettement passés.

CHANGEMENTS DE PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES

En application du règlement CE n° 1606/2002, les comptes consolidés semestriels résumés du Groupe Crédit Agricole S.A. ont été établis conformément aux normes IAS/IFRS et aux interprétations IFRIC telles qu'adoptées par l'Union européenne et applicables au 30 juin 2009.

Le Groupe Crédit Agricole applique ce référentiel, en utilisant les dispositions de la norme IAS 39 dans sa version retenue par l'Union Européenne (version dite « carve out »), qui autorise certaines dérogations dans l'application pour la comptabilité de macro-couverture.

Ces normes sont celles qui ont été appliquées pour l'arrêté au 31 décembre 2008 et décrites dans la note 1 des annexes aux états financiers du groupe Crédit Agricole S.A. au 31 décembre 2008 ; elles sont complétées, s'agissant d'un arrêté semestriel, par les dispositions de la norme IAS 34 relative à l'information financière intermédiaire.

Elles ont été complétées par les dispositions adoptées par l'Union Européenne au 30/06/2009 et dont l'application est obligatoire pour la première fois sur l'exercice 2009.

Parmi celles-ci, on compte principalement :

- la révision de la norme IAS 1, relative à la présentation des états financiers. En application de cet amendement un état du « résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres » est désormais présenté dans les états financiers et est complété par des notes annexes ;
- la norme IFRS 8, relative aux secteurs opérationnels et remplaçant la norme IAS 14 relative à l'information sectorielle. La première application d'IFRS 8 n'a pas entraîné de modification dans l'information sectorielle présentée par Crédit Agricole S.A. En effet, le premier niveau d'information sectorielle présentée par Crédit Agricole S.A. sur les exercices précédents correspond déjà en pratique aux secteurs opérationnels à présenter selon les dispositions d'IFRS 8.

A l'exception de la révision de la norme IAS 1 et la présentation du nouvel état du résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres, l'application des nouvelles dispositions n'a pas eu d'impact significatif sur la période.

Par ailleurs, il est rappelé que lorsque l'application de normes et interprétations est optionnelle sur une période, celles-ci ne sont pas retenues par le Groupe, sauf mention spécifique. Ceci concerne en particulier et pour une première application au 1^{er} janvier 2010 :

- l'amendement de la norme IFRS 5, relatif aux filiales faisant l'objet d'un plan de vente entraînant la perte de contrôle, et l'amendement de la norme IFRS 1 qui en découle ;
- l'interprétation IFRIC 12, relative aux accords de concession de services et qui ne concerne pas les activités du Groupe ;
- la révision de la norme IAS 27, relative aux états financiers consolidés et individuels,
- la révision de la norme IFRS 3, relative aux regroupements d'entreprises ;
- l'interprétation IFRIC 16, relative aux couvertures d'un investissement net dans une activité à l'étranger ;

Le Groupe n'attend pas d'effet significatif de ces applications sur son résultat et sa situation nette.

De par leur nature, les évaluations nécessaires à l'établissement des comptes consolidés exigent la formulation d'hypothèses et comportent des risques et des incertitudes quant à leur réalisation dans le futur.

En ce qui concerne la méthode d'estimation de la charge d'impôt, celle-ci a été modifiée cette année, dans le respect des dispositions de la norme IAS 34. Le Groupe calcule désormais la charge d'impôt au titre des comptes consolidés intermédiaires sur la base d'un Taux Annuel Moyen Estimé (TAME) : il s'agit du rapport entre la charge d'impôt du budget de référence, retraitée de l'effet d'impôt des éléments extraordinaires et le résultat - avant impôt et avant résultat des entreprises mises en équivalence - du budget de référence, retraité des éléments extraordinaires.

Le TAME est révisé périodiquement sur la base des données actualisées.

EVOLUTION DU PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Au 30 juin 2009, le périmètre de consolidation du Groupe est composé de 530 filiales et participations. Les notes 10 et 2.1 des annexes aux états financiers présentent respectivement le périmètre de consolidation et son évolution au cours de l'exercice.

Au cours du premier semestre 2009, dans un contexte de poursuite de la crise économique, le Groupe n'a pas effectué d'opérations majeures de croissance externe. Néanmoins, le périmètre de consolidation a été affecté par les opérations suivantes :

- **mise en équivalence, au 30 juin 2009 de la participation dans Intesa Sanpaolo**

Suite à la mise en place d'un accord de consultation avec Assicurazioni Generali visant à valoriser au mieux leurs participations respectives dans la banque italienne, la participation de Crédit Agricole S.A. dans Intesa Sanpaolo, auparavant comptabilisée en actifs disponibles à la vente, est désormais mise en équivalence. Ce reclassement a pour effet de ramener la valeur de la participation à son prix de revient historique, soit un effet positif dans les réserves recyclables de 1 462 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2008.

En outre, l'application de la réglementation consistant à comptabiliser toute différence entre le coût de la participation et la quote-part dans la juste valeur des actifs et passifs acquis à la date d'acquisition ainsi que le test de dépréciation de la valeur mise en équivalence réalisé au 30 juin 2009 ont conduit à enregistrer les effets suivants : -139 millions d'euros dans les réserves consolidées part du Groupe et -206 millions d'euros au compte de résultat dans la rubrique « quote-part de résultat des entreprises mises en équivalence ».

- **augmentation de la participation dans CACEIS**

Le 30 juin 2009, Crédit Agricole S.A. a finalisé l'acquisition de 35 % du capital et des droits de vote de CACEIS pour un montant de 595 millions d'euros. A l'issue de cette transaction, Crédit Agricole S.A. détient 85 % du capital de CACEIS (au lieu de 50 % précédemment) et en assure ainsi le contrôle exclusif. Natixis conserve 15 % du capital. CACEIS, qui est consolidé par intégration proportionnelle dans les comptes de Crédit Agricole S.A. sur le premier semestre 2009, devient consolidé par la méthode de l'intégration globale à partir du 30 juin 2009. Ainsi, au 30 juin 2009, le bilan consolidé du Groupe intègre l'ensemble des actifs et passifs de CACEIS. En revanche, ce n'est qu'au second semestre que le compte de résultat de Crédit Agricole S.A. reprendra la totalité de celui de CACEIS.

En crédit à la consommation, deux opérations ont impacté les résultats du premier semestre 2009 :

- **première intégration en résultats du nouvel ensemble Agos – Ducato.**

Fin 2008, l'entité Agos, alors détenue à 100 % après l'acquisition par Crédit Agricole S.A. de la participation minoritaire auparavant détenue par Intesa, a fait l'objet d'un rapprochement avec Ducato, filiale de Banco Popolare, donnant ainsi naissance au premier opérateur de crédit à la consommation en Italie. La nouvelle entité est détenue à 61 % par Sofinco et 39 % par Banco Popolare. Au 31 décembre 2008, la consolidation de Ducato était effective au bilan mais la consolidation des résultats est intervenue pour la première fois au 1^{er} janvier 2009.

- **Première consolidation de Crédium Slovakia (ex- OTP Leasing)**

OTP Leasing, le cinquième acteur slovaque sur le marché de financement automobile a été acquis en novembre 2008 et intégré pour la première fois au premier trimestre 2009. Il est rattaché à Crédium (République Tchèque).

Les évolutions de périmètre par rapport au 30 juin 2008 résultent, par ailleurs, d'autres opérations réalisées en 2008. Il s'agit principalement de :

- la consolidation par mise en équivalence de la participation dans Bankinter. Cette participation de 22 % dans la banque espagnole est consolidée depuis le 4^{ème} trimestre 2008. Le pourcentage de détention a ensuite été porté à 23,4 %.

- la consolidation par intégration globale, suite à l'acquisition de la totalité du capital non encore détenu, de Po Vita, précédemment consolidée par intégration proportionnelle et renommée CA Vita au cours du deuxième trimestre 2008.
- dans le domaine du crédit à la consommation, l'acquisition de 50 % de Forso Nordic AB. Cette entité, opérant dans les pays nordiques sur des activités de financement automobile pour le compte des marques du Groupe Ford, est consolidée par intégration proportionnelle depuis le troisième trimestre 2008.

Enfin, les entités africaines en cours de cession au quatrième trimestre 2008 sont depuis comptabilisées en résultat net des activités arrêtées.

Au total, l'impact des modifications de périmètre sur les soldes intermédiaires de gestion du Groupe est faible ; il représente 1,9 % du produit net bancaire et moins de 1 % des charges.

RESULTATS DU GROUPE CREDIT AGRICOLE S.A.

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE SYNTHETIQUE - PRINCIPAUX SOLDES INTERMEDIAIRES DE GESTION

<i>(en millions d'euros)</i>	S1 2009	S1 2008	Variation S1/S1
Produit net bancaire	8 620	7 359	17,1 %
Charges d'exploitation et amortissements	(5 964)	(6 365)	(6,3 %)
Résultat brut d'exploitation	2 656	994	x 2,7
Coût du risque	(2 212)	(811)	x 2,7
Résultat d'exploitation	444	183	x 2,4
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	364	548	(33,6 %)
Résultat net sur autres actifs et variations de valeur des écarts d'acquisition	5	436	(98,9 %)
Résultat avant impôt	813	1 167	(30,3 %)
Impôt sur les bénéfices	(312)	26	n.s.
Résultat net d'impôts des activités arrêtées ou en cours de cession	11	(2)	n.s.
RESULTAT NET	512	1 191	(57,0 %)
RESULTAT NET PART DU GROUPE	403	968	(58,4 %)
Résultat de base par action <i>(en euros)</i>	0,18	0,59	
Résultat net ajusté par action <i>(en euros)</i>	0,18	0,54*	

* après prise en compte de l'augmentation de capital réalisée le 7 juillet 2008

Le **produit net bancaire** s'établit à 8 620 millions d'euros, en hausse de 17,1 % sur un an. En 2008, le produit net bancaire du semestre enregistrait la plus-value réalisée sur la cession des titres Suez pour 882 millions d'euros. L'évolution intègre également le produit net bancaire enregistré sur les activités en cours d'arrêt qui passe de – 3 039 millions d'euros au premier semestre 2008 à – 962 millions d'euros au premier semestre 2009.

Hors les activités en cours d'arrêt et la plus-value Suez :

Le **produit net bancaire** est en légère progression (+ 0,7 %) d'un semestre à l'autre, signe de la bonne résistance des métiers du Groupe dans un contexte économique difficile. En Banque de détail, le produit net bancaire de LCL progresse de 2,3 %, en Services financiers spécialisés, la hausse est de 19,5 % intégrant les revenus de Ducato nouvellement consolidés

et les activités stratégiques de Banque de financement et d'investissement voient leurs revenus progresser de 15,9 %. Le produit net bancaire de la Banque de détail à l'international est en léger recul (5,0 %), marquant cependant, en dehors d'Emporiki en Grèce, la résistance du pôle à la dégradation de l'environnement. Celle-ci affecte également les revenus du pôle Gestion d'actifs, assurances et banque privée qui sont en retrait de 17,3 %.

Les **charges d'exploitation** sont en baisse de 5,7 %, maîtrisées dans tous les métiers : stables chez LCL, en légère baisse en Banque de détail à l'international, en retrait de 4,9 % en Services financiers spécialisés (à périmètre comparable), de 8,0 % en Gestion d'actifs, assurances et banque privée, et enfin de 13,2 % en Banque de financement et d'investissement.

Le **résultat brut d'exploitation** s'établit ainsi à 3,7 milliards d'euros, en forte progression de 13,1 %.

Le **coût du risque** atteint 1,9 milliard d'euros sur le semestre, consommant un peu plus de la moitié du résultat brut d'exploitation. Il est principalement concentré sur la Banque de détail à l'international (540 millions d'euros) et en particulier sur Emporiki, sur les Services financiers spécialisés (576 millions d'euros) et sur la Banque de financement et d'investissement (552 millions d'euros).

Pour l'ensemble du Groupe, le coût du risque s'élève à 112 points de base sur emplois pondérés Bâle I au premier semestre, soit 2,2 milliards d'euros. Les créances douteuses s'élèvent à 14,7 milliards d'euros (+ 1,6 milliards d'euros par rapport au 31 décembre 2008) et représentent 3,3 % des encours bruts sur les établissements de crédit et sur la clientèle¹ (contre 3,1 % au 31 décembre 2008). Elles sont couvertes par des provisions spécifiques à hauteur de 49,8 %. Y compris les provisions collectives, les provisions constituées atteignent 71,1 % des créances douteuses.

Le **résultat des sociétés mises en équivalence**, à 364 millions d'euros intègre l'effet négatif (- 206 millions d'euros) de la première consolidation par mise en équivalence d'Intesa Sanpaolo. La contribution des Caisses régionales s'établit à 427 millions d'euros (- 2,5 %), grâce à des résultats commerciaux solides. En effet, avec une activité soutenue (produit net bancaire IAS retraité des dividendes en progression de 5,5 %) et des charges d'exploitation en baisse de 1,7 %, le résultat brut d'exploitation cumulé des Caisses régionales progresse de 16,0 % sur un an, pour atteindre 2,8 milliards d'euros.

Le **résultat net sur autres actifs** intégrait en 2008 la plus-value réalisée sur la création de Newedge, filiale de courtage détenue à 50/50 avec la Société générale.

Le **résultat net des activités arrêtées** intègre, en 2009, le résultat des entités africaines en cours de cession depuis le quatrième trimestre 2008.

Au total, le **résultat net part du Groupe** de Crédit Agricole S.A. sur le semestre s'établit à 403 millions d'euros.

¹ En principal et hors opérations de location financement

RESULTATS PAR POLES D'ACTIVITE

Au sein du groupe Crédit Agricole S.A., les métiers sont structurés en six pôles d'activité:

- Banque de proximité en France - Caisses régionales de Crédit Agricole ;
- Banque de proximité en France - LCL ;
- Banque de détail à l'international (BDI) ;
- Services financiers spécialisés (SFS) ;
- Gestion d'actifs, assurances et banque privée ;
- Banque de financement et d'investissement (BFI) ;

auxquels s'ajoute le pôle Gestion pour compte propre et divers.

Les pôles métiers du Groupe sont définis dans l'annexe aux comptes consolidés au 31 décembre 2008 - note n° 5 « Informations sectorielles » - (cf. page 278 du document de référence déposé le 27 mars 2009 sous le n° D.09- 0163). L'organisation et les activités sont décrites en pages 78 à 89 du document de référence de Crédit Agricole S.A.

Activité et résultats par pôle d'activité

Contribution des métiers au résultat net part du Groupe de Crédit Agricole S.A.

<i>(en millions d'euros)</i>	S1 2009	S1 2008
Banque de proximité en France - Caisses régionales	335	342
Banque de proximité en France - LCL	293	346
Banque de détail à l'international	(71)	205
Services financiers spécialisés	194	253
Gestion d'actifs, assurances et banque privée	612	831
Banque de financement et d'investissement	(104)	(1 650)
Gestion pour compte propre et divers	(856)	641
TOTAL	403	968

1- Banque de proximité en France - Caisses régionales de Crédit Agricole

Au premier semestre 2009, les Caisses régionales contribuent à hauteur de 335 millions d'euros au **résultat net part du Groupe** de Crédit Agricole S.A. Leur contribution est quasiment stable sur un an, en recul de seulement 1,9 % par rapport au premier semestre 2008.

<i>(en millions d'euros)</i>	S1 2009	S1 2008	Variation 2009/2008
Produit net bancaire IAS cumulé	6 820	7 054	(3,3 %)
Produit net bancaire IAS retraité (*)	6 236	5 912	+ 5,5 %
Charges d'exploitation et amortissements	(3 460)	(3 519)	(1,7 %)
Résultat brut d'exploitation cumulé	2 776	2 393	+ 16,0 %
Coût du risque	(930)	(683)	+ 36,1 %
Résultat d'exploitation cumulé	1 846	1 710	+ 8,0 %

<i>(en millions d'euros)</i>	S1 2009	S1 2008	Variation 2009/2008
Quote-part du résultat des entreprises mises en équivalence	427	438	(2,5 %)
Impôts (**)	(92)	(96)	(4,7 %)
RESULTAT NET PART DU GROUPE	335	342	(1,9 %)

(*) Données cumulées des 38 Caisses régionales mises en équivalence retraitées des dividendes de Crédit Agricole S.A. perçus par les Caisses régionales.

(**) Charge fiscale des dividendes perçus des Caisses régionales.

Au premier semestre 2009, les Caisses régionales ont connu une **activité commerciale** soutenue et ont investi pour préparer l'avenir.

Elles ont ainsi poursuivi leur recherche de l'efficacité opérationnelle au service des clients avec le lancement du projet de système informatique unique orienté client, impliquant les cinq systèmes d'information régionaux et représentant un budget de 350 millions d'euros d'investissement sur quatre ans. Ainsi, les Caisses régionales, déjà leaders en termes de coûts informatiques, seront à terme toutes dotées d'un système d'information unique, interactif et multi canal, permettant d'améliorer la relation clientèle et de privilégier l'efficacité et la réactivité.

Dans le même temps, la forte implication des Caisses régionales auprès de leurs clients se traduit par une présence commerciale importante, privilégiant l'innovation.

Ainsi, la carte « double action », première carte débit / crédit commercialisée en France, connaît un franc succès avec 649 000 cartes vendues à fin juin 2009.

Les Caisses régionales se sont par ailleurs engagées début 2008 dans une stratégie volontariste de développement des services à leur clientèle via le téléphone mobile. Après la mise à disposition des services pour l'i-phone en 2008, le Crédit Agricole a lancé en 2009 son nouveau site national, ca-mobile.com, accessible à tous les clients, quels que soient le modèle et la marque de leur téléphone portable et quel que soit leur opérateur de téléphonie mobile. L'application ca-mobile.com s'est enrichie et permet désormais aux clients de consulter leurs comptes et le détail de leurs opérations, d'effectuer des virements, de localiser les agences Crédit Agricole et d'accéder aux services d'urgence et d'assistance.

Dans le même souci d'assistance à la clientèle, l'offre de services à la personne, Mission Services, a été déployée dans 13 Caisses régionales, permettant au Groupe de renforcer son ancrage local et de participer à l'essor du marché et à sa professionnalisation.

Enfin, depuis le 1^{er} avril 2009, les Caisses régionales commercialisent l'éco-prêt à taux zéro. Ce prêt bonifié par les pouvoirs publics, sans condition de ressources, cumulable avec le crédit d'impôt développement durable et pouvant être complété par le prêt d'économie d'énergie est particulièrement attractif pour le client. A fin juin 2009, le montant des autorisations préalables correspondantes s'élevait déjà à 102 millions d'euros.

Dans les **domaines de la collecte et du crédit**, les Caisses régionales ont démontré leur capacité de résistance avec une collecte en hausse (+ 1,7 %, à 496,9 milliards d'euros) et une progression des encours de crédit maintenue (+ 3,4 %, à 351,6 milliards d'euros).

La progression de la collecte bilan (+ 3,1 %, à 271,1 milliards d'euros) bénéficie principalement du dynamisme des livrets, en hausse de 14,2 %, à 78,8 milliards d'euros, et en particulier du livret A (1,3 million de livrets ouverts sur le semestre, soit un stock de près de 3,5 millions de livrets) ainsi que des comptes et dépôts à terme, en hausse de 6,1 % sur un an à 50,4 milliards d'euros. L'épargne-logement et les dépôts à vue enregistrent, en revanche, une diminution de 4,3 % et 1,8 % respectivement.

En ce qui concerne la collecte hors-bilan, celle-ci retrouve une évolution positive, en légère hausse (+ 0,2 %) par rapport au 30 juin 2008, portée par l'évolution des valeurs mobilières (+ 2,3 % à 40,8 milliards d'euros), bénéficiant de l'amélioration des marchés ainsi que par l'assurance-vie (+ 2,9 % à 139,4 milliards d'euros), en particulier à destination de la clientèle haut de gamme. Les encours d'OPCVM et SCPI sont, en revanche, en recul de 9,0 % à 45,6 milliards d'euros. Au total, les encours de collecte hors-bilan atteignent 225,8 milliards d'euros au 30 juin 2009.

Du côté des crédits, les encours sont en hausse de 3,4 % sur un an, signe du soutien des Caisses régionales au développement local des territoires. En effet, les encours de crédit aux clientèles professionnelles sont en progression de 4,0 % sur un an : + 2,9 % pour les collectivités locales (34,0 milliards d'euros au 30 juin 2009), + 4,4 % pour les entreprises et professionnels (82,0 milliards d'euros) et + 3,8 % pour l'agriculture (32,9 milliards d'euros). En ce qui concerne les particuliers, les crédits à la consommation sont stables (16,8 millions d'euros) et les crédits à l'habitat progressent de 3,3 % (185,9 milliards d'euros).

S'appuyant sur cette dynamique commerciale solide, le **produit net bancaire**² est en progression de 5,5 % sur un an, tiré par la marge d'intérêt qui progresse de plus de 9 %. Les commissions sont en légère hausse de 1,0 % par rapport au premier semestre 2009, à 2 652 millions d'euros : les commissions sur valeurs mobilières enregistrent un recul de 8,6 % compensé par la progression des commissions de services (+ 4,6 %) et des assurances (+ 2,2 %). Les commissions pour gestion de comptes et moyens de paiement sont quasi-stables (+ 0,4 %).

Cette progression du produit net bancaire s'est accompagnée d'une maîtrise continue des **charges d'exploitation** qui sont en retrait de près de 2 % par rapport au premier semestre 2008, à 3 460 millions d'euros. La rentabilité opérationnelle demeure ainsi en forte progression, avec un **résultat brut d'exploitation** en hausse de 16,0 %, à près de 2,8 milliards d'euros.

A 55,5 % le coefficient d'exploitation demeure bas, en diminution de 4 points par rapport au premier semestre 2008.

Reflétant les effets de la dégradation de la conjoncture, le **coût du risque** reste élevé, à 930 millions d'euros (+ 36,1 % sur un an), soit 64 points de base des emplois pondérés Bâle I (47 points de base

² Produit net bancaire IAS retraité

au premier semestre 2008).

Les encours douteux s'inscrivent à 2,4 % des encours bruts au 30 juin 2009 (contre 2,1 % un an auparavant). La couverture globale de ces encours (y compris provisions collectives) s'établit au niveau élevé de 105 %. Hors provisions collectives, le taux de couverture des créances douteuses est de 67,7 %.

Le **résultat d'exploitation** s'établit à 1,8 milliard d'euros, en progression de 8,0 % par rapport au 30 juin 2008.

2- Banque de proximité en France – LCL

<i>(en millions d'euros)</i>	S1 2009	S1 2008*	Variation 2009/2008
Produit net bancaire	1 905	1 862	+ 2,3 %
Charges d'exploitation et amortissements	(1 264)	(1 259)	+ 0,4 %
Résultat brut d'exploitation	641	603	+ 6,2 %
Coût du risque	(201)	(82)	x 2,4
Résultat avant impôt	440	521	(15,6 %)
Impôts sur les bénéfices	(132)	(156)	(15,6 %)
RESULTAT NET	308	365	(15,6 %)
RESULTAT NET – PART DU GROUPE	293	346	(15,3 %)

*données 2008 en Bâle 2

Au premier semestre 2009, LCL démontre la solidité de ses résultats qui s'appuient sur la poursuite de la dynamique commerciale engagée dans le cadre de son plan de développement Crescendo 2, et la réalisation de son plan d'économies défini dès fin 2008.

Le **produit net bancaire** s'établit à 1 905 millions d'euros pour le premier semestre 2009 (969 millions d'euros pour le deuxième trimestre 2009), en hausse de + 2,3 % par rapport au premier semestre 2008. Cette progression régulière des revenus, fondée sur le volet développement du plan, s'explique par la bonne tenue des encours de crédit et la stabilisation des encours de collecte. Tandis que les marges progressent, les commissions baissent du fait d'un marché boursier très volatile.

Les **charges** sont toujours bien maîtrisées (+ 0,4 % sur un an) avec la poursuite de la baisse des effectifs et la réalisation du plan d'économies.

Le différentiel d'évolution entre le produit net bancaire et les charges se maintient autour de 2 points permettant ainsi au coefficient d'exploitation de continuer à s'améliorer : il s'établit ainsi au premier semestre à 66,4 % en baisse de -1,2 point par rapport à la même période de l'année précédente.

Le **résultat brut d'exploitation** ressort à 641 millions d'euros, en hausse de + 6,2 %.

Le **coût du risque** se stabilise trimestre sur trimestre (+ 3,0 %) mais est multiplié par 2,4 sur un an (2,6 sur le deuxième trimestre) traduisant la crise traversée par l'économie et absorbant les bonnes

performances opérationnelles de l'entité : le résultat d'exploitation diminue de -15,6 %.

Le coût du risque sur emplois pondérés Bâle I s'établit à 75 points de base sur le premier semestre (32 points de base au premier semestre 2008).

En termes d'activité commerciale, les offres « Contrat de reconnaissance », « LCL à la carte » ou « solution trésorerie » poursuivent l'objectif de satisfaction du client et contribuent à l'augmentation de la base clientèle. Le développement net de 69 000 comptes de particuliers et 5 900 comptes de professionnels démontrent leur succès.

Après la réorganisation de son réseau commercial, LCL a engagé un programme visant à moderniser celui-ci en rénovant et automatisant ses agences afin d'accueillir ses clients dans les meilleures conditions. Ce programme s'accompagne de la mise en œuvre d'un processus de numérisation des documents en supprimant l'archivage (projet « agence sans papier »).

Les **encours de crédit** progressent sur un an de + 5,0 % dans un contexte de crise, portés par les crédits aux PME et professionnels (+ 8,9 % sur un an) témoignant de l'engagement de LCL à moyen / long terme auprès des entreprises. En revanche, la poursuite de la baisse du marché immobilier, bien que plus modérée au deuxième trimestre, affecte la production de crédits habitat dont les encours progressent cependant de 3,3 % dans la tendance du marché.

Les **encours de collecte de bilan et hors-bilan** résistent par rapport au premier semestre 2008 (-0,3 %) grâce à la commercialisation réussie du livret A (+13 % sur les encours d'épargne à vue avec 1,4 milliard d'euros de collecte). La collecte nette d'assurance-vie a été multipliée par 2,2 sur un an permettant aux encours de progresser de 7%, alors que le marché des bancassureurs est à + 2,8 %. En revanche, les encours de titres et OPCVM restent pénalisés par la faiblesse et la volatilité des marchés boursiers.

3- Banque de détail à l'international

NB : les données du pôle ci-après sont présentées hors effet du passage en activités arrêtées des entités africaines en cours de cession au quatrième trimestre 2008

Au cours du premier semestre, le pôle Banque de détail à l'international a témoigné d'une capacité de résistance dans un contexte conjoncturel difficile.

Le pôle est parvenu à contenir ses **charges**, avec une baisse de 1 % par rapport au premier semestre 2008. Cette maîtrise des charges n'a toutefois pas été suffisante pour compenser la baisse du **produit net bancaire** (- 5 % sur un an). Le **résultat brut d'exploitation** est donc en baisse de 13 %, à 459 millions d'euros.

Le **coût du risque** a été multiplié par 2,8 sur la période, en raison d'une part de la crise économique, et d'autre part de la poursuite du provisionnement chez Emporiki. Hors Emporiki, le coût du risque augmente de 77 % au premier semestre 2009 par rapport à la même période l'année précédente.

Le **résultat des sociétés mises en équivalence** augmente fortement par rapport au premier semestre 2008 en raison de la consolidation de la participation dans Bankinter depuis le 4ème trimestre 2008, aux côtés du BES.

Le **résultat net part du Groupe** s'établit par conséquent en perte de - 71 millions d'euros sur le semestre. Hors Emporiki cependant, le résultat net part du Groupe se maintient à + 199 millions d'euros, soit un recul limité à 10 % par rapport au premier semestre 2008.

Au total, le pôle peut s'appuyer sur le dynamisme de Cariparma FriulAdria et sur les bonnes performances d'entités telles que Crédit Agricole Egypte et Crédit du Maroc pour profiter d'un rebond de croissance.

<i>(en millions d'euros)</i>	S1 2009	S1 2008	Variation 2009/2008
Produit net bancaire	1 456	1 533	(5,0 %)
Charges d'exploitation et amortissements	(997)	(1 004)	(0,6 %)
Résultat brut d'exploitation	459	529	(13,3 %)
Coût du risque	(540)	(192)	x 2,8
Quote-part du résultat des entreprises mises en équivalence	86	40	x 2,2
Résultat avant impôt	5	377	(98,6 %)
Impôts sur les bénéfices	(109)	(115)	(4,5 %)
Résultat net d'impôts des activités arrêtées ou en cours de cession	11	15	(26,2 %)
RESULTAT NET	(93)	277	ns
RESULTAT NET – PART DU GROUPE	(71)	205	ns

En **Italie**, le groupe Cariparma FriulAdria poursuit son développement.

Les encours de crédit et de collecte bilan ont continué de croître, à respectivement + 9,5 % et + 7,3 % sur un an. Les performances de la collecte bilan sur le semestre ont permis à Cariparma FriulAdria de réduire son ratio de liquidité (crédits sur encours de collecte) à 100 %. De plus, le dynamisme de la politique commerciale de la banque est une nouvelle fois démontré par le succès du produit d'assurance décès invalidité sur les crédits habitat lancé au premier semestre 2009.

Ce dynamisme conduit à un produit net bancaire de 741 millions d'euros sur le semestre, en repli de seulement 4 % par rapport à la même période de 2008, alors que le résultat brut d'exploitation atteint 332 millions d'euros. Le coût du risque augmente de manière limitée, s'établissant à 75 points de base par rapport aux emplois pondérés Bâle I, contre 49 au premier semestre 2008. Cette bonne maîtrise du coût du risque permet de limiter le repli de la contribution de Cariparma FriulAdria au résultat net part du Groupe à 18 %, soit 113 millions d'euros.

La banque s'est distinguée ce semestre par sa solidarité envers les particuliers en difficulté avec la mise en place du dispositif Cariparma Sipuò. Les bénéficiaires du programme se voient proposer des comptes à frais réduits, une souplesse de remboursement et des aides de trésorerie. Cariparma est également engagée vis-à-vis de ses salariés : elle est l'une des deux banques classées parmi les 28 « *Top employers Italy 2009* », un classement qui se base sur la culture d'entreprise, les conditions de travail, l'engagement social, la valorisation du potentiel et l'innovation.

En **Grèce**, Emporiki a poursuivi sa restructuration conformément au plan de marche défini par Crédit Agricole S.A.

Le 25 juin 2009 ont été annoncées de nouvelles mesures qui visent à redresser la situation et à créer les conditions d'un nouveau succès. L'objectif est un retour à la rentabilité en 2011, au moyen de trois principaux leviers. La baisse des frais généraux, obtenue notamment grâce à la relocalisation du

siège et la réduction d'effectifs à hauteur de 1500 ETP, devrait atteindre 20 %. Elle sera complétée d'un contrôle accru des risques, avec un objectif de coût du risque inférieur à 100 points de base, et de la restructuration et du repositionnement du réseau d'agences.

La gestion du portefeuille de crédit a été adaptée à la situation conjoncturelle actuelle. Les revues approfondies et régulières du portefeuille de crédits ont été poursuivies. La mise en place du nouveau process centralisé d'octroi des prêts a été finalisée. En outre, la politique de dépôts a connu une refonte en profondeur, avec notamment l'arrêt de la commercialisation des comptes d'épargne à taux « boosté », qui permet de réduire le coût de la ressource.

La solidité financière de la banque a été renforcée. L'augmentation de capital de 850 millions d'euros en mai a été complétée d'une émission de dette Tier 1 de 250 millions d'euros en juin. Par ailleurs, la banque a restructuré sa dette en remboursant de manière anticipée une dette moyen terme de 3,1 milliards d'euros, générant un gain de 27 millions d'euros.

Grâce à ces mesures, des premiers signaux positifs ont été enregistrés à la fin du premier semestre avec la stabilisation des crédits et le succès du nouveau compte à terme à taux progressifs, « Yperecho » (un milliard d'euros de souscription au seul deuxième trimestre 2009).

En termes de résultats, le produit net bancaire s'est redressé au deuxième trimestre (+ 7,8 % par rapport au premier trimestre) et le résultat brut d'exploitation est positif (14 millions d'euros au deuxième trimestre après un solde nul au premier trimestre). La marge d'intérêt a augmenté de 13 millions d'euros au cours du deuxième trimestre en lien avec le rebond de la marge d'intermédiation (de 1,6 % à 1,8 % entre le premier et le deuxième trimestre), alors que les commissions étaient stabilisées.

La contribution au résultat net part du Groupe s'établit à – 271 millions d'euros pour le premier semestre.

Hors l'Italie et la Grèce, les autres implantations du Groupe dégagent un résultat brut d'exploitation en croissance, qui compense partiellement la hausse du coût du risque. Crédit du Maroc et Crédit Agricole Egypte se sont montrées particulièrement performantes. La contribution de ces deux établissements au résultat net part du Groupe s'est accrue de 15% entre le premier semestre 2008 et le premier semestre 2009.

4- Services financiers spécialisés

Au cours du premier semestre, le pôle Services financiers spécialisés a démontré une bonne performance opérationnelle et sa capacité d'adaptation dans un contexte économique difficile.

La hausse du chômage et le ralentissement de l'économie ont conduit à une contraction de la demande et par conséquent à un ralentissement de l'activité et une hausse du coût du risque.

Le produit net bancaire augmente de 4,7 %³, porté notamment par l'amélioration continue des taux de refinancement.

Conformément au plan de réduction des coûts défini, les charges baissent de 4,9%³.

A 916 millions d'euros, le résultat brut d'exploitation est en hausse de 36,5 % par rapport au premier semestre 2008. Hors les effets périmètre et méthode, la hausse du résultat brut d'exploitation reste élevée, + 16,2 % par rapport au premier semestre 2008.

Le coefficient d'exploitation s'établit ainsi à 47,8 % au premier semestre, en baisse de 6,5 points sur un an.

³ A périmètre et méthode comparables

Le coût du risque est multiplié par 2,2 (+ 81,2 % à périmètre et méthode comparables) traduisant la détérioration de la situation financière des ménages et des entreprises. Conséquence du savoir-faire en matière de maîtrise des risques, le coefficient d'intermédiation s'inscrit à 80,7 % au premier semestre, niveau parmi les meilleurs du marché.

Au total, le résultat net part du Groupe du pôle pour le semestre atteint 194 millions d'euros (- 23,4 %).

<i>(en millions d'euros)</i>	S1 2009	S1 2008	Variation 2009/2008
Produit net bancaire	1 756	1 470	+ 19,5 %
Charges d'exploitation et amortissements	(840)	(798)	+ 5,2 %
Résultat brut d'exploitation	916	672	+ 36,5 %
Coût du risque	(576)	(268)	x 2,2
Quote-part du résultat des entreprises mises en équivalence	3	4	(22,7 %)
Résultat net sur autres actifs et variations de valeurs des écarts d'acquisition	1	1	(11,1 %)
Résultat avant impôt	344	409	(15,8 %)
Impôts sur les bénéfices	(130)	(137)	(4,8 %)
RESULTAT NET	214	272	(21,4 %)
RESULTAT NET – PART DU GROUPE	194	253	(23,4 %)

Dans le domaine du **crédit à la consommation**, le premier semestre se caractérise par une bonne résistance des encours et une augmentation des revenus (6,8 % à périmètre et méthode comparables) grâce à la baisse des taux de refinancement depuis le début de l'année 2009.

Les encours sont en hausse de 17,6% (5,2 % à périmètre constant), bénéficiant de l'intégration des encours de Ducato depuis le quatrième trimestre 2008. La part de l'international dans les encours gérés est désormais de 61,1 % ; leur répartition géographique est favorable avec une exposition limitée dans les pays les plus touchés par la crise (89,3% des encours en Europe de l'Ouest y compris l'Italie).

L'activité résiste avec une production en augmentation de 9 % portée par la croissance à l'international (17% grâce notamment à l'intégration réussie de Ducato). Hors effet périmètre, la production recule de 5%. En France, le recul se limite à 3,4% du fait du dynamisme de Sofinco, et de l'extension des partenariats avec les réseaux du Groupe : les encours France progressent ainsi de 5,0 % semestre sur semestre (+ 20,3 % sur le partenariat avec les Caisses régionales). La part de marché en production France est en hausse de 0,8 point par rapport au premier trimestre s'établissant à 19,0%⁴.

La montée des risques liés au surendettement des ménages explique en partie ce repli, les conditions d'octroi des crédits ayant été restreintes. Le coût du risque est multiplié par 2,1 sur un an absorbant les bonnes performances opérationnelles du métier.

⁴ Source ASF

Le métier bénéficie également de l'efficacité opérationnelle de sa filiale italienne Ducato qui contribue à hauteur de 122 millions d'euros au résultat brut d'exploitation semestriel.

Le résultat net part du Groupe s'établit à 164 millions d'euros, en baisse de 20,4 % par rapport à la même période de 2008.

Dans le domaine du **crédit-bail**, CA Leasing redevient leader en France tant en crédit-bail mobilier qu'immobilier.

L'activité se caractérise par une progression des encours tant en France qu'à l'international, tandis que la production est en recul de 5,7 % sur un an, sauf sur les métiers courts (matériel, équipement informatique...) et les opérations de développement durable (parc éolien et photovoltaïque).

Le résultat brut d'exploitation augmente de 18,7 % par rapport au premier semestre 2008, le métier bénéficiant de l'amélioration notable des taux de refinancement. Par ailleurs, les charges sont en nette diminution par rapport au trimestre précédent (-12,2 %) démontrant la forte réactivité du métier aux conditions économiques.

Le coût du risque, très bien contenu jusqu'à présent, progresse nettement (x 2,8 par rapport au semestre précédent), quasi-exclusivement sur le crédit-bail mobilier en France et sur l'Italie.

Le résultat net part du Groupe s'établit à 18 millions d'euros, en baisse de 32,8 % par rapport à la même période de 2008.

Dans le domaine de l'**affacturage**, le marché devient plus difficile et connaît même en France un recul pour la première fois depuis 5 ans. Dans ce contexte économique, Eurofactor résiste mieux que le marché, consolidant même sa position de leader.

Le chiffre d'affaires factoré global est en recul de 6,7 % semestre sur semestre, avec un recul plus marqué à l'international, excepté sur l'Italie.

Le coût du risque progresse de 60,9 % par rapport au premier semestre 2008, du fait d'une référence 2008 particulièrement basse (reprise de provisions).

Le résultat net part du Groupe s'établit à 16 millions d'euros, en baisse de 34,4 % par rapport à la même période l'an passé.

5- Gestion d'actifs, assurances et banque privée

Au cours du premier semestre 2009, le pôle Gestion d'actifs, assurances et banque privée s'est positionné pour la sortie de crise, en maintenant ses positions de leader sur les différents marchés. La collecte nette sur le semestre atteint 14,5 milliards d'euros, portant les encours sous gestion à 775,5 milliards d'euros au 30 juin 2009 (578,7 milliards d'euros hors doubles comptes).

<i>(en millions d'euros)</i>	S1 2009	S1 2008	Variation 2009/2008
Produit net bancaire	1 782	2 156	(17,3 %)
Charges d'exploitation et amortissements	(878)	(954)	(8,0 %)
Résultat brut d'exploitation	904	1 202	(24,7 %)
Coût du risque	(3)	3	ns
Quote-part du résultat des entreprises mises en équivalence	1	2	ns
Résultat avant impôt	902	1 207	(25,3 %)
Impôts sur les bénéfices	(292)	(355)	(17,7%)
RESULTAT NET	610	852	(28,4 %)
RESULTAT NET – PART DU GROUPE	612	831	(26,3 %)

Sur le semestre, le pôle a renforcé son efficacité opérationnelle avec des **charges d'exploitation** en baisse de 8,0 %. Dans chacun des métiers, des restructurations sont en cours : finalisation de l'accord de rapprochement CAAM – SGAM, création de la holding assurances réaffirmant l'identité d'assureur du Crédit Agricole, prise de contrôle majoritaire de CACEIS en Services financiers aux institutionnels, ou encore plus grande intégration du suivi des clients Banque privée au sein des différents métiers du Groupe.

Dans le même temps, le **produit net bancaire** est en retrait de 17,3 %, à 1 782 millions d'euros, pénalisé, au premier trimestre, par l'évolution des marchés financiers et par l'impact des tempêtes Klaus et Quinten sur les revenus d'assurances. La situation s'améliore cependant dans la deuxième partie du semestre avec un **résultat brut d'exploitation** se rapprochant des niveaux antérieurs à la crise. Sur le semestre, le résultat brut d'exploitation s'établit à 904 millions d'euros.

Avec un coût du risque toujours non significatif, la contribution du pôle au **résultat net part du Groupe** s'établit à 612 millions d'euros.

Dans le domaine de la **Gestion d'actifs**, l'activité du premier semestre témoigne de la bonne résistance du métier qui poursuit par ailleurs son développement.

Les actifs sous gestion atteignent près de 473 milliards d'euros au 30 juin 2009, en baisse de 3,5 % sur un an, reflétant la baisse des marchés financiers (CAC 40 en baisse de 29,2 %). Néanmoins, par rapport au 31 décembre 2008, les actifs gérés sont en croissance de 3,3 %, avec un effet collecte et périmètre de 2,8 milliards d'euros et un effet marché lui aussi positif de 12,4 milliards d'euros

bénéficiant de l'amélioration des marchés au cours du deuxième trimestre. Celle-ci permet une stabilisation de l'*asset-mix* qui demeure cependant principalement centré sur les produits sans risque. Au 30 juin 2009, 48 % des actifs gérés sont investis en obligations, 22 % en monétaire et seulement 9 % en actions, 8 % en actifs diversifiés et 13 % en actifs structurés, alternatifs ou autres.

Au 30 juin 2009, près de 14 % des actifs gérés sont à l'international et la finalisation de l'accord CAAM – SGAM, avec 160 milliards d'euros⁵ d'actifs apportés, vient conforter la position de leader en France et en Europe.

Au cours du semestre, la qualité des équipes s'est vue primée à plusieurs reprises : Trophée d'or du Revenu 2009 de la meilleure performance globale sur trois ans et de la meilleure gamme fonds diversifiés sur trois ans pour Crédit Agricole, prix AsianInvestor 2009 de la meilleure performance pour la gamme « Global Equity » ou encore sélection par le FRR pour le mandat d'exposition globale.

Ce dynamisme de l'activité s'accompagne d'une rigueur maintenue concernant les charges d'exploitation avec un coefficient d'exploitation du métier maintenu en dessous de 50 % malgré la baisse des marges liée à un *asset-mix* plus défavorable.

En ce qui concerne les **Services financiers aux institutionnels**, le métier enregistre au premier semestre des performances satisfaisantes.

Les encours conservés sont en baisse limitée malgré l'évolution défavorable des marchés financiers : - 8,9 % sur un an, à 2 120 milliards d'euros. Sur le seul premier semestre 2009, la baisse n'est que de 2,2 % grâce à l'amélioration des marchés constatés au deuxième trimestre.

Les encours administrés sont également en recul, atteignant 975 milliards d'euros au 30 juin 2009, soit une baisse de 6,9 %. L'amélioration au cours du premier semestre 2009 est sensible puisque les encours progressent de 3,1 % par rapport au 31 décembre 2009.

Grâce à un strict contrôle des charges (- 6,4 % par rapport au premier semestre 2008), la rentabilité opérationnelle du métier est maintenue, avec un résultat brut d'exploitation en croissance de 3,4 % sur un an.

Avec la prise de contrôle majoritaire de CACEIS, l'entité est désormais détenue à 85 % par le Groupe.

En **Banque privée**, le métier enregistre une collecte de 1,5 milliard d'euros sur le semestre ainsi qu'un effet marché et change redevenu favorable de 3,2 milliards d'euros. Au 30 juin 2009, les actifs gérés s'établissent ainsi à 108,2 milliards d'euros⁶ dont près de la moitié à l'international. Sur un an, la progression est légèrement négative, en retrait de 1,8 %, du fait des mauvaises performances des marchés.

En termes opérationnels, le métier a poursuivi sa politique de baisse des charges (- 6,0 % sur un an) et n'a pas enregistré de dotation en coût du risque au cours du semestre, démontrant la qualité de sa gestion. Le résultat net du métier est cependant en recul de 30,4 %, reflet de la dégradation de l'environnement sur l'année.

Dans le domaine de l'**Assurance-vie**, le Groupe conserve sa position de leader avec une part de marché de 15,3 %. Au cours du semestre, le métier poursuit sa progression, affichant une forte dynamique commerciale ancrée sur des fondamentaux solides.

Le chiffre d'affaires du semestre s'établit à 12,5 milliards d'euros, avec une forte progression tant en France (hausse de 17,5 %, très supérieure au marché : + 6 %) que dans d'autres pays.

La progression des provisions mathématiques surperforme également le marché avec une hausse de 3,9 % en France contre 3,4 %, tirée par le dynamisme de LCL. Y compris les entités à l'international,

⁵ Valorisation fin juin 2009

⁶ Périmètre de la Banque privée hors les activités de banque privée au sein de la Banque de détail à l'international

les provisions mathématiques atteignent 194,6 milliards d'euros, principalement en unités de compte (160 milliards d'euros).

Ces bonnes performances s'appuient sur des bases solides. En effet, les placements sont effectués dans des produits de qualité. En particulier, 99,5 % des investissements en taux sont Investment grade et plus de 80 % sont notés AA et mieux. La gestion efficace du portefeuille a permis en outre, une sécurisation progressive de celui-ci avec une forte réduction de l'exposition actions. Celle-ci passe de 12,6 % (en valeur de marché) au 30 juin 2008 à 7,1 % au 30 juin 2009. Les obligations et la trésorerie représentent 82,5 % du portefeuille. Les autres types de placement tels que l'immobilier, la gestion alternative et autres (*Private equity*) ne représentent que 9,4 % du portefeuille.

Les **Assurances non-vie** suivent la même trajectoire de progression supérieure au marché français avec un chiffre d'affaires en hausse de 16,0 % sur un an. Le premier semestre 2009 est un nouveau semestre record sur le plan de la production avec près de 750 000 nouveaux contrats pour Pacifica dans un marché très concurrentiel. Les activités para-bancaires en France poursuivent leur déploiement et l'international continue à se développer. Le chiffre d'affaires qui atteint 1 397 millions d'euros, intègre une forte croissance de l'IARD agricole et professionnels (+ 25,8 %). Enfin, la solidité financière se consolide par rapport à l'exercice précédent avec une charge sinistre contrôlée sur la durée.

6- Banque de financement et d'investissement

Dans un environnement caractérisé par la poursuite de la dégradation de la conjoncture économique, la baisse des taux d'intérêts et le resserrement des *spreads* de crédit, la Banque de financement et d'investissement a enregistré au premier semestre 2009 une activité commerciale soutenue et des performances élevées de ses activités pérennes. Cette évolution très favorable est le fruit de la mise en œuvre active du plan de recentrage décidé à l'automne 2008 et de conditions de marché qui se sont progressivement améliorées sur le semestre.

Le résultat net part du groupe des activités pérennes ressort ainsi à 777 millions d'euros, contre 461 millions d'euros au premier semestre 2008.

En excluant l'impact des couvertures du portefeuille de prêts et du *spread* émetteur sur la réévaluation de la dette, le résultat net part du Groupe des activités pérennes sur le semestre s'élève à 1 032 millions d'euros

Les activités en cours d'arrêt continuent de contribuer négativement aux résultats du pôle, avec un résultat net part du Groupe de – 881 millions d'euros sur le semestre. Le processus d'extinction de ces activités se poursuit activement.

La perte nette sur le premier semestre pour le pôle Banque de financement et d'investissement s'établit ainsi à 104 millions d'euros après une perte de 1,6 milliard d'euros au premier semestre 2008.

L'objectif de réduction des risques est maintenu. Il se traduit par une baisse des emplois pondérés de 10 milliards d'euros par rapport au 31 décembre 2008 à 142 milliards d'euros, incluant notamment les effets de la diminution de la VaR réglementaire qui atteint 40 millions d'euros au 30 juin 2009.

	S1 2009	S1 2009 activités pérennes	S1 2008	S1 2008 activités pérennes	Variation 2009/2008 *
<i>(en millions d'euros)</i>					
Produit net bancaire	2 148	3 110	(357)	2 683	+ 15,9 %
Charges d'exploitation et amortissements	(1 568)	(1 508)	(1 838)	(1 738)	(13,2 %)
Résultat brut d'exploitation	580	1 602	(2 195)	945	+ 69,5 %
Coût du risque	(862)	(552)	(290)	(290)	x 1,9
Quote-part du résultat des entreprises mises en équivalence	68	68	65	65	+ 4,6 %
Résultat net sur autres actifs et variation de valeurs des écarts d'acquisition	3	3	0	0	ns
Résultat avant impôt	(211)	1 121	(2 420)	720	+ 55,6 %
Impôts sur les bénéfices	112	(319)	815	(214)	+ 49,1 %
RESULTAT NET	(99)	802	(1 605)	506	+ 58,4 %
RESULTAT NET – PART DU GROUPE	(104)	777	(1 650)	461	+ 68,5 %

* Activités pérennes

Le produit net bancaire des activités pérennes s'établit à 3 110 millions d'euros au premier semestre 2009, en progression de 15,9 % par rapport à l'année précédente. En excluant l'impact des couvertures de prêts et de la réévaluation de la dette, il ressort en hausse de 48 % sur la même période. Cette forte progression résulte du doublement des revenus des activités de marchés sur taux d'intérêt et des bonnes performances de la banque de financement.

Compte tenu de la baisse des charges (- 13,2 %), le résultat brut d'exploitation des activités pérennes s'établit à 1 602 millions d'euros en progression de 69,5 %.

La dégradation du risque de contrepartie a entraîné un quasi-doublement du coût du risque entre les deux périodes. Au premier semestre 2009, le coût du risque a concerné des dossiers spécifiques des secteurs financiers et, dans une moindre mesure, des secteurs industriels et des services. Il a supporté aussi le renforcement des provisions collectives.

Les résultats de la Banque Saudi Fransi, mise en équivalence, sont en progression par rapport au 30 juin 2008.

Après charge d'impôt, le résultat net part du groupe des activités pérennes ressort à 777 millions d'euros contre 461 millions d'euros au premier semestre 2008.

Banque de financement

(en millions d'euros)	S1 2009	S1 2008	Variation 2009/2008	Variation 2009/2008 A change constant
Produit net bancaire	921	922	(0.1 %)	(5,8 %)
Charges d'exploitation et amortissements	(403)	(446)	(9,7 %)	(12,1 %)
Résultat brut d'exploitation	518	476	+ 8,8 %	+ 0,2 %
Coût du risque	(497)	(182)	x 2,7	
Quote-part du résultat des entreprises mises en équivalence	70	65	+ 7,7 %	
Résultat net sur autres actifs et variation de valeurs des écarts d'acquisition	3	0	ns	
Résultat avant impôt	94	359	(73,8 %)	
Impôts sur les bénéfices	(16)	(97)	(83,6 %)	
RESULTAT NET	78	262	(70,2 %)	
RESULTAT NET – PART DU GROUPE	70	229	(69,4 %)	

Outre les résultats de ses activités opérationnelles, les activités de Banque de financement enregistrent les effets de la revalorisation des dérivés de couverture du portefeuille de crédits de la Banque. L'année 2008 a été marquée par un élargissement des *spreads* de crédit et a conduit à enregistrer des produits de revalorisation sur ces dérivés, principalement sur le deuxième semestre 2008 (28 millions d'euros au S1 08). Depuis le début de l'année 2009, le resserrement des *spreads* a entraîné le phénomène inverse. L'impact négatif de 255 millions d'euros sur le premier semestre 2009 a été limité par une gestion active de ces couvertures qui a permis de cristalliser une partie significative des profits latents existants fin 2008.

Retraité de ces éléments, ainsi que des décotes de syndication (qui pesaient pour 142 millions d'euros au premier semestre 2008 et pour 8 millions d'euros en 2009), le produit net bancaire progresse de 14 % reflétant d'une part, la stabilité des revenus des financements structurés assurée par la diversité des différentes lignes métiers, et d'autre part, la forte dynamique de la banque commerciale à l'international (hausse de 43 %) qui bénéficie en outre de revenus significatifs de syndication.

Les frais généraux, à l'image du reste du pôle, sont en baisse de 9,7 %.

Hors impact des couvertures de prêts, le résultat brut d'exploitation ressort ainsi en hausse de 72,5 % ce qui permet d'absorber un coût du risque en forte augmentation du fait de la dégradation de l'environnement économique.

Après prise en compte de la contribution de la Banque Saudi Fransi, le résultat net part du groupe s'établit à 70 millions d'euros.

Banque de marchés et d'investissement

(en millions d'euros)	S1 2009	S1 2008	Variation 2009/2008
Produit net bancaire	2 189	1 760	+ 24,3 %
Charges d'exploitation et amortissements	(1 105)	(1 291)	(14,4 %)
Résultat brut d'exploitation	1 084	469	x 2,3
Coût du risque	(55)	(108)	(49,1 %)
Quote-part du résultat des entreprises mises en équivalence	(2)	0	ns
Résultat avant impôt	1 027	361	x 2,8
Impôts sur les bénéfices	(303)	(117)	x 2,6
RESULTAT NET	724	244	x 3,0
RESULTAT NET – PART DU GROUPE	707	232	x 3,0

Dans un contexte de marchés en cours de normalisation, la banque de marchés et d'investissement enregistre des performances en forte progression par rapport à l'année précédente.

Les activités de *Fixed Income* sont en forte croissance sur toutes les lignes métiers, tirées par la progression des revenus commerciaux. La trésorerie, le change et les activités sur *commodities* enregistrent une hausse de plus de 50 % de leurs revenus. Les activités obligataires notamment sur le marché primaire doublent leurs revenus par rapport au premier semestre 2008, tandis que ceux sur dérivés de taux sont quadruplés.

Les revenus du pôle Actions sont stables d'une année sur l'autre, les bonnes performances des dérivés actions et du conseil compensant la baisse des revenus des courtiers.

Par ailleurs, le produit net bancaire est affecté par le resserrement du *spread* émetteur intervenant dans la valorisation de la dette à la juste valeur. L'impact était positif de 258 millions d'euros au premier semestre 2008 et ressort négatif de 132 millions d'euros au premier semestre 2009.

Retraité de ce dernier élément les revenus du pôle sont en progression de 54,5 % d'une année sur l'autre.

Les frais généraux diminuent de 14,4 % en dépit d'une amélioration des performances, reflétant ainsi notamment la maîtrise des rémunérations variables.

Après la prise en compte d'un coût du risque en réduction et de la charge d'impôt, le résultat net part du groupe s'établit à 707 millions d'euros, soit trois fois celui du premier semestre 2008.

Activités en cours d'arrêt

(en millions d'euros)	S1 2009	S1 2008	Variation 2009/2008
Produit net bancaire	(962)	(3 039)	ns
Charges d'exploitation et amortissements	(60)	(101)	(40,6 %)
Résultat brut d'exploitation	(1 022)	(3 140)	ns
Coût du risque	(310)	0	ns
Résultat avant impôt	(1 332)	(3 140)	ns
Impôts sur les bénéficiaires	431	1 029	(58,1 %)
RESULTAT NET	(901)	(2 111)	ns
RESULTAT NET – PART DU GROUPE	(881)	(2 111)	ns

Au cours du premier semestre, la gestion en extinction des activités en cours d'arrêt s'est poursuivie de manière active.

Le portefeuille de dérivés exotiques actions enregistre une diminution sensible de ses expositions qui s'accompagne d'une stabilisation de son produit net bancaire au cours des deux premiers trimestres de cette année.

Les activités de corrélation ont encore souffert de la forte volatilité des *spreads* de crédit mais bénéficient désormais des mesures prises dans la gestion du risque intrinsèque.

Enfin les portefeuilles de CDO d'ABS, de CLO et d'ABS ainsi que leurs couvertures auprès d'assureurs *monoline* ont fait l'objet d'ajustements de valorisation pour tenir compte de la dégradation de certains paramètres du marché immobilier américain et de la dégradation de la signature de certains garants. Les impacts sont cependant en forte diminution et les expositions nettes sur les assureurs *monoline* ont baissé de plus de moitié depuis la fin de l'année. Elles atteignent 0,8 milliard d'euros après les commutations réalisées en juillet 2009.

Le coût du risque comprend principalement les dépréciations constatées sur les actifs transférés au 1er octobre 2008 en prêts et créances (CDO et ABS).

Les emplois pondérés des activités en cours d'arrêt sont, par ailleurs, en baisse (à 22 milliards d'euros au 30 juin 2009 contre 26 milliards d'euros au 31 décembre 2008) du fait de la réduction de la VaR.

Après constatation d'un produit d'impôt, ces activités enregistrent une perte nette de 881 millions d'euros au premier semestre 2009 contre une perte de 2,1 milliards d'euros un an auparavant.

7- Gestion pour compte propre et divers

<i>(en millions d'euros)</i>	S1 2009	S1 2008*	Variation 2009/2008
Produit net bancaire	(427)	631	ns
Charges d'exploitation et amortissements	(417)	(472)	(11,5 %)
Résultat brut d'exploitation	(844)	159	ns
Coût du risque	(30)	17	ns
Quote-part du résultat des entreprises mises en équivalence	(221)	(1)	ns
Résultat net sur autres actifs et variation de valeurs des écarts d'acquisition	1	435	ns
Résultat avant impôt	(1 094)	610	ns
Impôts sur les bénéfices	331	78	ns
RESULTAT NET	(763)	688	ns
RESULTAT NET – PART DU GROUPE	(856)	641	ns

*Données impactées par le traitement en Bâle 2 des données LCL en 2008

Au 30 juin 2009, le **produit net bancaire** du pôle intègre la poursuite de la hausse des coûts de refinancement, en partie liée à la rémunération des titres super subordonnés souscrits par l'Etat. A l'inverse, le produit net bancaire bénéficie de l'effet positif de la gestion financière dynamique du passif avec en particulier l'opération de rachat de la dette *upper Tier 2* qui a généré un gain de 170 millions d'euros.

Pour ce qui est de la contribution au pôle du **Private Equity**, la poursuite de la baisse des valorisations continue d'impacter le produit net bancaire.

Les **charges d'exploitation** du pôle sont toujours bien maîtrisées, en recul de près de 12 % sur un an.

Le **résultat des sociétés mises en équivalence** intègre pour la première fois au deuxième trimestre 2009 la consolidation d'Intesa par mise en équivalence (- 206 millions d'euros)⁷ suite à l'accord conclu avec Generali et visant à préserver la valeur économique de la participation.

Au total, le pôle Gestion pour compte propre et divers dégage un **résultat net part du Groupe** négatif de – 856 millions d'euros.

Il est à noter que la contribution aux résultats du pôle Gestion pour compte propre et divers au premier semestre 2008 intégrait plusieurs éléments non récurrents en 2009. En effet, le produit net bancaire enregistrait la plus-value sur la cession des titres Suez pour 882 millions d'euros et les dividendes Intesa pour 212 millions d'euros. En résultat net sur autres actifs était incluse la plus-value de 420 millions d'euros réalisée avec la création de Newedge, filiale de courtage détenue à 50/50 avec la Société Générale.

⁷ Le détail de l'impact de la première consolidation d'Intesa est décrit dans les états financiers de Crédit Agricole S.A. au 30 juin 2009

STRUCTURE FINANCIERE DU GROUPE CREDIT AGRICOLE S.A.

EVOLUTION RECENTE DU CAPITAL

Au 31 décembre 2008, le capital de Crédit Agricole S.A. s'élevait à 6 679 027 488 euros, divisé en 2 226 342 496 actions de 3 euros de nominal.

Le 19 mai 2009, l'Assemblée Générale ordinaire et extraordinaire de Crédit Agricole S.A. a décidé le versement d'un dividende de 0,45 euro par action au titre de l'exercice 2008, et prévu qu'il pouvait être payé soit en numéraire, soit en actions nouvelles.

Cette dernière option, ouverte du 27 mai au 11 juin 2009, a largement retenu l'intérêt des actionnaires : 85,3 % des droits ont été exercés en faveur du paiement en actions (68 % hors SAS Rue La Boétie).

Cette opération s'est traduite par la création de 93 237 441 actions nouvelles (soit 4,19 % du capital), dont la livraison et l'admission à Euronext Paris sont intervenues le mardi 23 juin 2009. La date de jouissance des actions est le 1^{er} janvier 2009.

Au 30 juin 2009, le capital de Crédit Agricole S.A. s'élevait ainsi à 6 958 739 811 euros soit 2 319 579 937 actions au nominal de 3 euros.

Le tableau ci-après présente l'évolution du capital social de Crédit Agricole S.A. au cours des cinq dernières années :

Date et nature de l'opération	Montant du capital <i>(en euros)</i>	Nombre d'actions
Capital au 31/12/2003	4 420 567 311	1 473 522 437
Capital au 31/12/2004	4 420 567 311	1 473 522 437
26/08/2005 Augmentation de capital réservée aux salariés (Conseils d'administration des 08/03 et 18/05/2005)	+ 71 399 592	+ 23 799 864
Capital au 31/12/2005	4 491 966 903	1 497 322 301
Capital au 31/12/2006	4 491 966 903	1 497 322 301
06/02/2007 Augmentation de capital par émission d'actions en numéraire (Conseil d'administration du 21/11/2006)	+ 449 196 690	+ 149 732 230
05/12/2007 Augmentation de capital réservée aux salariés (Assemblée générale du 23/05/2007)	+ 68 107 023	+ 22 702 341
Capital au 31/12/2007	5 009 270 616	1 669 756 872
07/07/2008 Augmentation de capital par émission d'actions en numéraire (Assemblée générale du 21/05/2008)	+ 1 669 756 872	+ 556 585 624
Capital au 31/12/2008	6 679 027 488	2 226 342 496
23/06/09 Paiement du dividende 2008 en actions nouvelles (Assemblée générale du 19/05/09)	+ 279 712 323	+ 93 237 441
Capital au 30/06/09	6 958 739 811	2 319 579 937

Évolution de la répartition du capital

Le tableau ci-après présente l'évolution de la détention du capital de Crédit Agricole S.A. au cours de la dernière année :

Actionnaires	Situation au 30/06/2009			Situation au 31/12/2008	Situation au 30/06/2008
	Nombre d'actions	% des droits de vote	% du capital	% du capital	% du capital
SAS Rue La Boétie*	1 279 595 454	55,43 %	55,16 %	54,78 %	54,44 %
Actions en autodétention**	10 974 847	-	0,47 %	0,58 %	0,72 %
Salariés (FCPE, PEE)	108 699 603	4,71 %	4,69 %	4,43 %	6,76 %
Public	920 310 033	39,86 %	39,68 %	40,21 %	38,09 %
TOTAL	2 319 579 937	100 %	100 %	100 %	100 %

* La SAS Rue La Boétie est détenue en totalité par les Caisses régionales de Crédit Agricole.

** Actions détenues directement dans le cadre des programmes de rachat placées au bilan de Crédit Agricole S.A. en couverture des options attribuées et au sein d'un contrat de liquidité.

La structure de l'actionnariat est stable.

Les Caisses régionales, ensemble et de façon pérenne, détiennent la majorité du capital de Crédit Agricole S.A. Au 30 juin 2009, leur participation s'établit à 55,16 % du capital, niveau situé dans le haut de leur objectif de gestion.

La part détenue par les salariés s'inscrit en légère augmentation, passant de 4,43 % au 31 décembre 2008 à 4,69 % du capital au 30 juin 2009.

Le public (investisseurs institutionnels et actionnaires individuels) maintient sa participation à 39,68 %, en très léger recul par rapport au 31 décembre 2008 (- 0,53 point).

FONDS PROPRES

Au 30 juin 2009, les **capitaux propres**, part du Groupe, de Crédit Agricole S.A. s'élèvent à 43,7 milliards d'euros (contre 41,7 milliards d'euros au 31 décembre 2008). La principale variation est liée à la consolidation de Intesa Sanpaolo, ce reclassement ayant pour effet de ramener la valeur de la participation à son prix de revient historique. Ceci a un effet positif de 1,5 milliard d'euros dans les réserves recyclables. Cette variation intègre par ailleurs le paiement du dividende (1,0 milliard d'euros) proposé et souscrit à plus de 85 % en actions (augmentation de capital de 0,8 milliard d'euros).

Les **fonds propres prudentiels** atteignent 85,5 milliards d'euros (contre 80,3 milliards d'euros au 31 décembre 2008). Les **fonds propres de base** atteignent 63,1 milliards d'euros (contre 60,5 milliards d'euros au 31 décembre 2008). Ces variations sont liées à l'augmentation des capitaux propres. Les autres variations sont liés à la présence active de Crédit Agricole S.A. sur le marché de la dette et aux émissions de lower tier 1 et de tier 2 placées au cours du semestre

RATIOS PRUDENTIELS

Réglementation en vigueur

Le ratio CRD a valeur légale depuis le 1er janvier 2008 et est calculé selon la réglementation en vigueur : règlement 90-02 relatif aux « fonds propres » et arrêté en date du 20 février 2007 définissant les « exigences de fonds propres applicables aux établissements de crédit et aux entreprises d'investissement », qui transpose en France la directive européenne CRD (Capital Requirements Directive).

Les banques continuent toutefois à calculer le ratio CAD dans le cadre de la phase de calcul parallèle, puisque le régulateur a défini jusqu'à fin 2009 les niveaux planchers (floor) de fonds propres suivants :

- 90 % des exigences CAD jusqu'au 31/12/2008 ;
- 80 % des exigences CAD jusqu'au 31/12/2009.

Le ratio de solvabilité, dont les modalités de calcul sont indiquées dans la directive européenne CRD, se base sur l'évaluation des emplois pondérés du risque de crédit, des risques de marché et du risque opérationnel. Les exigences de fonds propres qui en découlent pour chacun de ces risques sont indiquées ci-après (paragraphe « Exigences de fonds propres par type de risques »).

Conformément à l'arrêté du 20 février 2007, les expositions au risque de crédit sont mesurées selon deux approches :

- l'approche « Standard » qui s'appuie sur des évaluations externes de crédit et des pondérations forfaitaires selon les catégories d'exposition bâloises ;
- l'approche « Notations Internes » (IRB – Internal Ratings Based) qui s'appuie sur le système de notations internes de l'établissement. On distingue :
 - o l'approche « Notations Internes Fondation » selon laquelle les établissements peuvent utiliser uniquement leurs estimations des probabilités de défaut,
 - o l'approche « Notations Internes Avancées » selon laquelle les établissements utilisent l'ensemble de leurs estimations internes des composantes du risque : probabilités de défaut, pertes en cas de défaut, expositions en défaut, maturité.

Fin 2007, la Commission bancaire a autorisé le groupe Crédit Agricole à utiliser ses systèmes de notations internes pour le calcul des exigences de fonds propres réglementaires au titre du risque de crédit des portefeuilles clientèle de détail et grandes clientèles pour l'essentiel de son périmètre.

Par ailleurs, le groupe Crédit Agricole a obtenu l'autorisation de la Commission bancaire pour utiliser, au 1er janvier 2008, la méthode Avancée (AMA – "Advanced Measurement Approach") pour le calcul des exigences de fonds propres réglementaires au titre du risque opérationnel pour les principales entités du Groupe. Les autres entités du Groupe utilisent l'approche Standard, conformément à la réglementation.

Composition des fonds propres

Les fonds propres prudentiels sont déterminés conformément au règlement n° 90-02 du Comité de la réglementation bancaire et financière relatif aux fonds propres. Ils sont structurés en trois catégories : les fonds propres de base, les fonds propres complémentaires et les fonds propres surcomplémentaires, catégories desquelles sont réalisées un certain nombre de déductions.

Fonds propres de base

Ils comprennent :

1. Le noyau dur (capital et réserves) et les déductions :

- le capital ;
- les réserves, y compris les écarts de réévaluation, les primes d'émission ou de fusion, le report à nouveau, le résultat net d'impôt conservé de l'exercice en cours ;
- les déductions sont les suivantes :
 - o les actions propres détenues et évaluées à leur valeur comptable,
 - o les actifs incorporels, y compris les frais d'établissement, et les écarts d'acquisition.

2. Les autres fonds propres de base

- Les intérêts minoritaires : ils incluent les quotes-parts d'intérêts minoritaires dans les participations détenues par Crédit Agricole S.A. ainsi qu'un instrument hybride classé sous cette rubrique sur accord de la Commission bancaire ;
- Les fonds pour lesquels la Commission bancaire a déterminé qu'ils remplissaient les conditions pour une inclusion en fonds propres de base. Crédit Agricole S.A. détient ainsi au 30/06/2009 dans ses fonds propres de base une avance d'actionnaires octroyée par les Caisses régionales et s'élevant à 3,7 milliards d'euros.

3. Les titres hybrides ou *Lower Tier 1*

Ils comprennent des instruments de fonds propres à caractère non innovant et à caractère innovant, ces derniers étant assortis d'une progressivité de la rémunération.

Ils sont soumis au respect de certaines limites par rapport aux fonds propres de base (calculés avant les déductions visées au point 3 ci-dessous), de même que le total représenté par les minoritaires et les titres hybrides.

Fonds propres complémentaires

Ils comprennent notamment :

- les fonds provenant de l'émission de titres ou emprunts subordonnés qui répondent aux conditions de l'article 4c du règlement 90-02 relatif aux fonds propres (titres subordonnés à durée indéterminée) ;
- ceux qui répondent aux conditions de l'article 4d du règlement 90-02 (titres subordonnés remboursables) ;

- pour les instruments de capitaux propres, les plus-values latentes nettes reprises devise par devise avant impôt en fonds propres complémentaires à hauteur de 45 % ;
- la différence positive entre les pertes attendues calculées en utilisant les approches notations internes et la somme des ajustements de valeur et des dépréciations collectives afférentes aux expositions concernées.

Déductions des participations

Elles sont visées aux articles 6, 6 bis et 6 quater du règlement 90-02 relatif aux fonds propres et comprennent les participations représentant plus de 10 % du capital d'un établissement de crédit ou d'une entreprise d'investissement, ainsi que les créances subordonnées et tout autre élément constitutif des fonds propres. Elles sont effectuées pour 50 % de leurs montants sur les fonds propres de base et pour 50 % de leurs montants sur les fonds propres complémentaires. Elles incluent notamment les participations détenues par Crédit Agricole S.A. dans le capital des Caisses régionales mises en équivalence.

Le Tier 1 est constitué des fonds propres de base après imputation de la quote-part des déductions afférentes.

Symétriquement, le Tier 2 est constitué des fonds propres de base complémentaires après imputation de la quote-part des déductions afférentes.

En revanche, comme l'autorise l'article 6 susvisé, les participations détenues par Crédit Agricole S.A. dans des entités relevant du secteur des assurances, ainsi que les créances subordonnées et tout autre élément constitutif des fonds propres, sont déduits des fonds propres globaux (excepté pour les participations acquises après le 31 décembre 2006). En contrepartie, Crédit Agricole S.A. est soumis à une exigence complémentaire en matière d'adéquation des fonds propres sur la base de l'annexe du règlement 2000-03, visant à la surveillance des conglomérats financiers.

Fonds propres surcomplémentaires

Ils sont composés des emprunts subordonnés de durée initiale supérieure ou égale à deux ans, dans la limite des exigences réglementaires.

Ratios au 30 juin 2009

Le tableau ci-après présente le ratio de solvabilité européen CRD et détaille les risques (mesurés en équivalent risque moyen, après pondération de la contrepartie) du groupe Crédit Agricole S.A. ainsi que le niveau des fonds propres réglementaires, calculés conformément à la réglementation.

Le ratio de solvabilité global est égal au rapport entre les fonds propres prudentiels globaux et la somme :

- du montant des expositions pondérées au titre du risque de crédit ;
- des exigences de fonds propres au titre de la surveillance prudentielle des risques de marché et du risque opérationnel multipliées par 12,5.

<i>(en milliards d'euros)</i>	30/06/2009	31/12/2008 CRD
Risques de crédit	282,0	287,5
Risques de marché	19,4	27,7
Risques opérationnels	23,2	23,3
Total des risques pondérés CRD	324,6	338,5
Total des risques pondérés retenus	324,6	356,5
FONDS PROPRES DE BASE (A)	40,4	39,0
Capital et réserves part du groupe	42,4	41,1
Fonds propres de base sur accord de la Commission bancaire	3,7	3,6
Intérêts minoritaires	4,4	4,1
Titres hybrides retenus en fonds propres de base sur accord de la Commission bancaire	12,6	11,8
Déductions dont notamment immobilisations incorporelles	(22,7)	(21,6)
FONDS PROPRES COMPLÉMENTAIRES (B)	21,9	19,2
FONDS PROPRES SURCOMPLÉMENTAIRES	0,5	0,5
DÉDUCTIONS DES FONDS PROPRES DE BASE ET DES FONDS PROPRES COMPLÉMENTAIRES	21,4	16,5
Déductions des fonds propres de base (C)	10,5	8,3
Déductions des fonds propres complémentaires (D)	10,9	8,2
<i>Dont, pour les établissements utilisant les approches notations internes, la différence négative entre la somme des ajustements de valeurs et des dépréciations collectives afférentes aux expositions concernées et les pertes attendues</i>	0,0	0,1
DÉDUCTIONS DES FONDS PROPRES DES SOCIÉTÉS D'ASSURANCE	8,9	8,8
Total des fonds propres nets disponibles	32,5	33,4
<i>Dont</i>		
<i>Tier 1 (A - C)</i>	29,9	30,7
<i>Tier 2 (B - D)</i>	11,0	11,0
<i>Tier 3</i>	0,5	0,5
RATIO DE SOLVABILITÉ TIER 1 HORS FLOOR	9,2 %	9,1 %
RATIO DE SOLVABILITÉ GLOBAL HORS FLOOR	10,0 %	9,9 %
RATIO DE SOLVABILITÉ TIER 1	9,2 %	8,6 %
RATIO DE SOLVABILITÉ GLOBAL	10,0 %	9,4 %

Au 30 juin 2009, le ratio de solvabilité global CRD du groupe Crédit Agricole S.A. s'établit à 10,0 % dont 9,2 % pour le noyau dur (*Tier 1*) en Bâle II, à comparer avec des ratios respectivement de 9,9% et 9,1% au 1^{er} janvier 2009. A la différence de la situation du 31 décembre 2008, les risques pondérés calculés en Bâle II sont supérieurs à ceux calculés en Bâle I (après application du *floor ramené à 80 % à compter du 1^{er} janvier 2009*) et constituent donc le dénominateur du ratio.

L'évolution des différentes composantes du ratio s'analyse comme suit :

- Les encours pondérés Bâle II s'élèvent à 324,6 milliards d'euros au 30 juin 2009, en diminution de 4,1 % par rapport à l'encours de fin 2008 hors floor (338,5 milliards d'euros).
 - o Les risques de crédit diminuent de 5,5 milliards d'euros sur la période notamment avec la baisse des emplois pondérés de la Banque de financement et d'investissement. A l'inverse, les emplois pondérés de certains métiers sont en hausse, en particulier du fait de la prise de contrôle de CACEIS.
 - o Les risques de marché enregistrent au 30 juin une baisse de 8,3 milliards d'euros en équivalent emplois pondérés liée à la baisse de la VaR.
 - o Les risques opérationnels sont stables.

- Les fonds propres durs (*Tier 1*) s'élèvent à 29,9 milliards d'euros au 30 juin 2009 et font ressortir une baisse de 0,8 milliard par rapport à la fin de l'exercice. Ils ont notamment été impactés par deux opérations qui sont venues accroître le montant des déductions au titre des écarts d'acquisition : le rachat de 35 % du capital de CACEIS et la mise en équivalence d'Intesa ; ces déductions sont partiellement contrebalancées par la variation de juste valeur des actifs disponibles à la vente qui impactent positivement les capitaux propres.

Plusieurs opérations de haut de bilan ont également compensé cette baisse : une émission de *Lower Tier 1* en dollar d'un montant équivalent à 600 millions d'euros et le paiement du dividende en titres, qui a connu un taux de succès de 85,3 %. Pour mémoire, les fonds propres durs incluent depuis le 31 mars 2008 une avance mise à la disposition de Crédit Agricole S.A. par les Caisses régionales. Celle-ci s'élève à 3,7 milliards d'euros au 30 juin 2009.

- Les fonds propres complémentaires (*Tier 2*) augmentent de 2,7 milliards d'euros suite à des émissions de dette subordonnée pour 3,1 milliards d'euros, réalisées essentiellement au deuxième trimestre, des tombées d'échéance et des remboursements de dette subordonnée. Les déductions au titre des participations sont de même nature que celles décrites ci-dessus pour les fonds propres durs.
- Les fonds propres surcomplémentaires admis au ratio (*Tier 3*) restent stables sur la période.
- Conformément à la « directive conglomérat », le groupe Crédit Agricole S.A. déduit des fonds propres globaux la valeur de mise en équivalence des entreprises d'assurance. Cette déduction s'est élevée à 8,9 milliards d'euros.

TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIEES

Les principales transactions conclues entre parties liées sont décrites dans la note annexe 2.4 aux comptes consolidés intermédiaires résumés, au 30 juin 2009.

CONTROLE INTERNE

LE COMITE DE CONTROLE INTERNE GROUPE

Conformément aux principes retenus pour le Groupe, le Comité de contrôle interne Groupe (CCIG), instance faîtière de pilotage des dispositifs de contrôle interne, s'est réuni régulièrement au cours du semestre sous la présidence du Directeur général de Crédit Agricole S.A.

Ce Comité a pour objectif de renforcer les actions à caractère transversal à mettre en oeuvre au sein du groupe Crédit Agricole. Il a vocation à examiner les problématiques de contrôle interne communes à l'ensemble du Groupe (Crédit Agricole S.A., filiales de Crédit Agricole S.A., Caisses régionales, structures communes de moyens) et à s'assurer de la cohérence et de l'efficacité du contrôle interne sur base consolidée. Le CCIG, à caractère décisionnel et à décisions exécutoires, est notamment chargé de la coordination des trois fonctions de contrôle : Risques et contrôles permanents, Conformité, Audit - inspection.

LES RISQUES ET CONTROLES PERMANENTS

Au 1^{er} semestre 2009, la Direction des risques et contrôles permanents Groupe a poursuivi son action d'accompagnement et de pilotage des risques de crédit, financiers et opérationnels.

La structuration d'instances visant à la meilleure réactivité des décisions s'est poursuivie avec la mise en place d'un Comité hebdomadaire, présidé par le directeur général de Crédit Agricole S.A. : le Comité de surveillance des Risques Groupe.

L'accompagnement des métiers et entités du Groupe a été soutenu avec notamment :

- la revue de leurs stratégies risques, incluant leurs limites globales et individuelles,
- la mise en place de limites Groupe sur les grandes contreparties et secteurs jugés sensibles,
- la structuration de procédures d'alertes sur l'ensemble des risques destinée à une action coordonnée et réactive de Crédit Agricole S.A. et des entités du Groupe.

Les travaux visant à l'optimisation permanente des outils de pilotage Groupe des risques, et particulièrement à la meilleure exhaustivité et fiabilité de la mesure consolidée des risques de crédit et financiers, se sont poursuivis à un rythme soutenu. En particulier, le Groupe dispose dorénavant d'outils permettant la consolidation quotidienne des risques de marché et la consolidation trimestrielle du risque de taux d'intérêt global.

Enfin, les points de contrôle de niveau Groupe mis en place par l'ensemble des entités ont été actualisés.

LA PREVENTION ET LE CONTROLE DES RISQUES DE NON-CONFORMITE

Sur le périmètre de la banque de détail et de l'assurance à l'international, le premier semestre a vu la poursuite des actions de prévention des risques de non-conformité : vérification de la conformité des dossiers clients, déploiement des outils de sécurité financière dans les entités. Les actions ont également porté sur le renforcement du processus de distribution : dispositif Nouvelles activités/ Nouveaux produits (NAP), mise en œuvre de la Directive MIF (pour les filiales étrangères concernées), qui feront au second semestre l'objet d'un suivi spécifique dans le cadre des priorités du Groupe.

Suite à la création en 2008 de la fonction de prévention de la fraude au sein de la Direction de la Conformité, un comité de coordination groupe Crédit Agricole a été créé en janvier 2009. Ce comité animé par la Conformité associe les autres lignes métier de contrôle, les principales filiales et des représentants des Caisses régionales. L'objectif est de mettre en place et de suivre le dispositif d'encadrement, de mutualiser les bonnes pratiques et de partager la veille sur la malveillance. Une note d'organisation de la lutte contre la fraude interne et externe a été diffusée dans le groupe Crédit Agricole S.A. et est en cours d'adaptation pour les Caisses régionales.

Le déploiement des outils de conformité s'est poursuivi tout au long du premier semestre 2009. Ainsi, l'outil de partage sécurisé d'informations Bacarat, utilisé dans le cadre des obligations d'échanges d'informations au sein du Groupe nécessaires à la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme, a été déployé dans la quasi-totalité des Caisses régionales. Le dispositif de filtrage des flux des entités de la Banque de détail à l'international a été étendu aux messages Swift de CA Egypt.

La mise en œuvre des différents textes suite à la publication de l'ordonnance transposant la 3ème Directive européenne, relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme, a été largement engagée et va se poursuivre au deuxième semestre 2009 (élaboration et diffusion de procédures, adaptation de la cartographie des risques de blanchiment et de financement du terrorisme, et formation des collaborateurs concernés).

LE CONTROLE PERIODIQUE

L'Inspection générale Groupe a pour responsabilité exclusive d'assurer le contrôle périodique du groupe Crédit Agricole au travers des missions qu'elle mène et du pilotage de la ligne métier audit-inspection du groupe Crédit Agricole S.A. qui lui est hiérarchiquement attachée.

Au cours du premier semestre 2009, les missions de vérifications sur place et sur pièces de l'Inspection générale Groupe ont concerné diverses entités et unités, et porté notamment sur le pilotage des risques de contrepartie, les dispositifs de contrôle permanent et comptable, la Direction des assurances à l'international, le pôle de Private Equity (CACIF), la BFT, le pilotage du métier Banque privée, les Plans de Continuité d'Activités sur le périmètre des Caisses régionales, la Gestion des produits financiers complexes dans les Caisses régionales, et sur certaines thématiques financières et réglementaires.

Dans son rôle de pilotage de la ligne métier audit-inspection, l'Inspection Générale Groupe s'est assurée, au travers des Comités de contrôle interne des filiales concernées – auxquels participent la Direction générale, l'Audit interne, le Responsable du Contrôle permanent et le Responsable de la Conformité de l'entité – du bon déroulement des plans d'audit, de la correcte maîtrise des risques et d'une façon générale, de l'adéquation des dispositifs de contrôle interne de chaque entité.

TENDANCES RECENTES ET PERSPECTIVES

EVENEMENTS RECENTS

Les évènements suivants ont fait l'objet d'une communication postérieure à la date de clôture des comptes au 30 juin 2009 :

Crédit Agricole S.A. signe un accord de partenariat non capitalistique avec Busan Bank

Communiqué de presse du 8 juillet 2009

Crédit Agricole S.A. annonce aujourd'hui la conclusion d'un accord de partenariat sans prise de participation avec Busan Bank. L'accord a été signé le 7 juillet à l'hôtel Lotte de Séoul.

L'accord de partenariat va notamment permettre aux deux banques de distribuer les produits dérivés de couverture et d'investissement conçus par Calyon (la banque de financement et d'investissement du Crédit Agricole) pour répondre aux besoins de la clientèle de Busan Bank.

Selon les représentants des deux banques : « Cet accord d'entreprise permet d'instaurer un cadre de partenariat entre Busan, la plus grande banque régionale coréenne, et Crédit Agricole S.A., la septième banque mondiale par le niveau de ses fonds propres Tier 1. Nous escomptons des synergies sur le marché financier coréen grâce à la conception conjointe de produits financiers, à la collaboration en marketing et à un soutien mutuel. »

Et de rajouter : « Par cet accord de partenariat, Busan Bank et le Crédit Agricole travaillent à renforcer leur dispositif coréen grâce à une démarche marketing commune dans la région clef de Busan. Notre but est de renforcer les ventes de produits financiers « maison » dont la particularité est de s'adapter très rapidement aux changements du marché et qui donnent entière satisfaction à nos clients ».

Calyon obtient le feu vert pour la constitution d'une banque de droit chinois

Communiqué de presse du 9 juillet 2009

Calyon, la Banque de Financement et d'Investissement du groupe Crédit Agricole, annonce que la Commission chinoise de réglementation bancaire (CBRC) a autorisé la constitution de Calyon (China) Limited, une banque de droit chinois, regroupant à ce jour ses cinq succursales locales. La nouvelle entité, dont le siège se trouve à Shanghai, devrait démarrer ses activités le 3 août prochain.

La constitution d'une société de droit chinois permettra à Calyon d'élargir encore sa palette d'activités en Chine, laquelle comprend déjà la banque commerciale, les financements structurés, le leverage finance, les crédits à l'exportation, la syndication de crédits et les marchés de capitaux.

Au travers de ses filiales et joint ventures (CLSA, CESL, CITIC Newedge Futures Co., Ltd), Calyon est déjà très actif sur le marché domestique chinois. Calyon a également une participation dans Dragon Aviation Leasing, la société qui a pris possession du premier Airbus A320 assemblé en Chine. De plus, Crédit Agricole Asset Management intervient avec succès en Chine via une joint venture avec l'Agricultural Bank of China.

« La constitution d'une société de droit chinois marque une nouvelle étape de notre développement en Chine. Nous sommes ravis d'avoir reçu le feu vert de la CBRC, d'autant que cette année revêt un caractère symbolique puisqu'elle marque le 111ème anniversaire de notre présence sur le marché chinois. Calyon considère la Chine comme l'un des marchés asiatiques les plus importants, compte tenu notamment de la relative stabilité de son économie dans une conjoncture mondiale dégradée. La nouvelle entité constitue un formidable atout pour accélérer notre croissance dans ce pays », déclare Patrice Couvegnès, Responsable de la zone Asie (hors Japon) chez Calyon et président de Calyon (China) Limited.

« La constitution d'une société de droit chinois facilitera nos activités et notre croissance en Chine, en particulier pour les métiers de marchés de capitaux et les financements en RMB. Nous serons également en mesure de travailler plus étroitement avec nos partenaires locaux et d'exploiter de nouvelles opportunités », ajoute Xavier Roux, Senior Country Officer de Crédit Agricole et Calyon en Chine. Quant à la décision d'installer le siège de la nouvelle entité à Shanghai, Xavier Roux explique qu'elle a été motivée par la présence historique de la banque dans cette ville. En outre, la décision récente du gouvernement chinois d'accélérer la transformation de Shanghai en centre financier international s'accompagnera d'une amélioration des systèmes existants et permettra d'attirer un nombre croissant d'établissements et de talents.

Bénéficiant de la solidité financière du groupe Crédit Agricole S.A., Calyon propose à ses clients une gamme complète de produits et services dans les métiers de la banque de financement et d'investissement, dans plus de 50 pays, dont 13 en Asie-Pacifique. La plupart des activités du groupe Crédit Agricole en Chine sont exercées par Calyon, qui compte cinq succursales (Pékin, Shanghai, Tianjin, Xiamen et Guangzhou) et un bureau de représentation à Shenzhen. La Banque emploie plus de 140 collaborateurs en Chine qui proposent des services financiers à plus de 300 entreprises et établissements financiers.

Crédit Agricole S.A. et Société Générale signent l'accord définitif pour créer un pôle commun de gestion d'actifs

Communiqué de presse du 9 juillet 2009

Suite à l'annonce le 26 janvier 2009 de la signature d'un accord préliminaire, Crédit Agricole S.A. et Société Générale ont signé aujourd'hui un accord définitif en vue du rapprochement de leurs activités de gestion d'actifs.

Ce nouvel acteur majeur, dont les actifs sous gestion se montent à 591 milliards d'euros, se situera au 4ème rang européen et au 8ème rang mondial. Il a pour ambition d'être :

- le fournisseur de référence de solutions d'épargne pour les réseaux de banque de détail des groupes Crédit Agricole et Société Générale. Fort de ses 50 millions de clients particuliers dans le monde, le nouvel ensemble se positionne en leader dans ce domaine en Europe et pourra s'ouvrir vers d'autres partenaires ;
- un gestionnaire d'actifs multi-expertise proposant une offre de gestion performante adaptée aux besoins des clients institutionnels et s'appuyant sur un réseau international étendu.

La nouvelle société bénéficiera de trois atouts majeurs :

- une offre de gestion complète adaptée tant à la clientèle individuelle qu'à la clientèle institutionnelle ;
- une position de leader en termes d'efficacité opérationnelle. Grâce à l'effet de taille, la combinaison des deux sociétés va permettre de créer un outil industriel dont la compétitivité en matière de coûts de production et de qualité de service sera accrue, ce qui bénéficiera à l'ensemble des clients ;
- une large couverture géographique avec une présence dans plus de 37 pays et un bon positionnement dans les régions à forte croissance, en particulier l'Asie.

Depuis l'annonce du projet, outre la finalisation des travaux de « due diligence » et le process de consultation des instances de représentation du personnel qui sont inhérentes à ce type d'opérations, les équipes de chaque entité ont travaillé sur la définition du projet industriel, en particulier :

- l'articulation du fonctionnement de la nouvelle société avec l'ensemble des réseaux ;
- la création de la structure dédiée conçue pour le réseau de la Société Générale ;
- les relations de la nouvelle entité avec les autres métiers des deux groupes (métiers titres et assurance notamment).

Par ailleurs, certains ajustements ont été apportés au périmètre de la transaction. La nouvelle entité [CAAM-SGAM] comprend toujours 100% des activités du groupe CAAM auxquelles la Société Générale apporte ses activités de gestion fondamentales, 20% de TCW et sa joint-venture en Inde.

En revanche, compte-tenu de contraintes réglementaires locales et d'accords avec les partenaires, les joint-ventures de SGAM en Chine et en Corée ne seront pas apportées. Dans ce contexte, l'entité sera finalement détenue à 75% par Crédit Agricole S.A. et à 25% par Société Générale, prenant en compte l'évolution du périmètre, le niveau des fonds propres apportés par les deux entités ainsi que leurs derniers paramètres d'exploitation.

Comme prévu initialement, Société Générale disposera au sein du Conseil d'Administration du nouvel ensemble d'un tiers des mandats d'administrateurs et d'une gouvernance donnant l'équivalent d'un tiers des droits de vote. Yves Perrier, actuel PDG de CAAM, assurera la Direction Générale du nouveau Groupe.

L'opération reste soumise à l'approbation des différentes autorités réglementaires compétentes. De ce fait, la clôture de la transaction devrait intervenir, comme cela avait été indiqué en janvier dernier, au cours du 4ème trimestre de cette année.

Les prochains mois seront mis à profit pour définir l'organisation du nouvel ensemble afin de permettre à ce dernier d'être pleinement opérationnel pour l'exercice 2010.

Crédit Agricole S.A. propose de racheter des titres super-subordonnés à durée indéterminée

Communiqué du 20 juillet 2009

Crédit Agricole S.A. a annoncé aujourd'hui avoir invité les porteurs d'obligations super-subordonnés à durée indéterminée en circulation, émises pour un montant nominal total de CAD 400.000.000, et admises aux négociations de la bourse du Luxembourg (ISIN : FR0010359794/ CUSIP : F22797DE5), à lui faire des offres de vente de ces obligations.

L'offre sera ouverte jusqu'au 24 juillet 2009 à 16h00 (heure de Toronto), sauf prolongation ou clôture anticipée et le règlement-livraison de l'opération est prévu le 29 juillet 2009, ou dès que possible après cette date. A l'expiration de la période d'invitation, Crédit Agricole S.A., s'il y a lieu, déterminera le montant des obligations rachetées sur la base de celui des obligations apportées et des prix de vente offerts.

Crédit Agricole S.A. annonce les conditions définitives de son offre de rachat de titres super-subordonnés à durée indéterminée

Communiqué du 27 juillet 2009

Crédit Agricole S.A. a annoncé aujourd'hui les résultats définitifs de son offre faite aux porteurs de lui vendre leurs titres super-subordonnés à durée indéterminée cotés à la bourse de Luxembourg (ISIN: FR0010359794 - CUSIP: F22797DE5).

Crédit Agricole rachètera un montant total de 212 millions de dollars canadiens en valeur nominale au prix de 70.000 dollars canadiens pour chaque montant nominal de 100.000 dollars canadiens racheté. Les offres faites à un prix supérieur au prix de rachat n'ont pas été acceptées. Crédit Agricole versera aussi le montant des intérêts courus jusqu'à la date de règlement-livraison (exclue).

Le règlement-livraison est prévu pour le 29 juillet 2009.

A la suite de cette offre de rachat, le montant nominal des obligations restant en circulation s'élèvera à 188 millions de dollars canadiens.

PERSPECTIVES POUR LE SECOND SEMESTRE 2009

Le surplus de croissance lié aux excès de levier sur fond de hausse des prix d'actifs, immobiliers notamment, est difficile à estimer. Mais on a le sentiment que le manque de crédits, de richesse et les surcapacités héritées de la crise vont contraindre le processus d'acquisition-accumulation de biens durables qui est le moteur traditionnel d'un redémarrage vigoureux et auto-entretenu de l'activité. En

même temps, la réponse énergétique des pouvoirs publics devrait permettre d'amortir le choc cyclique et d'aider à la stabilisation de l'activité en deuxième partie d'année.

Des premiers signes de stabilisation de l'économie américaine sont d'ores et déjà visibles. Les inscriptions hebdomadaires au chômage ont atteint leur point haut et le rythme mensuel des destructions d'emplois devrait diminuer dans les prochains mois. Cependant, le taux de chômage (un indicateur retardé) continuera de grimper, jusque 10 % environ début 2010. Les ménages vont continuer de réduire leur train de vie pour reconstituer leur matelas d'épargne mais cet arbitrage sera sans doute facilité grâce à la manne publique (et ses 300 milliards de dollars de remises d'impôt). Face aux incertitudes concernant la demande, les entreprises vont faire preuve d'attentisme. **Compte tenu de la faiblesse historique des taux d'utilisation des capacités, aucune véritable reprise de l'investissement ne devrait intervenir avant le second semestre de l'année prochaine.** Au total, la croissance américaine devrait être en recul de 2,5% en 2009.

En Europe, la croissance flirterait avec la ligne des zéros jusqu'à la fin de l'année à la faveur d'un environnement mondial moins défavorable et des mesures de soutien budgétaires et monétaires. Des effets cycliques pourraient également jouer *via* la reconstitution des stocks et le redémarrage de la production, en introduisant de la volatilité dans les chiffres des comptes nationaux. **Au total, le PIB reculerait en moyenne de 4,0 % en 2009.**

Pour les banques centrales, un tel schéma de reprise molle n'est pas sans poser quelques défis. La perfusion qui maintient en vie certains segments de marchés du crédit ne devrait se débrancher que lentement et seulement à partir du début de l'année prochaine. Quant à la normalisation des politiques monétaires, c'est un sujet pour 2011 puisqu'il n'est pas question de mettre en péril la reprise naissante. Pour les gouvernements, le redressement des comptes publics risque également de s'avérer périlleux, en particulier aux Etats-Unis où l'opportunité d'un nouveau plan de relance est déjà débattue. La question de la soutenabilité des trajectoires de dette publique risque ainsi de perturber régulièrement les marchés obligataires. Au-delà d'une certaine volatilité, les taux longs devraient en tendance rester faibles et tendre vers les 4% de part et d'autre de l'Atlantique fin 2009. Le dollar qui a joué son rôle de valeur refuge au plus fort de la crise va pâtir du regain d'appétit pour le risque et devrait terminer l'année autour des 1,48 contre euro.

FACTEURS DE RISQUES

RISQUE DE CREDIT	43
1. Politique et gestion du risque	43
2. Expositions et concentration	43
3. Coût du risque	45
RISQUES DE MARCHE.....	46
1. Politique et gestion du risque	46
2. Gestion du risque	46
3. Exposition	47
RISQUES PARTICULIERS INDUITS PAR LA CRISE FINANCIERE.....	48
1. ABS immobiliers.....	48
2. Méthodologie d'évaluation des CDO super senior à sous-jacents résidentiels américains...	49
3. CDO super senior à sous-jacents résidentiels américains non couverts	49
4. Autres expositions au 30 juin 2009	50
5. Protections	50
6. Financements avec effet de levier (LBO).....	52
7. Titrisation	54
GESTION DU BILAN	56
1. Risque de taux d'intérêt global	56
2. Risque de liquidité et de financement.....	56
RISQUES DU SECTEUR DE L'ASSURANCE	59
1. Surveillance et gestion du risque	59
2. Le risque de marché.....	59
3. Le risque de crédit ou de contrepartie.....	60
4. Le risque de liquidité.....	60
5. Le risque d'assurance.....	61
RISQUES OPERATIONNELS.....	62
RISQUES JURIDIQUES	63
RISQUES DE NON-CONFORMITE	64

La gestion des risques, inhérente à l'exercice des activités bancaires, est au cœur du dispositif de contrôle interne du Groupe, mis en œuvre par tous les acteurs intervenant de l'initiation des opérations jusqu'à leur maturité finale.

L'organisation, les principes et outils de gestion et de surveillance de ces risques sont décrits de manière détaillée au sein du document de référence 2008, dans le chapitre consacré aux facteurs de risques du rapport de gestion (pages 126 à 160).

Les principales catégories de risques auxquels le groupe Crédit Agricole S.A. est exposé sont : les risques de crédit et de contrepartie, les risques de marché (risque de taux, de change, de prix), les risques structurels de gestion du bilan (risque de taux d'intérêt global, risque de change, risque de liquidité).

La description de ces risques et les principales évolutions constatées sur le premier semestre 2009 sont présentées ci-dessous.

Selon les recommandations du Forum de Stabilité Financière, les risques particuliers induits par la crise financière sont présentés au sein d'une section spécifique.

Cette information fait partie intégrante des comptes consolidés intermédiaires résumés de Crédit Agricole S.A. au 30 juin 2009. A ce titre elle est couverte par le rapport des Commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle.

Par ailleurs, des informations complémentaires sont fournies concernant les risques du secteur de l'assurance, les risques opérationnels, les risques juridiques et les risques de non-conformité.

RISQUE DE CREDIT

Les principes, méthodologies et dispositif de gestion du risque de crédit sont décrits de manière détaillée au sein du document de référence 2008, pages 127 à 130.

Un risque de crédit ou de contrepartie se matérialise lorsqu'une contrepartie est dans l'incapacité de faire face à ses engagements et que ceux-ci présentent une valeur d'inventaire positive dans le bilan de la Banque. Cette contrepartie peut être une banque, une entreprise industrielle et commerciale, un Etat et les diverses entités qu'il contrôle, un fonds d'investissement ou une personne physique.

L'engagement peut être constitué de prêts, de titres de créances ou de propriété, de la valeur de remplacement de contrats dérivés, de garanties données ou engagements confirmés non utilisés. Ce risque englobe également le risque de règlement-livraison inhérent à toute transaction nécessitant un échange de flux (espèce ou matière) en dehors d'un système sécurisé de règlement.

Principales évolutions :

1. Politique et gestion du risque

Crédit Agricole S.A., ses filiales et les Caisses Régionales ont poursuivi au premier semestre 2009 les actions visant à renforcer la qualité du pilotage des risques de crédit et de contrepartie sur base consolidée. Ces actions recouvrent l'amélioration constante de la performance des systèmes de notation interne et de la gestion des tiers et des groupes sur base consolidée. Elles s'intègrent notamment dans le plan de roll-out Bâle II dans lequel s'est engagé le Groupe Crédit Agricole.

2. Expositions et concentration

2.1 Exposition maximale

L'exposition maximale au risque de crédit (1 380,5 milliards d'euros au 30 juin 2009) est évaluée avant tout effet de compensation ou de prise en compte des collatéraux. Elle diminue de 2,4% sur le premier semestre 2009 notamment du fait de la réduction des encours d'actifs financiers en juste valeur par résultat.

2.2 Concentration

L'analyse de la concentration du risque de crédit par zone géographique et par filière d'activité économique porte sur le portefeuille d'engagements commerciaux du Groupe (bilan + hors bilan) sur la clientèle non bancaire (soit 599,6 milliards d'euros au 30 juin 2009 contre 597,7 milliards au 31 décembre 2008).

2.2.1 Diversification par zone géographique

Les ventilations du portefeuille d'engagements commerciaux sur la clientèle non bancaire par zone géographique ne présentent pas d'évolution significative depuis le 31 décembre 2008.

2.2.2 Diversification par filière d'activité économique

Le périmètre ventilé représente, comme au 31 décembre 2008, plus de 90 % du portefeuille d'engagements commerciaux sur la clientèle non bancaire. Ces ventilations reflètent la filière économique de risque des engagements commerciaux sur la clientèle.

Au 30 juin 2009 :

Secteur d'activité	Répartition
AERONAUTIQUE / AEROSPATIAL	2%
AGROALIMENTAIRE	2%
ASSURANCE	1%
AUTOMOBILE	3%
AUTRES ACTIVITES FINANCIERES (NON BANCAIRES)	11%
AUTRES INDUSTRIES	1%
AUTRES TRANSPORTS	1%
BOIS / PAPIER / EMBALLAGE	1%
BTP	2%
DISTRIBUTION / INDUSTRIES DE BIEN DE CONSOMMATION	3%
DIVERS	4%
ENERGIE	8%
IMMOBILIER	3%
INDUSTRIE LOURDE	4%
INFORMATIQUE / TECHNOLOGIE	1%
MARITIME	3%
MEDIA / EDITION	1%
SANTE / PHARMACIE	1%
SERVICES NON MARCHANDS / SECTEUR PUBLIC / COLLECTIVITES	12%
TELECOM	2%
TOURISME / HÔTELS / RESTAURATION	1%
CLIENTELE DE DETAIL	33%
TOTAL	100%

Au 31 décembre 2008 :

Secteur d'activité	Répartition
AERONAUTIQUE / AEROSPATIAL	2%
AGROALIMENTAIRE	3%
ASSURANCE	1%
AUTOMOBILE	3%
AUTRES ACTIVITES FINANCIERES (NON BANCAIRES)	11%
AUTRES INDUSTRIES	1%
AUTRES TRANSPORTS	1%
BOIS / PAPIER / EMBALLAGE	1%
BTP	2%
DISTRIBUTION / INDUSTRIES DE BIEN DE CONSOMMATION	3%
DIVERS	4%
ENERGIE	7%
IMMOBILIER	3%
INDUSTRIE LOURDE	4%
INFORMATIQUE / TECHNOLOGIE	1%
MARITIME	3%
MEDIA / EDITION	1%
SANTE / PHARMACIE	1%
SERVICES NON MARCHANDS / SECTEUR PUBLIC / COLLECTIVITES	12%
TELECOM	2%
TOURISME / HÔTELS / RESTAURATION	1%
Banque de détail	33%
Total	100%

2.2.3 Exposition des prêts et créances par agent économique

Les encours de prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle par agent économique sont présentés en note 5.3 aux états financiers consolidés.

Les encours nets de prêts et créances (hors opérations internes au Crédit Agricole) ont progressé de 4,6% sur le premier semestre 2009 et s'élevaient à 449,5 milliards d'euros au 30 juin 2009 (contre 429,7 milliards d'euros au 31 décembre 2008). Cette croissance concerne essentiellement les établissements de crédit.

Les encours douteux et douteux compromis (15,3 milliards d'euros au 30 juin 2009) augmentent de 13,1% sur le premier semestre 2009. Au 30 juin 2009, les dépréciations sur base individuelle (7,5 milliards d'euros au 30 juin 2009) augmentent de 11,4%, les dépréciations collectives s'élevant à 3,1 milliards d'euros (soit +25,6%).

3. Coût du risque

Le coût du risque de Crédit Agricole S.A. et ses filiales atteint 2,2 milliards d'euros sur le premier semestre 2009 (contre 811 millions d'euros sur le premier semestre 2008). Cette forte hausse liée à l'amplification de la crise économique mondiale s'explique essentiellement par la croissance du coût du risque sur les pôles de Banque de financement et d'investissement (+ 571,3 millions d'euros par rapport au premier semestre 2008), de services financiers spécialisés (+ 308,7 millions d'euros par rapport au premier semestre 2008) et de banque de détail à l'international (+ 348,5 millions d'euros par rapport au premier semestre 2008).

Le détail des mouvements impactant le coût du risque est présenté en note 3.8 des états financiers consolidés.

RISQUES DE MARCHÉ

Les dispositifs de gestion et la méthodologie de mesure et d'encadrement des risques de marché sont précisés pages 136 à 141 du document de référence 2008.

Le risque de marché représente le risque d'incidences négatives sur le compte de résultat ou sur le bilan, de fluctuations défavorables de la valeur des instruments financiers à la suite de la variation des paramètres de marché notamment :

- les taux d'intérêts : le risque de taux correspond au risque de variation de juste valeur ou au risque de variation de flux de trésorerie futurs d'un instrument financier du fait de l'évolution des taux d'intérêt ;
- les taux de change : le risque de change correspond au risque de variation de juste valeur d'un instrument financier du fait de l'évolution du cours d'une devise ;
- les prix : le risque de prix résulte de la variation de prix et de volatilité des actions et des matières premières, des paniers d'actions ainsi que des indices sur actions. Sont notamment soumis à ce risque les titres à revenu variable, les dérivés actions et les instruments dérivés sur matières premières ;
- les spreads de crédit : le risque de crédit correspond au risque de variation de juste valeur d'un instrument financier du fait de l'évolution des spreads de crédit des indices ou des émetteurs. Pour les produits plus exotiques de crédit s'ajoute également le risque de variation de juste valeur lié à l'évolution de la corrélation entre les défauts des émetteurs.

Principales évolutions :

1. Politique et gestion du risque

La politique de prudence face aux risques de marché se poursuit et les efforts de réduction des expositions aux risques complexes seront poursuivis.

2. Gestion du risque

2.2.1 Organisation et dispositif de suivi

Les projets visant à compléter les mesures de risque en sensibilité ont été poursuivis et des mesures de suivi en notionnel sont en cours de déploiement.

2.2.2 Méthodologie et système de mesure

Par ailleurs, des réflexions ont été menées sur la méthodologie de calcul des stress scénarii afin de mieux prendre en compte le contexte observé pendant la crise financière.

3. Exposition

Le tableau ci-dessous restitue l'évolution de la VaR, sur les activités de marché de Crédit Agricole S.A. entre le 31 décembre 2008 et le 30 juin 2009 en fonction des facteurs de risques principaux :

REPARTITION DE LA VAR (99%, 1J) :

(en millions d'euros)	30/06/2009	Minimum	Maximum	Moyenne	31/12/2008
Taux	35	34	59	44	55
Crédit	33	32	147	73	56
Change	4	3	11	5	7
Actions	7	6	24	12	9
Matières premières	2	1	2	1	1
Compensation	-24			-44	-40
VaR du Groupe Crédit Agricole S.A.	57	57	166	98	88

La VaR totale du groupe Crédit Agricole S.A., incluant les risques de marché résiduels issus de filiales de Crédit Agricole S.A. peu actives sur les marchés, est obtenue par sommation des différentes VaR individuelles. Elle s'élève à 57 millions d'euros au 30 juin 2009.

L'évolution de la VaR du groupe Crédit Agricole S.A. est due notamment à l'évolution de la VaR de Calyon (40 millions d'euros en juin contre 56 millions d'euros en décembre) ; Dans un contexte de niveaux de volatilité toujours élevés des marchés et d'une politique de réduction des expositions en risque, celle-ci provient principalement des évolutions de VaR sur les activités crédit et taux.

En particulier, l'encours de VaR lié aux activités de crédit a significativement diminué au cours du premier semestre 2009, grâce aux mesures prises par Calyon dans le cadre du plan de stabilisation des portefeuilles gérés en extinction depuis l'automne 2008 et à la nette diminution du niveau des spreads de crédit.

RISQUES PARTICULIERS INDUITS PAR LA CRISE FINANCIERE

Selon les recommandations du Forum de Stabilité Financière, les risques induits par la crise financière liés au marché résidentiel américain sont présentés ci-dessous. Ces risques proviennent essentiellement des activités de la banque de financement et d'investissement.

1. ABS immobiliers

en millions d'euros	Etats-Unis		Royaume-Uni		Espagne	
	31.12.2008	30.06.2009	31.12.2008	30.06.2009	31.12.2008	30.06.2009
RMBS ⁽¹⁾						
Comptabilisés en prêts et créances	738	749	430	424	232	212

Comptabilisés en actif évalué à la juste valeur

Exposition brute	637	583	172	120	48	30
Décote	(579)	(544)	(29)	(42)	(9)	(4)
Exposition nette en millions d'euros	58	39	143	78	39	26
% subprime sous-jacents	79 %	82 %				

Ventilation par notation de l'exposition brute évaluée à la juste valeur

AAA	28 %	10 %	76 %	72 %	91 %	96 %
AA	8 %	5 %	16 %	7 %	7 %	1 %
A	6 %	6 %	3 %	6 %	1 %	1 %
BBB	7 %	7 %	3 %	13 %	1 %	2 %
BB	8 %	4 %	2 %	2 %	ns	
B	9 %	11 %				
CCC	10 %	13 %				ns
CC	5 %	12 %				
C	19 %	31 %				
Non coté		1 %				

en millions d'euros	Etats-Unis		Royaume-Uni		Autres	
	31.12.2008	30.06.2009	31.12.2008	30.06.2009	31.12.2008	30.06.2009
CMBS ⁽¹⁾						
Comptabilisés en prêts et créances	19	16	157	172	220	210
Comptabilisés en actif évalué à la juste valeur						
Exposition nette	15	18	23	17	3	2

(1) 31.12.2008 : Exposition modifiée suite à une erreur technique.

Par ailleurs, achats de protections sur RMBS et CMBS évalués à la juste valeur :

31 décembre 2008 : nominal = 779 millions d'euros ; valeur nette = 517 millions d'euros

30 juin 2009 : nominal = 598 millions d'euros ; valeur nette 391 millions d'euros

La valorisation des ABS immobiliers évalués à la juste valeur se fait à partir d'informations en provenance de contributeurs externes.

Stock provision collective sur RMBS et CMBS Europe au 30 juin 2009 : 62 millions d'euros.

2. Méthodologie d'évaluation des CDO super senior à sous-jacents résidentiels américains

La méthodologie d'évaluation des CDO super senior à sous-jacents immobiliers américains évalués à la juste valeur et au coût amorti est décrite dans la note 8 de l'annexe aux comptes consolidés intermédiaires résumés.

3. CDO super senior à sous-jacents résidentiels américains non couverts

Au 30 juin 2009, Calyon a une exposition nette de 2,6 milliards d'euros sur des CDO super senior non couverts.

1. Décomposition par tranche de CDO super senior évalués à la juste valeur

en millions d'euros	Tranche 1	Tranche 2	Tranche 5	Tranche 6	Tranche 7	Tranche 8	Tranche 10 ⁽¹⁾	Total
Valeur nette au 31 décembre 2008	139	528	336	91	134	167		1 395
Nominal	172	613	545	642	518	462	58	3 010
Décote	68	93	372	594	471	356	34	1 988
Valeur nette au 30 juin 2009	104	520	173	48	47	106	24	1 022
Taux de décote	40 %	15 %	68 %	93 %	91 %	77 %	59 %	66 %
Point d'attachement	16 %	60 %	28 %	42 %	30 %	42 %	30 %	
Sous-jacent	High Grade	High Grade	Mezzanine	Mezzanine	Mezzanine	Mezzanine	Mezzanine	
% des actifs subprime sous-jacents produits avant 2006	12 %	25 %	70 %	26 %	46 %	72 %	42 %	
% des actifs subprime sous-jacents produits en 2006 et 2007	32 %	19 %	17 %	67 %	44 %	14 %	12 %	
% des actifs Alt A sous jacents	29 %	16 %	2 %	0 %	3 %	0 %	2 %	

⁽¹⁾ anciennement couvert par CIFG

La réévaluation en PNB des CDO évalués à la juste valeur sur le premier semestre 2009 est de -238 millions d'euros.

2. Décomposition par tranche de CDO super senior comptabilisés en prêts et créances

en millions d'euros	Tranche 1	Tranche 3	Tranche 4	Tranche 9	Tranche 11 ⁽¹⁾	Total
Valeur nette au 31 décembre 2008	388	-	430	348	-	1 166
Valeur brute au 30 juin 2009	477	531	570	760	708	3 047
Décote	89	531	143	414	328	1 506
Valeur nette au 30 juin 2009	388	-	427	346	380	1 541

⁽¹⁾ anciennement couvert par CIFG

Stock provision collective sur CDO super senior en prêts et créances au 30 juin 2009 : 254 millions d'euros.

4. Autres expositions au 30 juin 2009

en millions d'euros	Nominal	Décote	Net
CLO non couverts évalués à la juste valeur	96	48	48
CLO non couverts comptabilisés en prêts et créances			1 710
CDO Mezzanines non couverts	1 675	1 675	-

5. Protections

Protections auprès de monolines

en millions d'euros	Montant notionnel brut de la protection acquise	Montant notionnel brut des éléments couverts	Juste valeur des éléments couverts	Juste valeur de la protection avant ajustements de valeur et couvertures	Ajustements de valeur comptabilisés sur la protection
Protections sur CDO (marché résidentiel américain) avec sous-jacents subprime	3 368	3 368	1 089	2 279	1 908
Autres protections acquises (autres CDO, CLO, CDS corporates...)	12 284	12 284	10 719	1 565	968

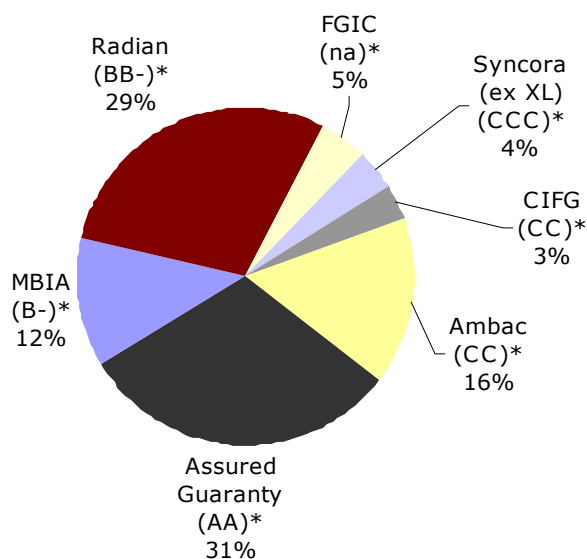
1. Expositions au risque de contrepartie monolines

en milliards d'euros	31.12.2008	30.06.2009
Notionnel des monolines en couverture de CDO résidentiels américains	4,4	3,4
Notionnel des monolines en couverture de CDO corporate	8,8	8,1
Notionnel des monolines en couverture de CLO	3,6	3,6
Notionnel des monolines en couverture d'autres sous-jacents	0,4	0,6
Exposition sur monolines en couverture de CDO résidentiels américains	2,5	2,3
Exposition sur monolines en couverture de CDO corporate	1,5	0,5
Exposition sur monolines en couverture de CLO	0,6	0,8
Exposition sur monolines en couverture d'autres sous-jacents	0,2	0,3
Total exposition sur monolines	4,8	3,9
Autres couvertures achetées auprès de contreparties bancaires	0,0	
Exposition sur monolines non couverte	4,8	3,9
Réfactions	(2,8)	(2,9)
Exposition nette de réfactions	2,0	1,0
Exposition nette de réfactions après commutations effectuées en juillet 2009		0,8

La diminution du notionnel sur les couvertures de CDO résidentiels américains sur le premier semestre 2009 s'explique principalement par les opérations de commutations effectuées (nominal au 31 décembre 2008 : 1 milliard d'euros). La variation de 1 milliard d'euros au premier trimestre sur le Mark to market des CDO corporate est la conséquence du resserrement des spreads de crédit.

En juillet 2009, deux autres commutations ont permis de diminuer de 0,2 milliard d'euros l'exposition nette du 30 juin 2009.

2. Répartition de l'exposition nette sur monolines au 30 juin 2009 après commutations de juillet



(*) Notation la plus basse émise par Moody's ou Standard & Poor's au 31 juillet 2009

Protections auprès de CDPC (Crédit Dérivative Product Company)

Au 30 juin 2009, l'exposition nette auprès de CDPC est de 1,7 milliard d'euros (principalement sur des CDO corporate) après prise en compte d'une décote de 418 millions d'euros.

Protections auprès d'autres contreparties

Au 30 juin 2009, la juste valeur des protections acquises auprès des contreparties assureurs sur l'exposition au marché résidentiel américain est de 21 millions d'euros.

6. Financements avec effet de levier (LBO)

1. Parts à vendre

Ces parts sont comptabilisées en actifs évalués à la juste valeur.

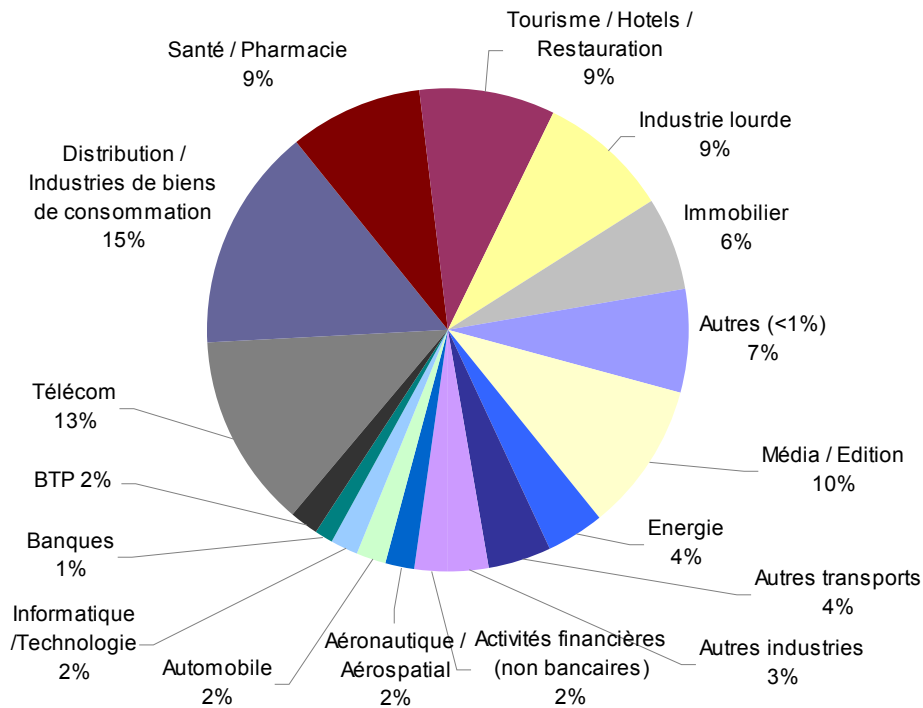
L'exposition nette au 30 juin 2009 est de 0,3 milliard d'euros sur 2 dossiers (0,5 milliard d'euros sur 5 dossiers au 31 décembre 2008).

2. Parts finales

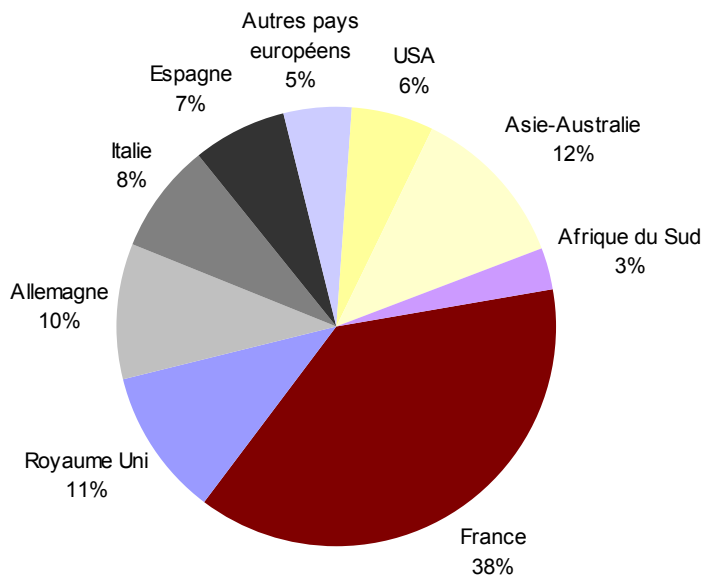
Ces encours sont comptabilisés en prêts et créances. L'exposition au 30 juin 2009 est de 6 milliards d'euros sur 160 dossiers (6 milliards d'euros sur 176 dossiers au 31 décembre 2008).

Au 30 juin 2009, une provision collective de 447 millions d'euros porte sur les encours.

3. Répartition par secteur d'activité



4. Répartition par zone géographique



Par ailleurs, l'exposition de financement avec effet de levier de LCL est stable au 30 juin 2009 (1,9 milliard d'euros).

7. Titrisation

1. Conduits d'ABCP sponsorisés par Calyon pour compte de tiers

au 30 juin 2009	Atlantic	LMA	Hexagon	Total
Ratings (S&P/Moody's/Fitch)	A1/P1/F1	A1/P1	A1+	
Pays d'émission	USA	France+USA	France	
Lignes de liquidité données par Calyon (en millions d'euros)	8 169	7 834	510	16 512
Montant des actifs financés (en millions d'euros)	6 212	5 481	336	12 028
Maturité des actifs (moyenne pondérée)	Atlantic	LMA	Hexagon	
0-6 mois	30 %	91 %	100 %	
6-12 mois	14 %	3 %	0 %	
supérieur à 12 mois	56 %	6 %	0 %	
Répartition des actifs par origine géographique	Atlantic	LMA	Hexagon	
Etats-Unis	100 %	2 %		
Royaume-Uni		6 %		
Italie		32 %		
Allemagne		11 %		
Dubaï		8 %		
Espagne		10 %	19 %	
France		26 %	77 %	
Autres ⁽¹⁾		5 %	4 %	
Répartition par nature d'actifs (en % des actifs détenus)	Atlantic	LMA	Hexagon	
Prêts automobiles	23 %	8 %		
Créances commerciales	35 %	83 %	100 %	
Prêts immobiliers commerciaux				
Prêts immobiliers résidentiels	3 %			
Crédits à la consommation		7 %		
Prêts d'équipement	2 %			
CLOs et CBOs ⁽²⁾	3 %			
Autres ⁽³⁾	34 %	2 %		

⁽¹⁾ Essentiellement Corée, Belgique et Pays-Bas.

⁽²⁾ Collateralized Loan Securitisation et Collateralized Bonds Securitisation.

⁽³⁾ Sur Atlantic : engagements sur des investisseurs dans des fonds « Capital Calls » (17,3 %), prêts commerciaux (7,9 %), titrisation de paiements swift (7,2 %).

Ces conduits ne sont pas consolidés. Au 30 juin 2009, ils ont émis des commercial papers pour 12,4 milliards d'euros, dont 0,8 milliard est détenu par Calyon.

Les lettres de crédit accordées par Calyon dans le cadre des financements ABCP s'élèvent à 0,8 milliard d'euros (dont 0,7 milliard d'euros donné directement aux conduits).

2. Autres conduits sponsorisés par Calyon pour compte de tiers

Calyon a accordé des lignes de liquidités à d'autres entités ad hoc pour 1,4 milliard d'euros.

3. Conduits sponsorisés par un tiers

Les lignes de liquidité accordées par Calyon s'élèvent à 0,8 milliard d'euros.

Calyon ne fait pas de titrisation pour compte propre cash et n'est pas co-sponsor de titrisation pour compte de tiers.

GESTION DU BILAN

L'organisation et le dispositif d'encadrement et de suivi de la gestion du bilan sont décrits pages 148 à 153 du document de référence 2008.

1. Risque de taux d'intérêt global

La gestion du risque de taux d'intérêt global (RTIG) vise à protéger la valeur patrimoniale des entités du Groupe, ainsi qu'à optimiser la marge d'intérêt.

La valeur patrimoniale et la marge d'intérêt évoluent du fait de la sensibilité à la variation des taux d'intérêt de la valeur actuelle nette et des flux de trésorerie des instruments financiers composant le bilan et le hors bilan. Cette sensibilité naît dès lors que les actifs et passifs ont des échéances de refixation de leur taux d'intérêt non synchrones.

Le groupe Crédit Agricole S.A. utilise la méthode des gaps de taux fixe pour mesurer son risque de taux qui fait l'objet d'une couverture au niveau de chaque entité du Groupe.

Principales évolutions :

1.1 Objectifs et politique

Les recommandations du Comité Actif-Passif ont été de diminuer le risque de taux d'intérêt global résiduel dans le contexte de la forte volatilité des marchés.

1.2 Gestion du risque

Organisation et dispositif de suivi

Deux changements de conventions relatifs au risque de taux d'intérêt global ont été validés durant le premier semestre 2009 :

- Le premier concerne l'adaptation du modèle d'écoulement des livrets à l'évolution de la formule de rémunération et des taux fixés par le gouvernement.
- Le second concerne l'adoption de la convention d'écoulement des fonds propres.

Méthodologie et systèmes de mesure

Le programme de révisions des conventions et des limites de chaque entité se poursuit de telle manière que celle-ci soient révisées annuellement.

2. Risque de liquidité et de financement

Le Groupe est exposé, comme tous les établissements de crédit, au risque de ne pas disposer des fonds nécessaires pour faire face à ses engagements (« risque d'illiquidité »). Ce risque se réalise en

cas par exemple de retraits massifs des dépôts de la clientèle ou d'une crise de confiance ou de liquidité générale du marché (accès limités aux marchés interbancaires et monétaires). Il existe également un autre risque (« risque de transformation en liquidité ») qui provient d'une congruence non parfaite dans la durée des actifs et passifs qui induit, en cas de variation des marges de liquidité, une volatilité du compte de résultat de la banque.

Principales évolutions :

2.1 Objectifs et politique

L'objectif premier du Groupe en matière de gestion de sa liquidité est d'avoir à sa disposition les ressources nécessaires à son activité et cela pour un coût raisonnable même en temps de crise.

Cette gestion s'appuie sur l'étude des échéanciers des emplois et des ressources contractuels ou modélisés dans une approche à la fois statique et dynamique et sur une politique de limitation et d'adossement des impasses ainsi identifiées. Elle intègre également le respect du ratio défini par le règlement CRBF n° 88-01 du 22 février 1988 relatif à la liquidité, auquel les établissements de crédit du Groupe sont assujettis ainsi que les évolutions de la réglementation sur le sujet.

2.2 Gestion du risque

Une amélioration du fonctionnement des marchés sur lesquels le groupe se finance a été observée sur le premier semestre 2009, aussi bien sur le compartiment du court terme que sur le long terme. Le coût de la liquidité à court terme est revenu à un niveau comparable à celui qui prévalait avant la crise et les spreads des émissions long terme n'ont pas cessé de diminuer sur la période tout en restant néanmoins encore très supérieurs aux niveaux observés avant août 2007.

L'objectif de diversification des sources de financement du groupe se poursuit avec :

- les émissions de Crédit Agricole Covered bonds (CACB) : Ce nouvel émetteur enrichit la possibilité d'émissions sécurisées du Groupe, qui ne se réalisaient jusqu'alors qu'au travers de la CRH (Caisse de Refinancement de l'Habitat). Au cours du second semestre 2009, de nouvelles émissions de *covered bonds* seront réalisées sur le programme de 35 milliards d'euros de CACB, en fonction des opportunités de marché.
- les émissions des dettes senior (EMTN)
- les ressources obtenues auprès de la SFEF (Société de Financement de l'Économie Française)

Comme les sept autres établissements membres fondateurs, Crédit Agricole S.A. bénéficie des ressources de la SFEF depuis le mois de novembre 2008.

- les enveloppes de refinancement de la Banque européenne d'investissement

Plusieurs enveloppes de refinancement ont été mises en place avec la Banque Européenne d'Investissement (notamment dans le domaine du financement des PME) permettant au Groupe de proposer des offres très compétitives à ses clients sur des financements à moyen ou long terme.

Organisation et dispositif de suivi

Ces conditions ont permis de suspendre le dispositif exceptionnel de rencontre hebdomadaire entre les principaux acteurs de la liquidité et la Direction Générale de Crédit Agricole S.A.

Méthodologie et systèmes de mesure

Le groupe reste très attentif à la problématique du risque de liquidité et a continué à renforcer son système de gestion et d'encadrement de la liquidité notamment en vue de l'obtention de son homologation par la Commission bancaire en 2010, conformément à l'arrêté ministériel du 5 mai 2009 relatif à la liquidité des établissements de crédits. Ces développements sont désormais réalisés dans le cadre d'un projet spécifique dont le lancement a été validé par la Direction Générale.

Les travaux réalisés ont pour but de compléter la liste des indicateurs produits pour se conformer aux exigences du titre III de l'arrêté ministériel, de fiabiliser leur production et de mettre en place un plan de contrôle formalisé.

2.3 Exposition

2.3.1 Ratio de liquidité

Le ratio de liquidité de Crédit Agricole S.A., qui mesure le rapport entre les disponibilités et concours dont l'échéance est à court terme, d'une part, et les exigibilités à court terme, d'autre part, s'élève à 157% à fin juin 2009 avec un excédent de liquidités de 20,3 milliards d'euros. Le règlement CRBF n° 88-01 du 22 février 1988 relatif à la liquidité précise que les établissements assujettis doivent, à tout moment, présenter un coefficient de liquidité au moins égal à 100 %.

Sur les six premiers mois de l'année, la moyenne du ratio est de 144% avec un excédent moyen de 14,8 milliards d'euros. Le ratio moyen du deuxième semestre 2008 était de 124% et l'excédent de liquidités s'élevait à 6 milliards d'euros.

2.3.2 Emissions

Les émissions de *Crédit Agricole Covered Bonds*, réalisées en janvier et mars 2009 s'élèvent à 1,5 milliards d'euros, d'une maturité de 7 ans.

Par ailleurs, Crédit Agricole S.A. a procédé à des émissions de dettes senior dans le cadre de son programme EMTN. Pour la première fois depuis octobre 2007, Crédit Agricole S.A. a réalisé en juin 2009 une émission de lower tier one sur les marchés financiers sous forme de titres super subordonnés pour un montant de 850 millions de dollars américains s'adressant principalement aux banques privés asiatiques.

Sur le premier semestre, Crédit Agricole S.A. a participé à 11 émissions SFEF pour une contre-valeur euros de 15,1 milliards d'euros d'une maturité moyenne de 3,5 ans.

Toutes enveloppes confondues et depuis le début de l'année 2009, Crédit Agricole S.A. a la possibilité de lever 375 millions d'euros auprès de la BEI.

Par ailleurs, Crédit Agricole S.A. a procédé au rachat de 545,2 millions de GBP d'obligations entrant dans le calcul de ses fonds propres complémentaires de premier niveau (upper tier 2) d'un montant initial de 1050 millions de GBP. Ce rachat a généré un produit de 170 millions d'euros comptabilisé en PNB hors prise en compte du déboucement des opérations de couverture.

RISQUES DU SECTEUR DE L'ASSURANCE

Le groupe Crédit Agricole S.A. exerce son activité dans le secteur de l'assurance par ses filiales françaises et étrangères qui commercialisent des contrats d'épargne et de prévoyance.

L'essentiel des passifs d'assurance du Groupe (92 % au 30 juin 2009, identique au 31 décembre 2008) concernent l'activité d'épargne de la compagnie d'assurances de personnes, Predica.

Quatre types de risques sont gérés et suivis par Predica :

- des risques de marché, principalement de nature actif - passif : ils peuvent provenir de risques de taux, de risques sur actions, de risques de rachat... ; ces risques doivent s'apprécier en fonction des garanties octroyées au client (taux minimum garanti, garantie plancher etc.) ;
- des risques de contrepartie sur les actifs en portefeuille (qualité des émetteurs) et sur les réassureurs ;
- des risques de souscription d'assurance notamment liés aux tarifications et à la sélection médicale de l'activité prévoyance ;
- des risques opérationnels, en particulier dans l'exécution des processus.

Principales évolutions :

1. Surveillance et gestion du risque

La stratégie risques a été actualisée début 2009, notamment au regard des effets d'une repentification des taux obligataires. En application de cette stratégie risques, les orientations suivantes ont été conduites au cours du premier semestre 2009 :

- maintenir la réduction des risques liés aux placements non amortissables (actions, immobilier, etc.) tant que les réserves sont réduites et les volatilités élevées ;
- réduire le risque à la hausse des taux par cession de lignes obligataires long terme peu rémunératrices et par couverture à la hausse des taux ;
- replacer sur le marché obligataire « crédit » investment grade à moyen terme ;
- proposer des offres en Unités de compte obligataires corporates dans les contrats multi supports.

Ces orientations devraient être poursuivies au cours du second semestre 2009, en fonction des évolutions de marché.

2. Le risque de marché

La valorisation des actifs est globalement comparable fin juin 2009 par rapport à celle de fin 2008, avec une augmentation au sein des placements amortissables des placements à taux fixes et des couvertures associées.

Pour encadrer ces risques de marché, des stress scénarios ont été établis début 2009 puis fin mai 2009, avec des analyses d'impacts en terme de rentabilité (participation aux bénéfices et résultats) et de solvabilité selon l'évolution des principaux facteurs de risque : baisse des actions (de l'ordre de 15 % avec maintien de la volatilité), hausse des taux (de l'ordre de 100 à 200 bp) en prenant en compte leurs conséquences en terme de collectes et de rachats (selon les lois du modèle interne).

3. Le risque de crédit ou de contrepartie

Pour permettre la mise en œuvre de la stratégie risques validée début 2009, les limites ont été actualisée comme suit :

	Limites autorisées en VNC
AAA (et souverains de la zone euro)	Pas de limite (inchangé)
BBB + A + AA (hors souverains de la zone euro)	Janvier 2009 : 55% maximum Septembre 2009 : 60% maximum (contre 50 % au 31/12/2008)
BBB + A	20% maximum (inchangé)
BBB et non cotés	Janvier 2009 : 8% maximum Septembre 2009 : 10% maximum (contre 5 % au 31/12/2008)
Rating moyen du portefeuille	Minimum A+ (inchangé)

Les règles de PREDICA n'autorisent pas la détention en direct de titres de notation inférieure à BBB, sauf dans le cadre exceptionnel d'un déclassement survenu après l'acquisition et à la condition que l'émetteur concerné conserve une capacité intacte de remboursement.

4. Le risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque de ne pouvoir couvrir ses passifs exigibles. Il peut résulter :

- d'investissements illiquides. A cet effet, PREDICA a défini un cadre prudentiel de choix de ses investissements visant à privilégier leur liquidité. Fin juin 2009, le portefeuille était constitué à plus de 87 % en actifs cotés sur des marchés réglementés liquides. Au sein des placements immobiliers, la part des foncières cotées est de 12.4 % des actifs du portefeuille (contre 13,4 % au 31/12/2008).
- d'une non congruence entre les échéanciers d'investissement à l'actif et les échéanciers des contrats d'assurance au passif. A cet effet, PREDICA a défini un cadre prudentiel de gestion de la liquidité dans le cadre de sa politique actif/passif. Ainsi, les soldes annuels de trésorerie prévisionnels sont encadrés par une limite globale à plus ou moins 5% des encours, selon l'espérance des échéanciers établis en run off par le modèle interne.

Par ailleurs, PREDICA a défini un ratio dit de réactivité destiné à refléter la capacité de la compagnie à trouver des liquidités à court terme sans risque de perte de valeur. Ce ratio est calculé comme le rapport des liquidités à moins de 2 ans sur l'ensemble du portefeuille. Parmi les liquidités à moins de 2 ans figurent outre la trésorerie, les OPCVM de trésorerie, les obligations taux variables ou indexées sur l'inflation et les obligations taux fixe d'une durée résiduelle de moins de 2 ans.

A fin juin 2009, ce ratio de réactivité s'établit à 14% des actifs (contre 20 % au 31/12/2008), du fait principalement de l'avance prise sur le programme d'investissement obligataire ; ce ratio devrait s'établir à 15 % en fin 2009.

5. Le risque d'assurance

Les stress scénarios effectués au premier semestre ont permis d'évaluer les différentes politiques de taux servis au cours des 5 prochains exercices, selon les analyses d'impacts en termes de résultat, de réserves et de solvabilité.

RISQUES OPERATIONNELS

Le dispositif de gestion et de surveillance des risques opérationnels est décrit au sein du document de référence 2008, pages 157 et 158.

Le risque opérationnel correspond au risque de perte résultant de l'inadéquation ou de la défaillance des processus internes, des personnes, des systèmes ou d'évènements extérieurs, risque juridique inclus mais risques stratégique et de réputation exclus.

Principales évolutions :

Déploiement de la méthode avancée AMA (Advanced Measurement Approach)

Le périmètre de calcul de l'exigence en fonds propres au titre des risques opérationnels en méthode avancée (AMA) a évolué au 31 mars 2009 en prenant en compte Agos (filiale de SOFINCO en Italie).

Par ailleurs, les travaux de préparation du groupe Cariparma/FriulAdria continuent dans l'objectif d'un passage en méthode avancée (AMA) pour le 31 décembre 2010.

Cartographie de risques opérationnels

Au niveau des cartographies des risques opérationnels, le déploiement d'un nouvel outil de cartographie intranet EUROP@ s'est intensifié afin de préparer la nouvelle campagne de cartographie annuelle qui commencera au quatrième trimestre de cette année.

Dispositif de contrôles permanents

Par ailleurs, au cours du premier semestre 2009, la mise en œuvre du dispositif des contrôles permanents a été marquée par des actions de déploiement et renforcement :

- extension du périmètre de consolidation d'indicateurs de contrôles permanents clés remontés tous les trimestres par les entités du Groupe, avec notamment la prise en compte de sous-filiales en France ou à l'international ;
- lancement d'un chantier de revue du référentiel des indicateurs de contrôles permanents clés, visant à intégrer le retour d'expérience des remontées de l'année 2008 ainsi que les évolutions réglementaires ;
- implantation au sein des entités d'une plateforme applicative risques et contrôles permanents, qui combine les fonctionnalités de cartographie des risques et d'évaluation du résultat des contrôles exploitant des référentiels communs.

RISQUES JURIDIQUES

Les principales procédures judiciaires et fiscales en cours impliquant des entités du groupe Crédit Agricole S.A. sont décrites dans le rapport de gestion pour l'exercice 2008 publié dans le document de référence de Crédit Agricole S.A. déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 27 mars 2009 sous le numéro D.09-0163.

Ces dossiers n'ont pas connu d'évolution significative depuis cette date.

Les risques juridiques en cours susceptibles d'avoir une influence négative sur le patrimoine du Groupe ont fait l'objet de provisions adéquates tenant compte des informations dont dispose la Direction Générale.

A ce jour, à la connaissance de Crédit Agricole S.A., il n'existe aucune procédure gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage susceptible d'avoir, ou ayant eu récemment, des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de la société et du groupe Crédit Agricole S.A.

Faits exceptionnels et litiges

Obligations au titre des régimes de retraite publics en Grèce (Emporiki Bank)

La soumission du régime de retraite complémentaire (TEAPETE) des salariés d'Emporiki Bank aux dispositions des lois 3371/2005 et 3455/2006 a entraîné a) la réduction des désavantages pour Emporiki Bank liés au paiement de cotisations sociales plus élevées et b) la transparence de l'estimation des pertes actuarielles d'Emporiki Bank.

Conformément aux dispositions de la nouvelle loi 3371/2005, une étude économique a été réalisée par des actuaires spécialisés indépendants, afin de déterminer le coût lié à l'inclusion du régime TEAPETE dans les régimes complémentaires susmentionnés (IKA-ETEAM et ETAT). Achevée au cours du premier trimestre 2006, elle a été approuvée par le comité compétent du ministère de l'Économie et des Finances grec et a été ratifiée par la loi 3455/2006. Selon cette étude, Emporiki Bank versera aux plans IKA-ETEAM et ETAT, au titre de ses salariés retraités, une cotisation spéciale d'un total de 786,3 millions d'euros (versement d'avance ou sur une période de 10 ans à un taux d'intérêt de 3,53 %). En outre, Emporiki Bank sera tenu de verser des cotisations supplémentaires par rapport à celles définies par la réglementation de l'ETEAM, au titre de ses employés embauchés avant le 31/12/2004 jusqu'à leur retraite. Les conditions de versement des cotisations supplémentaires n'ont pas été définies par la loi 3371/2005, mais établies par arrêté ministériel IKA Φ20203/19189/931/7.11.06. Emporiki Bank procède aux versements prévus, comme ceux-ci ont été définis dans l'étude économique susmentionnée. L'encours des obligations au 30/06/2009 était de 408,2 millions d'euros.

Le syndicat a contesté cette opération et, en conséquence, a intenté des actions en justice. Pour l'une d'elles, jugée par la juridiction de première instance d'Athènes, la décision rendue (n° 116/2008) a conclu à l'inconstitutionnalité de la loi 3455/2006 et au caractère abusif de la dénonciation des contrats liant Emporiki Bank, le syndicat et TEAPETE. Emporiki Bank a formé un appel de la décision, qui a été jugé le 24/03/2009. Pendant le procès, l'État grec est intervenu en faveur d'Emporiki Bank. L'arrêt de la cour d'appel n° 4007/2009 (publié le 30/06/2009) a rejeté l'appel d'Emporiki Bank et a confirmé la décision rendue en première instance. Emporiki Bank étudie actuellement cet arrêt, susceptible d'un pourvoi devant la cour suprême (Areios Pagos). L'impact économique de la décision ne peut pas actuellement être évalué.

RISQUES DE NON-CONFORMITE

La prévention et le contrôle des risques de non-conformité sont traités dans la partie contrôle interne du présent rapport d'activité.

2. COMPTES CONSOLIDES INTERMEDIAIRES RESUMES AU 30 JUIN 2009

(Ayant fait l'objet d'un examen limité)

Examinés par le Conseil d'administration de Crédit Agricole S.A.

En date du 26 août 2009

CADRE GENERAL	67
COMPTE DE RESULTAT	68
RESULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES	69
BILAN ACTIF	70
BILAN PASSIF	71
TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES	72
TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE	73
NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES INTERMEDIAIRES AU 30 JUIN 2009	75
1. Principes et Méthodes applicables dans le groupe.....	75
2. Périmètre de consolidation – parties liées	78
2.1 Evolutions du périmètre de consolidation de l'exercice.....	78
2.2 Principales opérations externes réalisées au cours du semestre	84
2.3 Les écarts d'acquisition	87
2.4 Parties liées	88
3. Notes relatives au compte de résultat	89
3.1 Produits et Charges d'intérêts	89
3.2 Commissions nettes.....	90
3.3 Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat.....	90
3.4 Gains ou pertes nets sur Actifs financiers disponibles à la vente	93
3.5 Produits et charges nets des autres activités	93
3.6 Charges générales d'exploitation	93
3.7 Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles.....	95
3.8 Coût du risque.....	95
3.9 Gains ou pertes nets sur autres actifs	96
3.10 Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	97
4. Informations sectorielles.....	98
4.1. Information sectorielle par secteur opérationnel.....	98
4.2. Spécificité de l'assurance	100
4.3. Banque de proximité en France – Réseau des Caisses régionales.....	102
5. Notes relatives au bilan au 30 juin 2009	103
5.1. Actifs et Passifs financiers à la juste valeur par résultat.....	103
5.2. Gains et pertes latents sur actifs financiers disponibles à la vente	104
5.3. Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle	105
5.4. Dépréciations inscrites en déduction des actifs financiers	107
5.5. Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle	108
5.6. Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées.....	109
5.7. Immeubles de placement.....	109
5.8. Immobilisations corporelles et incorporelles (hors écarts d'acquisition).....	110
5.9. Provisions.....	110
5.10. Capitaux propres	112
6. Engagements de financement et de garantie.....	114
7. Reclassements d'instruments financiers	115
8. Juste valeur des instruments financiers	117
9. Événements postérieurs à la fin de la période intermédiaire	120
10. Périmètre de consolidation au 30 juin 2009.....	121

CADRE GENERAL

Présentation juridique de l'entité

Depuis l'assemblée générale extraordinaire du 29 novembre 2001, la société a pour dénomination sociale : **Crédit Agricole S.A.**

Adresse du siège social de la société : 91-93 Boulevard Pasteur 75015 Paris

Immatriculation au registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 784 608 416

Code NAF : 6419Z

Crédit Agricole S.A. est une société anonyme à Conseil d'administration régie par le droit commun des sociétés commerciales et notamment le livre deuxième du Code de commerce.

Crédit Agricole S.A. est également soumise aux dispositions du Code monétaire et financier, notamment ses articles L.512-47 et suivants.

Crédit Agricole S.A. est enregistrée sur la liste des établissements de crédit dans la catégorie des banques mutualistes ou coopératives depuis le 17 novembre 1984. A ce titre, elle est soumise aux contrôles des autorités de tutelle bancaire et notamment de la Commission bancaire.

Les actions Crédit Agricole S.A. sont admises aux négociations sur Euronext Paris. Crédit Agricole S.A. est soumise à la réglementation boursière en vigueur, notamment pour ce qui concerne les obligations d'information du public.

COMPTE DE RESULTAT

	Notes	30.06.2009	31.12.2008	30.06.2008
<i>(en millions d'euros)</i>				
Intérêts et produits assimilés	3.1	19 297	47 106	23 219
Intérêts et charges assimilées	3.1	-13 288	-34 993	-17 818
Commissions (produits)	3.2	4 789	9 309	4 781
Commissions (charges)	3.2	-2 352	-4 911	-2 490
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	3.3	1 841	-8 162	-3 370
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	3.4	-475	-468	1 516
Produits des autres activités	3.5	13 818	22 983	14 192
Charges des autres activités	3.5	-15 010	-14 908	-12 671
PRODUIT NET BANCAIRE		8 620	15 956	7 359
Charges générales d'exploitation	3.6	-5 652	-11 992	-6 048
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	3.7	-312	-643	-317
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION		2 656	3 321	994
Coût du risque	3.8	-2 212	-3 165	-811
RESULTAT D'EXPLOITATION		444	156	183
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence		364	868	548
Gains ou pertes nets sur autres actifs	3.9	5	428 ⁽¹⁾	436 ⁽¹⁾
Variations de valeur des écarts d'acquisition	2.3		-280	
RESULTAT AVANT IMPOT		813	1 172	1 167
Impôts sur les bénéfices		-312	66	26
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession		11	28	-2
RESULTAT NET		512	1 266	1 191
Intérêts minoritaires		109	242	223
RESULTAT NET – PART DU GROUPE		403	1 024	968
Résultat de base par action (en euros)	5.10	0,182	0,514	0,586
Résultat dilué par action (en euros)	5.10	0,182	0,514	0,541 ⁽²⁾

(1) correspond essentiellement aux plus ou moins values de cession liées à l'opération Newedge

(2) Après prise en compte de l'augmentation de capital réalisée le 7 juillet 2008.

RESULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES

	Notes	30.06.2009	31.12.2008	30.06.2008
<i>(en millions d'euros)</i>				
Écarts de conversion		-79	-104	-50
Actifs disponibles à la vente		1 800	-3 822	-3 103
Instrument dérivés de couverture		-59	442	-67
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres part du groupe, hors entités mises en équivalence		1 662	-3 484	-3 220
QP gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entités mises en équivalence (1)		31	-598	-277
Total des gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres part du groupe	3.10	1 693	-4 082	-3 497
Résultat net part du groupe		403	1 024	968
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres part du groupe		2 096	-3 058	-2 529
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres part des minoritaires		132	209	33
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		2 228	-2 849	-2 496

(1) La "QP gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entités mises en équivalence" est incluse dans les réserves consolidées de Crédit Agricole S.A.

Les montants sont présentés nets d'impôts.

BILAN ACTIF

	Notes	30.06.2009	31.12.2008
<i>(en millions d'euros)</i>			
CAISSE, BANQUES CENTRALES		35 605	49 789
ACTIFS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR PAR RESULTAT	5.1	480 809	578 329
INSTRUMENTS DERIVES DE COUVERTURE		22 952	12 945
ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES A LA VENTE	5.2 - 5.4	199 658	175 249
PRETS ET CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT	5.3 - 5.4	342 378	326 597
PRETS ET CREANCES SUR LA CLIENTELE	5.3 - 5.4	356 756	349 037
ECART DE REEVALUATION DES PORTEFEUILLES COUVERTS EN TAUX		924	2 264
ACTIFS FINANCIERS DETENUS JUSQU'A L'ECHEANCE		21 121	18 935
ACTIFS D'IMPOTS COURANTS ET DIFFERES (1)		4 845	5 345
COMPTES DE REGULARISATION ET ACTIFS DIVERS		85 534	83 657
ACTIFS NON COURANTS DESTINES A ETRE CEDES		1 578	1 582
PARTICIPATION AUX BENEFICES DIFFEREE		4 716	5 355
PARTICIPATIONS DANS LES ENTREPRISES MISES EN EQUIVALENCE		19 375	15 806
IMMEUBLES DE PLACEMENT	5.7	2 744	2 629
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	5.8	4 732	4 675
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	5.8	1 861	1 412
ECARTS D'ACQUISITION	2.3	19 776	19 614
TOTAL DE L'ACTIF		1 605 364	1 653 220

(1) au 31 décembre 2008, cette ligne se décomposait comme suit : actifs d'impôts courants pour 1 167 millions d'euros et actifs d'impôts différés pour 4 178 millions d'euros

Les lignes « Actifs d'impôts courants » et « Actifs d'impôts différés » sont désormais regroupées sur la ligne « Actifs d'impôts courants et différés ». La présentation des données au 31/12/2008 a été modifiée en conséquence.

BILAN PASSIF

	Notes	30.06.2009	31.12.2008
<i>(en millions d'euros)</i>			
BANQUES CENTRALES		1 416	1 324
PASSIFS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR PAR RESULTAT	5.1	403 968	497 947
INSTRUMENTS DERIVES DE COUVERTURE		25 308	16 327
DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT	5.5	139 933	170 425
DETTES ENVERS LA CLIENTELE	5.5	472 533	421 411
DETTES REPRESENTEES PAR UN TITRE	5.6	187 381	186 430
ECART DE REEVALUATION DES PORTEFEUILLES COUVERTS EN TAUX		-2 043	-1 389
PASSIFS D'IMPOTS COURANTS ET DIFFERES ⁽¹⁾		989	1 440
COMPTES DE REGULARISATION ET PASSIFS DIVERS		78 499	74 738
DETTES LIEES AUX ACTIFS NON COURANTS DESTINES A ETRE CEDES		1 510	1 506
PROVISIONS TECHNIQUES DES CONTRATS D'ASSURANCE		201 792	194 861
PROVISIONS	5.9	5 039	5 211
DETTES SUBORDONNEES	5.6	39 419	35 653
TOTAL DETTES		1 555 744	1 605 884
TOTAL CAPITAUX PROPRES	5.10	49 620	47 336
CAPITAUX PROPRES PART DU GROUPE		43 707	41 731
CAPITAL ET RESERVES LIEES		28 353	27 372
RESERVES CONSOLIDEES		14 686	14 732
GAINS OU PERTES LATENTS OU DIFFERES		265	-1 397
RESULTAT DE L'EXERCICE		403	1 024
INTERETS MINORITAIRES		5 913	5 605
TOTAL DU PASSIF		1 605 364	1 653 220

(1) au 31 décembre 2008, cette ligne se décomposait comme suit : passifs d'impôts courants pour 1 298 millions d'euros et passifs d'impôts différés pour 142 millions d'euros

Les lignes « Passifs d'impôts courants » et « Passifs d'impôts différés » sont désormais regroupées sur la ligne « Passifs d'impôts courants et différés ». La présentation des données au 31/12/2008 a été modifiée en conséquence.

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

(en millions d'Euros)	Capital et réserves liées			Capital et réserves consolidées part du Groupe	Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	Résultat net part du groupe	Total des capitaux propres part du groupe	Capitaux propres part des minoritaires	Total des capitaux propres consolidés
	Capital	Primes et Réserves consolidées (1) (2)	Elimination des titres auto-détenus						
Capitaux propres au 1er janvier 2008	5 009	34 187	-592	38 604	2 087		40 691	5 783	46 474
Augmentation de capital									
Variation des titres auto détenus		-17	39	22			22		22
<i>Dividendes versés en 2008</i>		-1 991		-1 991			-1 991	-363	-2 354
Dividendes reçus des CR et filiales		282		282			282		282
Effet des acquisitions / cessions sur les minoritaires (2)		-353		-353			-353	-232	-585
Mouvements liés aux stock options		15		15			15		15
Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires		-2 064	39	-2 025			-2 025	-595	-2 620
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres					-3 220		-3 220	-190	-3 410
Quote-part dans les variations de CP des entreprises associées mises en équivalence (3)		-253		-253			-253		-253
Résultat du 1 ^{er} semestre 2008						968	968	223	1 191
Autres variations		-23		-23			-23	24	1
Capitaux propres au 30 juin 2008	5 009	31 847	-553	36 303	-1 133	968	36 138	5 245	41 383
Augmentation de capital	1 670	4 141		5 811			5 811		5 811
Variation des titres auto détenus		-6	-11	-17			-17		-17
Dividendes versés en 2008								-2	-2
Dividendes reçus des CR et filiales		2		2			2		2
Effet des acquisitions / cessions sur les minoritaires (2)		336		336			336	185	521
Mouvements liés aux stock options		15		15			15	1	16
Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires	1 670	4 488	-11	6 147			6 147	184	6 331
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres					-264		-264	157	-107
Quote-part dans les variations de CP des entreprises associées mises en équivalence (3)		-313		-313			-313		-313
Résultat du 2 ^{ème} semestre 2008						56	56	19	75
Autres variations		-33		-33			-33		-33
Capitaux propres au 31 décembre 2008	6 679	35 989	-564	42 104	-1 397	1 024	41 731	5 605	47 336
<i>Affectation du résultat 2008</i>		<i>1 024</i>		<i>1 024</i>		<i>-1 024</i>			
Capitaux propres au 1er janvier 2009	6 679	37 013	-564	43 128	-1 397		41 731	5 605	47 336
Augmentation de capital	280	569		849			849		849
Variation des titres auto détenus		-5	21	16			16		16
<i>Dividendes versés en 2009</i>		-998		-998			-998	-364	-1 362
Dividendes reçus des CR et filiales		138		138			138		138
Effet des acquisitions / cessions sur les minoritaires (2)		-27		-27			-27	291	264
Mouvements liés aux stock options		13		13			13		13
Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires	280	-310	21	-9			-9	-73	-82
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres					1 662		1 662	23	1 685
Quote-part dans les variations de CP des entreprises associées mises en équivalence (3)		-88		-88			-88		-88
Résultat au 30.06.2009						403	403	109	512
Autres variations		8		8			8	249	257
Capitaux propres au 30 JUIN 2009	6 959	36 623	-543	43 039	265	403	43 707	5 913	49 620

(1) Réserves consolidées avant élimination des titres d'auto-contrôle

(2) dont "Impact relatif aux mouvements d'intérêts minoritaires"

(3) La ligne "Quote-part dans les variations de CP des entreprises associées mises en équivalence" inclut la quote-part des variations des gains ou pertes latents ou différés des entreprises associées mises en équivalence présentée dans la note 3.10

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

<i>(en millions d'euros)</i>	1er semestre 2009	1er semestre 2008	2008
Résultat avant impôts	813	1 167	1 172
Dotations nettes aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	430	423	875
Dépréciations des écarts d'acquisition et des autres immobilisations	0	-1	280
Dotations nettes aux dépréciations et aux provisions	2 039	164	3 789
Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence	-364	-548	-868
Résultat net des activités d'investissement	-8	-33	-83
Résultat net des activités de financement	-1 343	3 776	8 731
Autres mouvements	883	-262	913
Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts et des autres ajustements	1 637	3 519	13 637
Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit *	-44 086	-20 647	-19 527
Flux liés aux opérations avec la clientèle	45 133	-12 110	-20 621
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	-11 138	18 565	37 644
Flux liés aux opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	3 588	-9 575	-7 409
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence (1)	417	359	452
Impôts versés	-695	-929	-1 726
Diminution/(augmentation) nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles	-6 781	-24 337	-11 187
TOTAL Flux nets de trésorerie générés par l'activité OPERATIONNELLE (A)	-4 331	-19 651	3 622
Flux liés aux participations (2) *	-830	2 131	1 104
Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	-317	-308	-631
TOTAL Flux net de trésorerie lié aux opérations d'INVESTISSEMENT (B)	-1 147	1 823	473
Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires (3)	-223	1 309	7 006
Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement (4)	-1 622	3 956	7 387
TOTAL Flux net de trésorerie lié aux opérations de FINANCEMENT (C)	-1 845	5 265	14 393
Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie (D)	165	149	859
Augmentation/(diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie (A + B+ C + D)	-7 158	-12 414	19 347
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	53 697	34 350	34 350
Solde net des comptes de caisse et banques centrales **	48 728	19 047	19 047
Solde net des comptes prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit ***	4 969	15 303	15 303
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	46 539	21 936	53 697
Solde net des comptes de caisse et banques centrales **	34 445	13 052	48 728
Solde net des comptes prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit ***	12 094	8 884	4 969
VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE	-7 158	-12 414	19 347

* Le flux du premier semestre 2008 tient compte d'une correction suite à l'étude de l'impact, sur la trésorerie, de l'entrée de Newedge

** Composé du solde net des postes "Caisses et banques centrales", hors intérêts courus et y compris trésorerie des entités reclassées en activités destinées à être cédées

*** Composé du solde des postes "comptes ordinaires débiteurs sains et comptes et prêts au jour le jour sains" et des postes "comptes ordinaires créditeurs et comptes et emprunts au jour le jour" (hors intérêts courus et y compris opérations internes au Crédit Agricole).

(1) Pour le premier semestre 2009, ce montant comprend, notamment, le versement des dividendes des Caisses Régionales pour 265 millions d'euros, de la Bank Al Saudi Al Fransi pour 107 millions d'Euros, de BESPAP pour 18 millions d'euros et de Bankinter pour 15 millions d'euros.

(2) Cette ligne recense les effets nets sur la trésorerie des acquisitions et des cessions de titres de participations.

Au cours du premier semestre 2009, l'impact des acquisitions et des cessions de titres de participations consolidés (filiales et mises en équivalence) sur la trésorerie du groupe s'élève à - 741 millions d'euros portant notamment sur les souscriptions de capital de BESPAP pour - 156 millions d'euros, de BES pour - 130 millions d'euros, de Bank Al Saudi Al Fransi pour - 100 millions d'euros et de Bankinter pour - 85 millions d'euros.

Ce solde comprend également les acquisitions de titres INTESA pour - 104 millions d'euros, de titres Crédit Lyonnais Securities Asia BV pour - 73 millions d'euros et l'effet de l'acquisition CACEIS pour - 35 millions d'euros (net de la trésorerie acquise).

Sur la même période, l'impact net des acquisitions et des cessions de titres de participations non consolidées sur la trésorerie du groupe ressort à - 89 millions d'euros, portant principalement sur l'acquisition des titres SCI Washington pour - 52 millions d'euros.

(3) Sur l'année 2009, le flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires inclut l'augmentation de capital de Calyon pour 116 millions d'euros et de EMPORIKI pour 68 millions d'euros souscrites par les minoritaires. Ce montant comprend également le paiement des dividendes versés par Crédit Agricole S.A. à ses actionnaires à hauteur de -146 millions d'euros ainsi que les dividendes payés aux minoritaires pour - 217 millions d'euros et les acomptes sur dividendes pour - 65 millions d'euros.

(4) Au cours de l'année 2009, les émissions de dettes subordonnées s'élèvent à 4 009 millions d'euros et les émissions de la dette obligataire à 9 091 millions d'euros. Les remboursements de dettes subordonnées ressortent à - 968 millions d'euros et le remboursement de la dette obligataire est de -11 371 millions d'euros sur la même période.

La ligne "Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement" recense également les flux liés aux versements d'intérêts sur les dettes subordonnées et obligataires.

NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES INTERMEDIAIRES AU 30 JUIN 2009

1. PRINCIPES ET METHODES APPLICABLES DANS LE GROUPE

En application du règlement CE n°1606/2002, les comptes consolidés semestriels résumés du groupe Crédit Agricole S.A. ont été établis conformément aux normes IAS/IFRS et aux interprétations IFRIC telles qu'adoptées par l'Union européenne et applicables au 30 juin 2009.

Le groupe Crédit Agricole S.A. applique ce référentiel, en utilisant les dispositions de la norme IAS 39 dans sa version retenue par l'Union Européenne (version dite « carve out »), qui autorise certaines dérogations dans l'application pour la comptabilité de macro-couverture.

Ce référentiel est disponible sur le site de la Commission Européenne, à l'adresse suivante : http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm#adopted-commission.

Les normes et interprétations sont identiques à celles utilisées et décrites dans les états financiers du Groupe au 31 décembre 2008, et complétées par les dispositions de la norme IAS 34 relative à l'information financière intermédiaire, qui définit le contenu minimum de cette information, et qui identifie les principes de comptabilisation et d'évaluation devant être appliqués à un rapport financier intermédiaire. En l'absence de modèle d'états financiers imposé par le référentiel IFRS, le groupe Crédit Agricole S.A. utilise les formats des états de synthèse (bilan, compte de résultat, état du résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres, tableau de variation des capitaux propres et tableau des flux de trésorerie) préconisés par la recommandation CNC n°2009-R.04 du 2 juillet 2009 qui annule et remplace la recommandation CNC n°2004-R.03 du 27 octobre 2004."

Les normes et interprétations ont été complétées par les dispositions des normes IFRS telles qu'adoptées par l'Union Européenne au 30/06/09 et dont l'application est obligatoire pour la première fois sur l'exercice 2009. Celles-ci portent sur :

- l'interprétation IFRIC 11 issue du règlement du 1er juin 2007 (CE n° 611/2007) et relative au traitement des actions propres et des transactions intra-groupe dans le cadre de la norme IFRS 2 portant sur le paiement fondé sur des actions
- la norme IFRS 8 issue du règlement du 21 novembre 2007 (CE n° 1358/2007), relative aux secteurs opérationnels et remplaçant la norme IAS 14 relative à l'information sectorielle.
- La première application d'IFRS 8 n'a pas entraîné de modification dans l'information sectorielle présentée par le groupe Crédit Agricole S.A. En effet, le premier niveau d'information sectorielle présentée par le Groupe sur les exercices précédents correspond déjà en pratique aux secteurs opérationnels à présenter selon les dispositions d'IFRS 8.
- l'amendement de la norme IAS 23 issu du règlement du 10 décembre 2008 (CE n° 1260/2008), relative aux coûts d'emprunt
- l'amendement de la norme IFRS 2 issu du règlement du 16 décembre 2008 (CE n° 1261/2008), relative au paiement fondé sur des actions et portant sur les conditions d'acquisition des droits et annulations de transactions

- l'interprétation IFRIC 13 issue du règlement du 16 décembre 2008 (CE n° 1262/2008), relative au programme de fidélisation des clients
- l'interprétation IFRIC 14 issue du règlement du 16 décembre 2008 (CE n° 1263/2008) et relative au plafonnement de l'actif au titre des régimes à prestations définies, aux exigences de financement minimal et à leur interaction dans le cadre de la norme IAS 19 portant sur les avantages du personnel
- la révision de la norme IAS 1 issue du règlement du 17 décembre 2008 (CE n° 1274/2008), relative à la présentation des états financiers. En application de cet amendement un état du « résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres » est désormais présenté dans les états financiers et est complété par des notes annexes
- les amendements des normes IAS 32 et IAS 1, issus du règlement du 21 janvier 2009 (CE n° 53-2009), relatifs au classement de certains instruments financiers et aux informations liées à fournir
- les amendements des normes IAS 27 et IFRS 1, issus du règlement du 23 janvier 2009 (CE n° 69-2009), relatifs au coût d'une participation dans une filiale, une entité contrôlée conjointement ou une entité associée

35 amendements visant à améliorer et clarifier 18 normes et issus du règlement du 23 janvier 2009 (CE n°70-2009). Il est à noter que la date de première application de l'amendement de la norme IFRS 5, et de l'amendement de la norme IFRS 1 qui en découle, est repoussée aux exercices ouverts à compter du 1^{er} juillet 2009.

A l'exception de la révision de la norme IAS 1 et la présentation du nouvel état du résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres, l'application de ces nouvelles dispositions n'a pas eu d'impact significatif sur la période.

Par ailleurs, il est rappelé que lorsque l'application de normes et interprétations est optionnelle sur une période, celles-ci ne sont pas retenues par le Groupe, sauf mention spécifique. Ceci concerne en particulier :

- l'amendement de la norme IFRS 5, issu du règlement du 23 janvier 2009 (CE n° 69-2009), relatif aux filiales faisant l'objet d'un plan de vente entraînant la perte de contrôle, et l'amendement de la norme IFRS 1 qui en découle. Ces amendements seront appliqués pour la première fois au 1^{er} janvier 2010.
- l'interprétation IFRIC 12 issue du règlement du 25 mars 2009 (CE n° 254/2009), relative aux accords de concession de services, et qui ne concerne pas les activités du Groupe. Cette interprétation sera appliquée pour la première fois au 1^{er} janvier 2010
- la révision de la norme IAS 27 issue du règlement du 3 juin 2009 (CE n° 494/2009), relative aux états financiers consolidés et individuels. Cette norme révisée sera appliquée pour la première fois au 1^{er} janvier 2010
- la révision de la norme IFRS 3 issue du règlement du 3 juin 2009 (CE n° 495/2009), relative aux regroupements d'entreprises. Cette norme révisée sera appliquée pour la première fois au 1^{er} janvier 2010
- l'interprétation IFRIC 16 issue du règlement du 4 juin 2009 (CE n° 460/2009), relative aux couvertures d'un investissement net dans une activité à l'étranger. Cette norme révisée sera appliquée pour la première fois au 1^{er} janvier 2010.

Le Groupe n'attend pas d'effet significatif de ces applications sur son résultat et sa situation nette.

Les normes et interprétations publiées par l'IASB mais non encore adoptées par l'Union Européenne n'entreront en vigueur d'une manière obligatoire qu'à partir de cette adoption et ne sont donc pas appliquées par le Groupe au 30 juin 2009. Néanmoins, certaines informations requises par l'amendement d'IFRS 7 "Instruments financiers - informations à fournir" publié en mars 2009 sont présentées dans la note 8 de l'annexe aux comptes consolidés intermédiaires résumés

Les comptes consolidés intermédiaires résumés sont destinés à actualiser les informations fournies dans les comptes consolidés au 31 décembre 2008 du groupe Crédit Agricole S.A. et doivent être lus en complément de ces derniers. Aussi, seules les informations les plus significatives sur l'évolution de la situation financière et des performances du Groupe sont reproduites dans ces comptes semestriels.

De par leur nature, les évaluations nécessaires à l'établissement des comptes consolidés exigent la formulation d'hypothèses et comportent des risques et des incertitudes quant à leur réalisation dans le futur. Les estimations comptables qui nécessitent la formulation d'hypothèses sont utilisées principalement pour les évaluations réalisées pour les instruments financiers évalués à leur juste valeur (classification des paramètres entre « observables » et « non observables », méthode de valorisation des CDO à sous jacents résidentiel américain, exposition couverte par des garants – monolines, émissions structurées comptabilisées à la juste valeur), les participations non consolidées, les régimes de retraites et autres avantages sociaux ainsi que les plans de stock-options, les dépréciations durables, les dépréciations de créances irrécouvrables, les provisions, la dépréciation des écarts d'acquisition et les actifs d'impôts différés.

La méthode d'estimation de la charge d'impôt a été modifiée cette année, dans le respect des dispositions de la norme IAS 34.

Le Groupe calcule désormais la charge d'impôt au titre des comptes consolidés intermédiaires sur la base d'un Taux Annuel Moyen Estimé (TAME) : il s'agit du rapport entre la charge d'impôt du budget de référence, retraitée de l'effet d'impôt des éléments extraordinaires et le résultat - avant impôt et avant résultat des entreprises mises en équivalence - du budget de référence, retraité des éléments extraordinaires.

Le TAME est révisé périodiquement sur la base des données actualisées

2. PERIMETRE DE CONSOLIDATION – PARTIES LIEES

Le périmètre de consolidation au 30 juin 2009 est présenté de façon détaillée à la fin des notes annexes en note 10.

2.1 EVOLUTIONS DU PERIMETRE DE CONSOLIDATION DE L'EXERCICE

I - SOCIETES NOUVELLEMENT CONSOLIDEES AU 30 JUIN 2009 :

Sociétés entrées dans le périmètre soit par création, soit du fait de leur acquisition ou d'un complément d'acquisition de leurs titres, soit du fait d'un franchissement du seuil de signification :

Banque de proximité en France

▪ Filiales de Caisses régionales

- CAL Immobilier
- Force Iroise
- Franche Comté Développement Foncier
- Franche Comté Développement Immobilier
- L'Immobilière d'A Côté
- Pyrénées Gascogne Gestion

Services financiers spécialisés

▪ CA Leasing

CAREFLEET S.A.

▪ Finaref

SOFILIANCE

▪ Sofinco

CCDS (Carte Cadeaux Distribution Services)
Credium Slovakia, a.s.
DNV B.V.

Gestion d'actifs, assurances, banque privée

▪ Predica

GRD16
GRD17
GRD20
Predica 2006-2007 FCPR
Predica 2007 FCPR C
Predica 2008 FCPR A3

Prediquant reflex 100

Banque de financement et d'investissement

- **Calyon**
 - CALYCE P.I.c.
 - HIMALIA P.I.c.

Gestion pour compte propre et divers

- Intesa Sanpaolo S.p.A

Passage d'un palier à une consolidation en direct :

Gestion pour compte propre et divers

- **Crédit Agricole Immobilier**

Les filiales précédemment consolidées sous le palier Groupe Monné-Decroix sont désormais consolidées individuellement :

 - France Capital S.A.
 - Monné-Decroix Courtage S.A.S.
 - Monné-Decroix Gestion S.A.S.
 - Monné-Decroix Promotion S.A.S.
 - Monné-Decroix Résidences S.A.S.
 - Selexia S.A.S.

II - SOCIETES SORTIES DU PERIMETRE AU 30 JUIN 2009 :

Application des seuils de signification ou cessation d'activité :

Banque de proximité en France

- **Filiales de Caisses régionales**

Force Oise
Force Tolosa
Gard Diversifié
Patrimocam
Patrimocam 2

Banque de détail à l'international

- **Emporiki**

Emporiki Asset Management Mutual Funds
Emporiki Bank Germany GmbH

Emporiki Insurances
Emporiki Management
Emporiki Venture Capital Developed Markets Ltd.
Emporiki Venture Capital Emerging Markets Ltd.
Euler Hermes Emporiki
Greek Industry Of Bags

Services financiers spécialisés

- **CA Leasing**

Leicer

- **Finaref**

Finaref Benelux

Gestion d'actifs, assurances, banque privée

- **CACI**

Assurfi

Banque de financement et d'investissement

- **Calyon**

- Calyon Leasing Japan CO Ltd.
- CPR Online
- Groupe Cholet Dupont

Gestion pour compte propre et divers

- **Private Equity**

- CACI 1
- Crédit Agricole Capital Investissement
- Crédit Lyonnais Capital-investissement
- Crédit Lyonnais L B 01
- Crédit Lyonnais Venture Capital

- **Autres**

- EUROPAY France
- G.P.F (Groupement des Provinces de France)
- GIE Attica
- HOLDING EUROCARD
- Progica

Fusion ou absorption par une société du Groupe :

Services financiers spécialisés

▪ **Sofinco**

Groupe Interbank / DMC: Ribank absorbe De Kredietdesk B.V. et Dealerservice B.V.

Gestion d'actifs, assurances, banque privée

▪ **CACEIS**

CACEIS S.A.S. absorbe CACEIS Fastnet American Administration

Gestion pour compte propre et divers

▪ **Crédit Agricole Immobilier**

Unimo absorbe Litho Promotion et R.S.B.

Passage d'un palier à une consolidation en direct :

Gestion pour compte propre et divers

▪ **Crédit Agricole Immobilier**

Groupe Monné-Decroix

Transmission Universelle de Patrimoine à une société du Groupe :

Gestion pour compte propre et divers

- Transmission Universelle de Patrimoine de Crédit Agricole Bourse à Crédit Agricole S.A.

III - CHANGEMENT DE MÉTHODE DE CONSOLIDATION :

Gestion d'actifs, assurances, banque privée

▪ **CACEIS**

Suite à l'acquisition de 35% du capital et des droits de vote de CACEIS par Crédit Agricole S.A. les entités suivantes sont désormais intégrées globalement :

- Brooke Securities Inc.
- CACEIS (Bermuda) Ltd.
- CACEIS (Canada) Ltd.
- CACEIS (USA) Inc.
- CACEIS Bank
- CACEIS Bank Deutschland GmbH

- CACEIS Bank Luxembourg
- CACEIS Corporate Trust
- CACEIS Fastnet
- CACEIS Fastnet Suisse
- CACEIS S.A.
- Fastnet Belgique
- Fastnet Irlande
- Fastnet Luxembourg
- Fastnet Pays-Bas
- Investor Service House S.A.
- Olympia Capital (Ireland) Ltd.
- Olympia Capital Associates L.P.
- Olympia Capital Inc.
- Olympia Capital Ltd. Cayman
- Partinvest S.A.
- Winchester Fiduciary Services Ltd.
- Winchester Global Trust Company Ltd.

IV - CHANGEMENT DE DÉNOMINATION SOCIALE :

Banque de proximité en France

- **Filiales de Caisses régionales**
 - Force Alpes Provence devient CAP Actions
 - S.A.S. PALM PROMOTION devient NACARAT

Services financiers spécialisés

- **Sofinco**

Groupe FGA Capital S.p.A.:

Fiat Auto Contracts Ltd. devient FGA Contracts UK Ltd.

Fiat Auto Financial Services (Wholesale) Ltd. devient FGA Wholesale UK Ltd.

Fiat Auto Financial Services Ltd. devient FGA Capital UK Ltd.

Fiat Bank GmbH devient FGA Bank Germany GmbH

Fiat Credit Belgio S.A. devient FGA Capital Belgium S.A.

Fiat Credit Hellas S.A. devient FGA Capital Hellas S.A.

Fiat Finance S.A. devient FGA Capital Lux S.A.

Fiat Finansiering A/S devient FGA Capital Danmark A/S

Fidis Bank GmbH devient FGA Bank GmbH

Fidis Insurance Consultants S.A. devient FGA Insurance Hellas S.A.

Fidis Leasing GmbH devient FGA Leasing GmbH

Fidis Nederland B.V. devient FGA Capital Netherlands B.V.

Finplus Renting S.A. devient FGA Capital Services Spain S.A.

Tarcredit EFC S.A. devient FGA Capital Spain EFC S.A.

Groupe InterBank N.V.:

Ajax Finance B.V. devient Aetran Administrative Dientverlening B.V.

Krediet '78 B.V. devient Passive Portfolio B.V.

Gestion d'actifs, assurances, banque privée

- **CAAM**

- CA Alternative Investment Products Group SGR devient CAAM AI SGR

- **CACEIS**

- Brooke Securities Holdings Inc. devient CACEIS (USA) Inc.
- CACEIS S.A.S. devient CACEIS S.A.
- OC Financial Services Inc. devient CACEIS (Canada) Ltd.
- Olympia Capital (Bermuda) Ltd. devient CACEIS (Bermuda) Ltd.

- **CACI**

- Finaref Insurance Limited devient CACI NON LIFE LIMITED
- Finaref Life Limited devient CACI LIFE LIMITED
- Space Reinsurance Company Limited devient CACI RE

2.2 PRINCIPALES OPERATIONS EXTERNES REALISEES AU COURS DU SEMESTRE

Consolidation d'Intesa SanPaolo

Aux termes de l'accord signé le 25 juin 2009, pour une durée de trois ans, Crédit Agricole SA et Assicurazioni Generali S.p.A., qui réunis représentent avec près de 11% du capital, le premier actionnaire d'Intesa Sanpaolo, s'engagent à coordonner l'exercice de leurs droits sociaux afin de valoriser au mieux leur participation.

Les normes applicables à la mise en équivalence (IAS 28) précisent qu'un investisseur qui détient, directement ou indirectement, moins de 20% des droits de vote dans l'entreprise détenue doit démontrer clairement avoir une influence notable. Cette démonstration est mise en évidence « *par une ou plusieurs des situations suivantes : la représentation au conseil d'administration ou à l'organe de direction équivalent de l'entreprise détenue ; la participation au processus d'élaboration des politiques, et notamment la participation aux décisions relatives aux dividendes et autres distributions ; les transactions significatives entre l'investisseur et l'entreprise détenue ; l'échange de personnels dirigeants ; ou la fourniture d'informations techniques essentielles* ».

La coordination entre Crédit Agricole SA et Assicurazioni Generali S.p.A. repose sur une consultation systématique préalable à chaque réunion des instances de gouvernance d'Intesa Sanpaolo auxquelles Assicurazioni Generali S.p.A. est seul représenté (« *Management Board* » et « *Supervisory Board* »). Ces consultations privilégient l'objectif commun de valoriser au mieux leur participation par la recherche de positions convergentes sur les sujets revêtant un intérêt stratégique (budget, politique financière et de risques, distribution de dividendes, augmentations de capital, acquisitions ou cessions d'actifs...), à l'exception de certains domaines relatifs aux sujets de concurrence en Italie.

Ce dispositif confère ainsi à Crédit Agricole S.A. le pouvoir de participer aux décisions de politique financière et opérationnelle d'Intesa Sanpaolo et démontre l'influence notable sur cette entité au sens d'IAS 28.

Crédit Agricole S.A. estime qu'une action de l'Autorité de la Concurrence Italienne visant à remettre en question l'existence ou la validité de cet accord serait dénuée de tout fondement juridique, Crédit Agricole S.A. n'étant pas partie aux engagements pris lors de la fusion Intesa et Sanpaolo en 2006.

En conséquence, Crédit Agricole S.A. comptabilise à partir du 25 juin 2009 par mise en équivalence, sa participation dans Intesa Sanpaolo préalablement comptabilisée dans le portefeuille de titres AFS.

Au 31 décembre 2008, la moins-value latente nette d'impôt s'élevait à 1,5 milliard d'euros. Les principes comptables du groupe (Document de Référence 2008 – page 233) précisent, s'agissant des titres de capitaux propres, autres que ceux classés en juste valeur, qu'« une dépréciation est constatée en cas de signes objectifs de dépréciation des actifs. Cette dépréciation est matérialisée par une baisse durable ou significative de la valeur du titre. Le Groupe Crédit Agricole SA utilise des critères quantitatifs comme indicateurs de dépréciation potentielle. Ces critères quantitatifs reposent principalement sur une perte de l'instrument de capitaux propres de 30% au moins de sa valeur sur une période de 6 mois consécutifs. La

Direction peut être amenée à prendre en considération d'autres facteurs (types de placement, situation financière de l'émetteur, perspectives à court terme...) ; ceux-ci n'ont pas de caractère intangible ». Au 31 décembre 2008, en l'absence de signes objectifs de perte de valeur (baisse durable ou significative de la valeur du titre par rapport à son coût d'acquisition) la moins-value latente était comptabilisée par capitaux propres.

Au 30 juin 2009, le classement en « Titres mis en équivalence » a pour effet de ramener la valeur de la participation dans Intesa Sanpaolo à son prix de revient historique soit un effet positif dans les réserves recyclables de 1 462 millions d'euros et de réduire le ratio Tier one de Crédit Agricole SA de 4 pb.

Conformément à IAS 28 qui renvoie aux dispositions d'IFRS 3 pour la comptabilisation de toute différence entre le coût de la participation et la quote-part de l'investisseur dans la juste valeur des actifs et passifs acquis, deux lots ont été identifiés :

- le 1er représentant 5,12% d'intérêt d'Intesa Sanpaolo résulte de la participation historique de Crédit Agricole S.A. dans Banca Intesa. La variation de la quote-part de situation nette d'Intesa Sanpaolo jusqu'au 25 juin 2009 est comptabilisée directement dans les réserves consolidées part du groupe de Crédit Agricole S.A., à hauteur de notre participation soit 5,12%, pour un montant de -139 millions d'euros.
- l'achat par Crédit Agricole S.A. de 0,43% d'intérêts dans Intesa Sanpaolo. Compte tenu du prix d'acquisition de ces titres, un écart d'acquisition négatif de 110 millions d'euros a été comptabilisé en résultat.

La valeur boursière de notre participation s'élève à 1 619 millions d'euros. Un test de dépréciation comparant la valeur recouvrable* (qui s'établit à 2 855 millions d'euros) avec la valeur de mise en équivalence a été réalisé au 30 juin 2009 et a conduit à constater une perte de valeur d'un montant de 316 M€ comptabilisée dans la rubrique « Quote-part de résultat des entreprises mises en équivalence ».

** La valeur recouvrable représente la valeur la plus élevée entre la valeur d'utilité et la valeur boursière de la participation*

Prise de contrôle de CACEIS

Crédit Agricole S.A. a racheté le 30 juin 2009, auprès de Natixis, une participation complémentaire dans CACEIS à hauteur de 35% du capital et des droits de vote de CACEIS SAS pour un montant de 595 millions d'euros dont 495 millions d'euros ont été versés au 30 juin 2009.

Au terme de cette acquisition, Crédit Agricole SA détient 85% du capital de CACEIS -Natixis conservant le solde de 15% du capital - et en assure donc le contrôle exclusif.

Cette opération se traduit comptablement par un changement de méthode de consolidation, CACEIS étant, à compter du 30 juin 2009 consolidé par intégration globale. Ainsi, le bilan consolidé du groupe intègre désormais l'ensemble des actifs et passifs de CACEIS. En revanche, ce n'est qu'au second semestre que le compte de résultat de Crédit Agricole SA

reprendra la totalité de celui de CACEIS; en effet, jusqu'au 30 juin 2009, la contribution de CACEIS aux résultats de Crédit Agricole SA reste consolidée à 50%.

Cette opération renforce la position du groupe Crédit Agricole S.A. dans les métiers de Services Financiers aux Institutionnels. Avec environ 2 200 milliards d'euros d'encours en conservation et 1 000 milliards d'euros sous administration, CACEIS est un acteur majeur au niveau mondial dans ces activités.

En date d'acquisition, les actifs et passifs identifiables de CACEIS ont été comptabilisés sur la base d'une juste valeur provisoire. En application de la définition d'un actif incorporel identifiable selon IFRS 3, les écarts d'acquisition comptabilisés dans le sous groupe CACEIS n'ont pas été pris en compte dans le calcul de l'écart d'acquisition sur les 35% complémentaires:

▪ Prix d'acquisition	580 millions d'euros
(frais inclus et y compris juste valeur estimée des paiements futurs)	
▪ Juste valeur de l'actif net acquis	294 millions d'euros
▪ Ecart d'acquisition	286 millions d'euros

Cet écart d'acquisition a été déterminé de façon provisoire et peut faire l'objet d'ajustements dans les 12 mois qui suivent l'acquisition. Il est rattaché à l'unité génératrice de trésorerie « Gestion d'actifs et services aux institutionnels ».

2.3 LES ECARTS D'ACQUISITION

(en millions d'euros)	01.01.2009	Augmentations (Acquisitions)	Diminutions (Cessions)	Pertes de valeur de la période	Ecart de conversion	Autres mouvements (1)	30.06.2009
Valeur Brute	20 075	287				-123	20 239
Banque de proximité en France	5 263						5 263
- dont Groupe LCL	5 263						5 263
Services Financiers Spécialisés	3 490	1			1	-85	3 407
-dont Crédit à la consommation	3 041	1			1	-85	2 958
Gestion d'actifs, assurances et banque privée	4 279	286 ⁽²⁾			1	-37	4 529
- dont Gestion d'actifs et services aux institutionnels	2 436	286			1	-37	2 686
- dont Assurances	1 226						1 226
- dont Banque Privée Internationale	617						617
Banque de Financement et d'Investissement	2 419						2 419
Banque de détail à l'international	4 547				-2		4 545
- dont Grèce	1 516						1 516
- dont Italie	2 446						2 446
- dont Pologne	264						264
Compte propre et Divers	77					-1	76
Cumul des pertes de valeur	-461				-2		-463
Banque de proximité en France							
Services Financiers Spécialisés	-136						-136
Gestion d'actifs, assurances et banque privée							
Banque de Financement et d'Investissement	-14						-14
Banque de détail à l'international	-311				-2		-313
- dont Grèce	-254						-254
Compte propre et Divers							
Valeur nette au bilan	19 614	287			-2	-123	19 776

(1) Pour l'essentiel, ajustements intervenant dans le délai d'affectation de l'écart d'acquisition :

Ajustements de la juste valeur des actifs et passifs acquis de Ducato, Forso et des activités apportées par Natixis à CACEIS

(2) Acquisition complémentaire de 35% de Caceis

2.4 PARTIES LIEES

Les parties liées au groupe Crédit Agricole S.A. sont les sociétés consolidées par intégration globale, intégration proportionnelle ou mise en équivalence, ainsi que les principaux dirigeants du Groupe.

➤ Relations entre les sociétés contrôlées affectant le bilan consolidé

La liste des sociétés du groupe Crédit Agricole S.A. est présentée en note 10. Les transactions réalisées et les encours existant en fin de période entre les sociétés du groupe consolidées par intégration globale étant totalement éliminés en consolidation, seules les transactions réalisées entre des sociétés consolidées par intégration globale et les sociétés consolidées par intégration proportionnelle, à hauteur de la part des tiers associés au groupe dans ces dernières, affectent les comptes consolidés du Groupe.

Les principaux encours correspondants dans le bilan consolidé au 30 juin 2009 sont relatifs aux groupes Newedge, Forso et FGA Capital pour les montants suivants : prêts et créances sur les établissements de crédit : 3 551 millions d'euros ; prêts et créances sur la clientèle : 1 019 millions d'euros et dettes envers les établissements de crédit : 1 822 millions d'euros.

3. NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT

3.1 PRODUITS ET CHARGES D'INTERETS

<i>(en millions d'euros)</i>	30.06.2009	31.12.2008	30.06.2008
Sur opérations avec les établissements de crédit	1 759	7 927	3 670
Sur opérations internes au Crédit Agricole	4 163	9 829	4 739
Sur opérations avec la clientèle	7 633	18 075	8 708
Intérêts courus et échus sur actifs financiers disponibles à la vente	3 184	6 748	3 329
Intérêts courus et échus sur actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	471	1 111	570
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	1 469	2 152	1 598
Sur opérations de location-financement	598	1 236	589
Autres intérêts et produits assimilés	20	28	16
Produits d'intérêts ⁽¹⁾	19 297	47 106	23 219
Sur opérations avec les établissements de crédit	-2 418	-10 612	-5 325
Sur opérations internes au Crédit Agricole	-465	-992	-477
Sur opérations avec la clientèle	-4 247	-11 701	-5 650
Actifs financiers disponibles à la vente	-8	-13	-7
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance			
Sur dettes représentées par un titre	-2 349	-7 382	-3 711
Sur dettes subordonnées	-1 079	-1 606	-726
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	-2 621	-2 483	-1 822
Sur opérations de location-financement	-101	-204	-100
Autres intérêts et charges assimilées			
Charges d'intérêts	-13 288	-34 993	-17 818

(1) dont 176 millions d'euros sur créances dépréciées individuellement en juin 2009 contre 149 millions d'euros en juin 2008 et 331 millions d'euros au 31 décembre 2008

3.2 COMMISSIONS NETTES

<i>(en millions d'euros)</i>	30.06.2009			31.12.2008			30.06.2008		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Sur opérations avec les établissements de crédit	127	-69	58	188	-166	22	113	-126	-13
Sur opérations internes au Crédit Agricole	369	-476	-107	405	-829	-424	167	-372	-205
Sur opérations avec la clientèle	861	-44	817	1 568	-119	1 449	818	-70	748
Sur opérations sur titres ⁽¹⁾	538	-207	331	1 335	-488	847	720	-261	459
Sur opérations de change	25	-7	18	61	-19	42	30	-8	22
Sur opérations sur instruments dérivés et autres opérations de hors bilan ⁽¹⁾	1 038	-397	641	1 908	-845	1 063	876	-358	518
Sur moyens de paiement et autres prestations de services bancaires et financiers ⁽²⁾⁽³⁾	1 002	-988	14	1 279	-1 593	-314	684	-815	-131
Gestion d'OPCVM, fiducie et activités analogues ⁽²⁾	829	-164	665	2 565	-852	1 713	1 373	-480	893
Produits nets des commissions	4 789	-2 352	2 437	9 309	-4 911	4 398	4 781	-2 490	2 291

(1) Les commissions versées et reçues dans le cadre d'engagements sur titres sont désormais rattachées aux "commissions sur opérations sur instruments dérivés et autres opérations de hors bilan" et non plus aux "commissions sur opérations sur titres". Le montant net de ces commissions s'élève à +124 millions d'euros au titre du 1er semestre 2009, +83 millions d'euros au 31 décembre 2008 et +49 millions d'euros au 30 juin 2008.

(2) Certaines commissions de prestations de services financiers, jusque là affectées à la rubrique "commissions sur gestion d'OPCVM, fiducie et activités analogues", ont été réaffectées à la rubrique "commissions sur moyens de paiement et autres services bancaires et financiers". Le montant net de ces commissions s'élève à -46 millions d'euros au titre du 1er semestre 2009, -46 millions d'euros au 31 décembre 2008 et -1 million d'euros au 30 juin 2008.

(3) Les commissions d'assurance, jusque là affectées à la rubrique "Autres produits (charges) nets", ont été réaffectées à la rubrique "commissions sur moyen de paiement et autres services bancaires et financiers". Le montant net de ces commissions s'élève à 230 millions d'euros au titre du 1er semestre 2009.

3.3 GAINS OU PERTES NETS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR PAR RESULTAT

<i>(en millions d'euros)</i>	30.06.2009	31.12.2008	30.06.2008
Dividendes reçus	62	134	68
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur actif/passif à la juste valeur par résultat par nature	106	-4 670	-1 293
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur actif/passif à la juste valeur par résultat par option	665	-5 100	-2 702
Solde des opérations de change et instruments financiers assimilés (hors résultat des couvertures d'investissements nets des activités à l'étranger)	958	1 642	601
Résultat de la comptabilité de couverture	50	-168	-44
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	1 841	-8 162	-3 370

L'évolution du spread émetteur a engendré une charge en PNB de -132 millions d'euros contre un profit de +688 millions d'euros au 31 décembre 2008 et +258 millions d'euros au 30 juin 2008 sur les émissions structurées évaluées à la juste valeur.

Profit net ou perte nette résultant de la comptabilité de couverture

Le résultat de la comptabilité de couverture se décompose comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	30.06.2009		
	Profits	Pertes	Net
Couvertures de juste valeur ⁽¹⁾	5 954	-5 779	175
<i>Variations de juste valeur des éléments couverts attribuables aux risques couverts</i>	2 861	-3 650	-789
<i>Variations de juste valeur des dérivés de couverture (y compris cessations de couvertures)</i>	3 093	-2 129	964
Couvertures de flux de trésorerie	0	0	0
<i>Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace</i>			0
Couvertures d'investissements nets dans une activité à l'étranger	113	-62	51
<i>Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace</i>	113	-62	51
Couvertures de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers	6 190	-6 366	-176
<i>Variations de juste valeur des éléments couverts</i>	2 758	-3 380	-622
<i>Variations de juste valeur des dérivés de couverture</i>	3 432	-2 986	446
Couvertures de l'exposition des flux de trésorerie d'un portefeuille d'instruments financiers au risque de taux d'intérêt			
<i>Variations de juste valeur de l'instrument de couverture - partie inefficace</i>			
Cessation de la comptabilité de couverture dans le cas d'une couverture de flux de trésorerie	0	0	0
Total résultat de la comptabilité de couverture	12 257	-12 207	50

⁽¹⁾ Les variations de juste valeur sur les swaps de couverture sont enregistrées en distinguant les montants bruts de gains ou de pertes générés par chaque position sous-jacente. Cette méthode ne s'applique pas aux instruments couverts.

(en millions d'euros)	31.12.2008		
	Profits	Pertes	Net
Couvertures de juste valeur ⁽¹⁾	14 745	-14 630	115
<i>Variations de juste valeur des éléments couverts attribuables aux risques couverts</i>	4 225	-4 906	-681
<i>Variations de juste valeur des dérivés de couverture (y compris cessations de couvertures) ⁽²⁾</i>	10 520	-9 724	796
Couvertures de flux de trésorerie	0	0	0
<i>Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace</i>	0	0	0
Couvertures d'investissements nets dans une activité à l'étranger	159	-431	-272
<i>Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace ⁽²⁾</i>	159	-431	-272
Couvertures de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers	7 047	-7 058	-11
<i>Variations de juste valeur des éléments couverts</i>	4 824	-1 890	2 934
<i>Variations de juste valeur des dérivés de couverture</i>	2 223	-5 168	-2 945
Couvertures de l'exposition des flux de trésorerie d'un portefeuille d'instruments financiers au risque de taux d'intérêt			
<i>Variations de juste valeur de l'instrument de couverture - partie inefficace</i>			
Cessation de la comptabilité de couverture dans le cas d'une couverture de flux de trésorerie	0	0	0
Total résultat de la comptabilité de couverture	21 951	-22 119	-168

⁽¹⁾ Les variations de juste valeur sur les swaps de couverture sont enregistrées en distinguant les montants bruts de gains ou de pertes générés par chaque position sous-jacente. Cette méthode ne s'applique pas aux instruments couverts.

⁽²⁾ Montants ajustés par rapport aux états financiers publiés

(en millions d'euros)	30.06.2008		
	Profits	Pertes	Net
Couvertures de juste valeur ⁽¹⁾	4 101	-4 395	-294
<i>Variations de juste valeur des éléments couverts attribuables aux risques couverts</i>	2 321	-1 570	751
<i>Variations de juste valeur des dérivés de couverture (y compris cessations de couvertures) ⁽²⁾</i>	1 780	-2 825	-1 045
Couvertures de flux de trésorerie	0	0	0
<i>Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace</i>			0
Couvertures d'investissements nets dans une activité à l'étranger	289	-44	245
<i>Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace ⁽²⁾</i>	289	-44	245
Couvertures de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers	13 585	-13 580	5
<i>Variations de juste valeur des éléments couverts</i>	6 574	-7 686	-1 112
<i>Variations de juste valeur des dérivés de couverture</i>	7 011	-5 894	1 117
Couvertures de l'exposition des flux de trésorerie d'un portefeuille d'instruments financiers au risque de taux d'intérêt			
<i>Variations de juste valeur de l'instrument de couverture - partie inefficace</i>			
Cessation de la comptabilité de couverture dans le cas d'une couverture de flux de trésorerie			0
Total résultat de la comptabilité de couverture	17 975	-18 019	-44

⁽¹⁾ Les variations de juste valeur sur les swaps de couverture sont enregistrées en distinguant les montants bruts de gains ou de pertes générés par chaque position sous-jacente. Cette méthode ne s'applique pas aux instruments couverts.

⁽²⁾ Montants ajustés par rapport aux états financiers publiés

3.4 GAINS OU PERTES NETS SUR ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES A LA VENTE

<i>(en millions d'euros)</i>	30.06.2009	31.12.2008	30.06.2008
Dividendes reçus	400	975	784
Plus ou moins-values de cessions réalisées sur actifs financiers disponibles à la vente*	-413	-268	799
Pertes sur titres dépréciés durablement (titres à revenu variable)	-456	-1 122	-33
Plus ou moins-values de cessions réalisées sur actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance et sur prêts et créances	-6	-53	-34
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	-475	-468	1 516

* hors résultat de cession sur actifs financiers disponibles à la vente à revenu fixe dépréciés durablement

3.5 PRODUITS ET CHARGES NETS DES AUTRES ACTIVITES

<i>(en millions d'euros)</i>	30.06.2009	31.12.2008	30.06.2008
Gains ou pertes sur immobilisations hors exploitation	76	96	46
Participation aux résultats des assurés bénéficiaires de contrats d'assurance	-2 441	-4 251	-1 596
Autres produits nets de l'activité d'assurance	7 186	4 912	3 922
Variation des provisions techniques des contrats d'assurance	-6 240	6 487	-615
Produits nets des immeubles de placement	67	252	126
Autres produits (charges) nets ⁽¹⁾	160	579	-362
Produits (charges) des autres activités	-1 192	8 075	1 521

⁽¹⁾ Les commissions d'assurance, jusque là affectées à la rubrique "Autres produits (charges) nets, ont été réaffectées à la rubrique "commissions sur moyen de paiement et autres services bancaires et financiers". Le montant net de ces commissions s'élève à 230 millions d'euros au titre du 1er semestre 2009.

3.6 CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION

<i>(en millions d'euros)</i>	30.06.2009	31.12.2008	30.06.2008
Charges de personnel	-3 409	-7 119	-3 650
Impôts et taxes	-180	-322	-183
Services extérieurs et autres charges générales d'exploitation	-2 063	-4 551	-2 215
Charges d'exploitation	-5 652	-11 992	-6 048

Détail des charges de personnel

<i>(en millions d'euros)</i>	30.06.2009	31.12.2008	30.06.2008
Salaires et traitements (1)	-2 428	-5 155	-2 650
Cotisation au titre des retraites (régimes à cotisations définies)	-172	-336	-164
Cotisation au titre des retraites (régimes à prestations définies)	-45	-55	-30
Autres charges sociales	-513	-1 117	-549
Intéressement et participation	-105	-199	-123
Impôts et taxes sur rémunération	-146	-257	-134
Total charges de personnel	-3 409	-7 119	-3 650

(1) dont charges sur plans de stocks-options Crédit Agricole S.A. pour 14 millions d'euros au 30 juin 2009 contre 15 millions d'euros au 30 juin 2008.

Obligations au titre des régimes de retraite publics en Grèce (Emporiki Bank)

La soumission du régime de retraite complémentaire (TEAPETE) des salariés d'Emporiki Bank aux dispositions des lois 3371/2005 et 3455/2006 a entraîné a) la réduction des désavantages pour Emporiki Bank liés au paiement de cotisations sociales plus élevées et b) la transparence de l'estimation des pertes actuarielles d'Emporiki Bank.

Conformément aux dispositions de la nouvelle loi 3371/2005, une étude économique a été réalisée par des actuaires spécialisés indépendants, afin de déterminer le coût lié à l'inclusion du régime TEAPETE dans les régimes complémentaires susmentionnés (IKA-ETEAM et ETAT). Achevée au cours du premier trimestre 2006, elle a été approuvée par le comité compétent du ministère de l'Économie et des Finances grec et a été ratifiée par la loi 3455/2006. Selon cette étude, Emporiki Bank versera aux plans IKA-ETEAM et ETAT, au titre de ses salariés retraités, une cotisation spéciale d'un total de 786,3 millions d'euros (versement d'avance ou sur une période de 10 ans à un taux d'intérêt de 3,53 %). En outre, Emporiki Bank sera tenu de verser des cotisations supplémentaires par rapport à celles définies par la réglementation de l'ETEAM, au titre de ses employés embauchés avant le 31/12/2004 jusqu'à leur retraite. Les conditions de versement des cotisations supplémentaires n'ont pas été définies par la loi 3371/2005, mais établies par arrêté ministériel IKA Φ20203/19189/931/7.11.06. Emporiki Bank procède aux versements prévus, comme ceux-ci ont été définis dans l'étude économique susmentionnée. L'encours des obligations au 30/06/2009 était de 408,2 millions d'euros.

Le syndicat a contesté cette opération et, en conséquence, a intenté des actions en justice. Pour l'une d'elles, jugée par la juridiction de première instance d'Athènes, la décision rendue (n° 116/2008) a conclu à l'inconstitutionnalité de la loi 3455/2006 et au caractère abusif de la dénonciation des contrats liant Emporiki Bank, le syndicat et TEAPETE. Emporiki Bank a formé un appel de la décision, qui a été jugé le 24/03/2009. Pendant le procès, l'État grec est intervenu en faveur d'Emporiki Bank. L'arrêt de la cour d'appel n° 4007/2009 (publié le 30/06/2009) a rejeté l'appel d'Emporiki Bank et a confirmé la décision rendue en première instance. Emporiki Bank étudie actuellement cet arrêt, susceptible d'un pourvoi devant la cour suprême (Areios Pagos). L'impact économique de la décision ne peut pas actuellement être évalué.

3.7 DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX DEPRECIATIONS DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

<i>(en millions d'euros)</i>	30.06.2009	31.12.2008	30.06.2008
Dotations aux amortissements	-312	-642	-317
Dotations aux dépréciations	0	-1	0
total	-312	-643	-317

3.8 COUT DU RISQUE

<i>(en millions d'euros)</i>	30.06.2009	31.12.2008	30.06.2008
Dotations aux provisions et aux dépréciations	-2 837	-4 662	-1 512
Actifs financiers disponibles à la vente à revenu fixe	-48	-94	-36
Prêts et créances	-2 525	-3 947	-1 304
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance			
Autres actifs	-21	-32	-17
Engagements par signature	-136	-263	-80
Risques et charges	-107	-326	-75
Reprises de provisions et de dépréciations	625	1 616	705
Actifs financiers disponibles à la vente à revenu fixe		7	5
Prêts et créances	421	1 296	506
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance			
Autres actifs	5	7	4
Engagements par signature	45	104	66
Risques et charges	154	202	124
Dotations nettes de reprises des dépréciations et provisions	-2 212	-3 046	-807
Plus ou moins-values de cession réalisées sur actifs financiers disponibles à la vente à revenu fixe dépréciés durablement		-4	-7
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables non dépréciés	-68	-259	-58
Récupérations sur prêts et créances amortis	110	240	103
Décotes sur crédits restructurés	-33	-65	-31
Pertes sur engagements par signature		-1	-1
Autres pertes	-9	-30	-10
COUT DU RISQUE	-2 212	-3 165	-811

3.9 GAINS OU PERTES NETS SUR AUTRES ACTIFS

<i>(en millions d'euros)</i>	30.06.2009	31.12.2008	30.06.2008
Immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation	3	3	7
Plus-values de cession	4	17	9
Moins-values de cession	-1	-14	-2
Titres de capitaux propres consolidés	2	425	429
Plus-values de cession	2	435 ⁽¹⁾	440 ⁽¹⁾
Moins-values de cession	0	-10	-11
GAINS OU PERTES SUR AUTRES ACTIFS	5	428	436

(1) En 2008, correspond essentiellement aux plus-values de cession liées à l'opération Newedge.

3.10 VARIATION DES GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES

Est présenté ci-dessous le détail des produits et charges comptabilisés de la période, net d'impôts.

	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres			Total des gains / pertes comptabilisés directement en capitaux propres hors QP des entités mises en équivalence	Quote part des gains/pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entités mises en équivalence
	Liés aux écarts de conversion	Variation de juste valeur des actifs disponibles à la vente (1)	Variation de juste valeur des dérivés de couverture		
<i>(en millions d'euros)</i>					
Variation de juste valeur		1 728	-58	1 670	
Transfert en compte de résultat		72	-1	71	
Variation de l'écart de conversion	-79			-79	
Quote part de gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entités mises en équivalence					31
Gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres 1er semestre 2009 (part du Groupe)	-79	1 800	-59	1 662	31
Gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres 1er semestre 2009 (part minoritaire)	-25	61	-13	23	
Total gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres 1er semestre 2009 (1)	-104	1 861	-72	1 685	31
<hr/>					
Variation de juste valeur		-3 071	441	-2 630	
Transfert en compte de résultat		-751	1	-750	
Variation de l'écart de conversion	-104			-104	
Quote part de gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entités mises en équivalence					-598
Gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres exercice 2008 (part du Groupe)	-104	-3 822	442	-3 484	-598
Gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres exercice 2008 (part minoritaire)	59	-106	14	-33	
Total gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres exercice 2008 (1)	-45	-3 928	456	-3 517	-598
<hr/>					
Variation de juste valeur		-2 419	-66	-2 485	
Transfert en compte de résultat		-684	-1	-685	
Variation de l'écart de conversion	-50			-50	
Quote part de gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entités mises en équivalence					-277
Gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres 1er semestre 2008 (part du Groupe)	-50	-3 103	-67	-3 220	-277
Gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres 1er semestre 2008 (part minoritaire)	-125	-62	-3	-190	
Total gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres 1er semestre 2008 (1)	-175	-3 165	-70	-3 410	-277

(1) les données "total des gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur actifs disponibles à la vente" se décomposent comme suit :

	30.06.2009	31.12.2008	30.06.2008
Montant brut	2 125	-4 783	-4 040
Impôt	-264	855	875
Total net	1 861	-3 928	-3 165

4. INFORMATIONS SECTORIELLES

4.1. INFORMATION SECTORIELLE PAR SECTEUR OPERATIONNEL

En application d'IFRS 8, les informations présentées sont fondées sur le reporting interne utilisé par le Comité exécutif pour le pilotage du groupe Crédit Agricole S.A., l'évaluation des performances et l'affectation des ressources aux secteurs opérationnels identifiés.

Les transactions entre secteurs opérationnels sont conclues à des conditions de marché.

Les secteurs opérationnels présentés dans le reporting interne, correspondent aux métiers du Groupe et sont les suivants :

	30.06.2009							Total
	Banque de proximité en France		Banque de détail à l'international	Services Financiers Spécialisés	Gestion d'actifs, assurances et banque privée	Banque de Financement et d'Investissement	Gestion pour compte propre et divers	
	Caissees régionales	Réseau LCL						
<i>(en millions d'euros)</i>								
Produit net bancaire		1 905	1 456	1 756	1 782	2 148	-427	8 620
Charges d'exploitation		-1 264	-997	-840	-878	-1 568	-417	-5 964
Résultat brut d'exploitation		641	459	916	904	580	-844	2 656
Coût du risque		-201	-540	-576	-3	-862	-30	-2 212
Résultat d'exploitation		440	-81	340	901	-282	-874	444
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	427		86	3	1	68	-221	364
Gains ou pertes nets sur autres actifs				1		3	1	5
Variations de valeur des écarts d'acquisition								0
Résultat avant impôt	427	440	5	344	902	-211	-1 094	813
Impôts sur les bénéfices	-92	-132	-109	-130	-292	112	331	-312
Gains ou pertes nets des activités arrêtées			11					11
Résultat net de l'exercice	335	308	-93	214	610	-99	-763	512
Intérêts minoritaires		15	-22	20	-2	5	93	109
Résultat net part du Groupe	335	293	-71	194	612	-104	-856	403

31.12.2008								
(en millions d'euros)	Banque de proximité en France		Banque de détail à l'international	Services Financiers Spécialisés	Gestion d'actifs, assurances et banque privée	Banque de Financement et d'Investissement	Gestion pour compte propre et divers	Total
	Caisses régionales	Réseau LCL (1)						
Produit net bancaire		3 715	3 043	2 990	3 995	1 893	320	15 956
Charges d'exploitation		-2 533	-2 085	-1 608	-1 866	-3 580	-963	-12 635
Résultat brut d'exploitation		1 182	958	1 382	2 129	-1 687	-643	3 321
Coût du risque		-200	-880	-684	-116	-1 310	25	-3 165
Résultat d'exploitation		982	78	698	2 013	-2 997	-618	156
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	677		-98	9	4	113	163	868
Gains ou pertes nets sur autres actifs					-3	-2	433	428
Variations de valeur des écarts d'acquisition			-279		-1			-280
Résultat avant impôt	677	982	-299	707	2 013	-2 886	-22	1 172
Impôts sur les bénéfices	-96	-294	-149	-234	-610	1 016	433	66
Gains ou pertes nets des activités arrêtées			28					28
Résultat net de l'exercice	581	688	-420	473	1 403	-1 870	411	1 266
Intérêts minoritaires		34		13	11	54	130	242
Résultat net part du Groupe	581	654	-420	460	1 392	-1 924	281	1 024

(1) La rémunération des fonds propres alloués au réseau LCL était calculée jusqu'en 2008 sur la base d'emplois pondérés Bâle I et à partir de 2009 sur la base d'emplois pondérés Bâle II. Les résultats du réseau LCL de l'exercice 2008 ont été modifiés pour intégrer cette nouvelle méthode de calcul. La différence par rapport aux chiffres publiés en 2008 a été imputée sur les résultats du pôle "Gestion pour compte propre et divers".

30.06.2008								
(en millions d'euros)	Banque de proximité en France		Banque de détail à l'international	Services Financiers Spécialisés	Gestion d'actifs, Assurances, Banque Privée	Banque de Financement et d'Investissement	Gestion pour compte propre et divers	Total
	Caisses régionales	Réseau LCL (1)						
Produit net bancaire		1 862	1 597	1 470	2 156	-357	631	7 359
Charges d'exploitation		-1 259	-1 044	-798	-954	-1 838	-472	-6 365
Résultat brut d'exploitation		603	553	672	1 202	-2 195	159	994
Coût du risque		-82	-191	-268	3	-290	17	-811
Résultat d'exploitation		521	362	404	1 205	-2 485	176	183
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	438		40	4	2	65	-1	548
Gains ou pertes nets sur autres actifs				1			435	436
Variations de valeur des écarts d'acquisition								0
Résultat avant impôt	438	521	402	409	1 207	-2 420	610	1 167
Impôts sur les bénéfices	-96	-156	-123	-137	-355	815	78	26
Gains ou pertes nets des activités arrêtées			-2					-2
Résultat net de l'exercice	342	365	277	272	852	-1 605	688	1 191
Intérêts minoritaires		19	72	19	21	45	47	223
Résultat net part du Groupe	342	346	205	253	831	-1 650	641	968

(1) La rémunération des fonds propres alloués au réseau LCL était calculée jusqu'en 2008 sur la base d'emplois pondérés Bâle I et à partir de 2009 sur la base d'emplois pondérés Bâle II. Les résultats du réseau LCL de l'exercice 2008 ont été modifiés pour intégrer cette nouvelle méthode de calcul. La différence par rapport aux chiffres publiés en 2008 a été imputée sur les résultats du pôle "Gestion pour compte propre et divers".

4.2. SPECIFICITE DE L'ASSURANCE

Marge brute des sociétés d'assurance (Périmètre Crédit Agricole Assurances)

Activité ASSURANCE <i>(en millions d'euros)</i>	30.06.2009			31.12.2008			30.06.2008 (*)		
	Vie	Non-vie	Total	Vie	Non-vie	Total	Vie	Non-vie	Total
Primes émises	11 351	1 798	13 149	17 297	2 881	20 178	8 833	1 342	10 175
variation des primes non acquises	-7	-401	-408	-2	-327	-329		-213	-213
Autres produits techniques d'assurance	35	27	62	29	46	75			
Produits des activités d'assurance	11 379	1 424	12 803	17 324	2 600	19 924	8 833	1 129	9 962
Produits des autres activités	1	2	3	15	7	22			
Produits des activités	11 380	1 426	12 806	17 339	2 607	19 946			
Produits des placements nets de charge de gestion	3 314	26	3 340	6 980	85	7 065	5 234	53	5 287
Plus ou moins values de cession des placements nets de reprises de dépréciation et d'amortissement	-526	-1	-527	-1 520	17	-1 503	-774	5	-769
Variation de juste valeur des instruments financiers comptabilisés à la juste valeur par résultat	936	3	939	-7 645	-16	-7 661	-3 101	-17	-3 118
Variation des dépréciations sur instruments financiers	-357	-3	-360	-1 066	-3	-1 069	488	2	490
Résultat sur contrats d'investissements sans participation aux bénéfices discrétionnaire	-168	0	-168	1 152	0	1 152			
Produits financiers nets de charges hors coût de financement	3 199	25	3 224	-2 099	83	-2 016	1 847	43	1 890
Total produits des activités ordinaires	14 579	1 451	16 030	15 240	2 690	17 930	10 680	1 172	11 852
Charges de prestations des contrats	-13 276	-906	-14 182	-12 262	-1 488	-13 750	-9 655	-807	-10 462
Charges ou produits nets de cessions en réassurance	-6	15	9	35	-83	-48	54	-55	-1
Frais d'acquisition des contrats (y compris commissions)	-429	-376	-805	-754	-598	-1 352	-335	-202	-537
Amortissement des valeurs de portefeuille et assimilés	0	0	0	0	0	0			
Frais d'administration	-323	-69	-392	-732	-152	-884	-108	-37	-145
Autres produits et charges opérationnels courants	-2	-81	-83	-350	-180	-530		-59	-59
Total autres produits et charges opérationnels courants	-14 036	-1 417	-15 453	-14 063	-2 501	-16 564	-10 044	-1 160	-11 204
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT	543	34	577	1 177	189	1 366	636	12	648
Autres produits et charges non courants	-48	46	-2	-4	-6	-10			
Charge de financement	-17	-17	-34	-38	-1	-39			-12
Impôts sur les résultats	-136	-28	-164	-328	-54	-382			-163
RESULTAT NET CONSOLIDE	342	35	377	807	128	935			473
Intérêts des minoritaires	-6	1	-5	-21	2	-19			
RESULTAT NET PART DU GROUPE	348	34	382	828	126	954			473

A la suite de la constitution de Crédit Agricole Assurances, les données annuelles 2008 ont été modifiées pour intégrer toutes les sociétés d'assurance du groupe.

(*) L'information comparative au 30 juin 2008 n'étant pas disponible, les contributeurs à l'information semestrielle 2008 sont les sociétés d'assurance Prédica et Pacifica.

Ventilation des provisions techniques d'assurance (Périmètre Crédit Agricole Assurances)

(en millions d'euros)	30.06.09			31.12.2008		
	Vie	Non vie	Total	Vie	Non vie	Total
CONTRATS D'ASSURANCES	86 853	3 620	90 473	76 093	3 083	79 176
CONTRATS D'INVESTISSEMENT AVEC PB DISCRETIONNAIRE	105 499	0	105 499	109 650	0	109 650
CONTRATS D'INVESTISSEMENT SANS PB DISCRETIONNAIRE	6 605	0	6 605	6 393	0	6 393
PROVISION POUR PARTICIPATION AUX BENEFICES et RISTOURNES						
AUTRES PROVISIONS TECHNIQUES (sinistres, autres...)	439	28	467	805	28	833
TOTAL DES PROVISIONS TECHNIQUES VENTILEES	199 396	3 648	203 044	192 941	3 111	196 052
PARTICIPATION AUX BENEFICES DIFFEREE ACTIVE ⁽¹⁾	4 716	0	4 716	5 211	0	5 211
PART DES REASSUREURS DANS LES PROVISIONS TECHNIQUES	300	517	817	267	416	683
PROVISIONS TECHNIQUES NETTES	194 380	3 131	197 511	187 463	2 695	190 158

A la suite de la constitution de Crédit Agricole Assurances, les données annuelles 2008 ont été modifiées pour intégrer toutes les sociétés d'assurance du groupe.

⁽¹⁾ La participation aux bénéfices différée active s'analyse ainsi :

Participation aux bénéfices différée	30.06.2009	31.12.2008
Participation différée sur revalorisation des titres AFS	3 715	4 611
Participation différée sur revalorisation des titres de trading	2 865	2 163
Autres participations différées (annulation PRE)	-1 864	-1 419
Total	4 716	5 355

Le caractère recouvrable de cet actif a fait l'objet de tests, en conformité avec la recommandation du CNC du 19 décembre 2008.

Le périmètre de la participation aux bénéfices de 2009 comprend désormais Prédica pour la partie la plus significative ainsi que Bes Vida et CA Vita. Les données annuelles de 2008 ne comprennent que Prédica.

Pour justifier le caractère recouvrable de l'actif de participation aux bénéfices différée, des tests sont réalisés pour déterminer la capacité d'imputer les moins-values latentes sur les participations futures en amont du test de suffisance des passifs, en conformité avec la recommandation du CNC du 19 décembre 2008. Ces tests s'appuient :

- en premier lieu, sur des analyses de liquidité de la compagnie ; ces dernières illustrent la capacité de l'entreprise à mobiliser des ressources pour faire face à ses engagements et sa capacité de détention des actifs en moins-values latentes même en cas d'une détérioration de la production nouvelle. Les tests ont été réalisés avec et sans production nouvelle ;
- en deuxième lieu, sur une comparaison entre la valeur moyenne des prestations futures évaluées par le modèle interne répliquant les décisions de gestion de la compagnie et la valeur de l'actif en représentation des engagements en valeur de marché ; elle illustre la capacité de l'entreprise à honorer ses engagements.

Enfin, des tests de sensibilités sur la capacité d'activer la participation aux bénéfices différée sont également réalisés :

- en cas d'une hausse uniforme de 15 % des rachats s'appliquant à des taux de rachats issus des scénarios proche de ceux de l'autorité de contrôle des assurances et des mutuelles (ACAM) ;
- en cas de baisse supplémentaire de 10 % des marchés actions.

4.3. BANQUE DE PROXIMITE EN FRANCE – RESEAU DES CAISSES REGIONALES

Activité et contribution des Caisses régionales et de leurs filiales

<i>(en millions d'euros)</i>	30.06.2009	31.12.2008	30.06.2008
Produit net bancaire corrigé (1)	6 236	11 262	5 912
Charges de fonctionnement	-3 460	-6 915	-3 519
Résultat brut d'exploitation	2 776	4 347	2 393
Coût du risque	-930	-1 337	-683
Résultat d'exploitation	1 846	3 010	1 710
Autres éléments	4	7	4
Impôt	-607	-924	-583
Résultat net cumulé des Caisses régionales corrigé	1 243	2 093	1 131
Résultat net cumulé des filiales de Caisses régionales consolidées	-38	48	38
Retraitements et éliminations de consolidation			
Résultat net consolidé des sociétés mises en équivalence (100%)	1 205	2 141	1 169
Résultat net consolidé des sociétés mises en équivalence (25%)	301	535	292
Retraitements et éliminations de consolidation	-15	-16	-13
Profit d'augmentation dans la quote-part des réserves des Caisses régionales	-2	5	6
Profit d'augmentation dans la quote-part de résultat des Caisses régionales (2)	143	153	153
Quote-part de résultat des mises en équivalence	427	677	438

(1) PNB IFRS cumulé corrigé des dividendes SAS Rue La Boétie reçus par les Caisses régionales et la rémunération des T3CJ émis par Crédit Agricole S.A.

(2) Notamment écart entre dividendes réellement versés par les Caisses régionales à Crédit Agricole S.A. et dividendes calculés au pourcentage de détention des Caisses Régionales par Crédit Agricole S.A.

5. NOTES RELATIVES AU BILAN AU 30 JUIN 2009

5.1. ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR PAR RESULTAT

Actifs financiers à la juste valeur par résultat

	30.06.2009	31.12.2008
<i>(en millions d'euros)</i>		
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	443 207	548 105
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	37 602	30 224
Juste valeur au bilan	480 809	578 329
<i>Dont Titres prêtés</i>	862	2 881

Actifs financiers détenus à des fins de transaction

	30.06.2009	31.12.2008
<i>(en millions d'euros)</i>		
Créances sur la clientèle	404	1 228
Titres reçus en pension livrée	42 537	56 072
Titres détenus à des fins de transaction	105 780	105 246
- Effets publics et valeurs assimilées	48 429	41 263
- Obligations et autres titres à revenu fixe	49 058	52 517
- Actions et autres titres à revenu variable	8 293	11 466
Instruments dérivés	294 486	385 559
Juste valeur au bilan	443 207	548 105

Actifs financiers à la Juste Valeur par résultat sur option

	30.06.2009	31.12.2008
<i>(en millions d'euros)</i>		
Actifs représentatifs de contrats en unités de compte	34 365	27 821
Titres à la juste valeur par résultat sur option	3 237	2 403
- Effets publics et valeurs assimilés	7	
- Obligations et autres titres à revenu fixe	2 011	1 687
- Actions et autres titres à revenu variable	1 219	716
Juste valeur au bilan	37 602	30 224

Passifs financiers à la juste valeur par résultat

	30.06.2009	31.12.2008
<i>(en millions d'euros)</i>		
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	403 968	497 947
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option		
Juste valeur au bilan	403 968	497 947

Passifs financiers détenus à des fins de transaction

	30.06.2009	31.12.2008
<i>(en millions d'euros)</i>		
Titres vendus à découvert	22 849	25 936
Dettes représentées par un titre	26 696	24 408
Titres donnés en pension livrée	61 560	70 559
Dettes envers la clientèle		
Instruments dérivés	292 863	377 044
Juste valeur au bilan	403 968	497 947

5.2. GAINS ET PERTES LATENTS SUR ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES A LA VENTE

<i>(en millions d'euros)</i>	30.06.2009			31.12.2008		
	Juste valeur	Gains latents	Pertes latentes	Juste valeur	Gains latents	Pertes latentes
Effets publics et valeurs assimilées	61 278	501	-254	54 876	600	-113
Obligations et autres titres à revenu fixe	118 695	441	-3 259	100 605	437	-4 761
Actions et autres titres à revenu variable	11 937	128	-1 670	11 423	122	-2 206
Titres de participation non consolidés	4 490	614	-126	5 538	918	-1 602
Créances disponibles à la vente	152	1	0	153	1	
Créances rattachées	3 106	0	0	2 654	0	
Valeur au bilan des actifs financiers disponibles à la vente	199 658	1 685	-5 309	175 249	2 078	-8 682
Impôts		-405	1 712		-505	2 362
Gains et pertes latents sur actifs financiers disponibles à la vente (net d'IS) (1)		1 280	-3 597		1 573	-6 320

(1) Au 30 juin 2009, le montant de moins-values nettes latentes de 2,3 milliards d'euros est compensé par la participation aux bénéfices différée active nette d'impôt de 2,5 milliards d'euros des sociétés d'assurance du Groupe; le solde de 0,2 milliard d'euros correspond au montant de plus-values nettes latentes enregistrées au 30 juin 2009 en capitaux propres recyclables (cf tableau de variation des capitaux propres). Une forte baisse des pertes latentes sur titres de participation non consolidés de 1,5 milliards d'euros est constatée au 1er semestre chez Crédit Agricole SA suite à la consolidation au 30 juin 2009 d'Intesa San Paolo.

5.3. PRETS ET CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET SUR LA CLIENTELE

Prêts et créances sur les établissements de crédit

<i>(en millions d'euros)</i>	30.06.2009	31.12.2008
Etablissements de crédit		
Comptes et prêts	57 361	42 342
dont comptes ordinaires débiteurs sains	25 595	21 485
dont comptes et prêts au jour le jour sains	14 884	3 395
Valeurs reçues en pension	776	429
Titres reçus en pension livrée	32 314	35 326
Prêts subordonnés	433	487
Titres non cotés sur un marché actif	1 851	1 808
Autres prêts et créances	191	132
Total	92 926	80 524
Créances rattachées	246	440
Dépréciations	418	340
Valeur nette	92 754	80 624
Opérations internes au Crédit Agricole		
Comptes ordinaires	350	3 250
Comptes et avances à terme	248 204	241 547
Prêts subordonnés		15
Total	248 554	244 812
Créances rattachées	1 070	1 161
Dépréciations		
Valeur nette	249 624	245 973
VALEUR NETTE AU BILAN	342 378	326 597

Prêts et créances sur la clientèle

<i>(en millions d'euros)</i>	30.06.2009	31.12.2008
Opérations avec la clientèle		
Créances commerciales	9 332	11 454
Autres concours à la clientèle	252 435	248 534
Titres reçus en pension livrée	30 356	25 176
Prêts subordonnés	514	554
Titres non cotés sur un marché actif	13 812	13 720
Créances nées d'opérations d'assurance directe	1 597	1 022
Créances nées d'opérations de réassurance	240	241
Avances en comptes courants d'associés	345	370
Comptes ordinaires débiteurs	39 190	37 459
Total	347 821	338 530
Créances rattachées	1 413	1 696
Dépréciations	10 485	9 212
Valeur nette	338 749	331 014
Opérations de location financement		
Location-financement immobilier	7 395	7 277
Location-financement mobilier, location simple et opérations assimilées	10 525	10 581
Total	17 920	17 858
Créances rattachées	358	368
Dépréciations	271	203
Valeur nette	18 007	18 023
VALEUR NETTE AU BILAN	356 756	349 037

Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle par agent économique: détail des douteux et des dépréciations (hors opérations internes au Crédit Agricole)

<i>(en millions d'euros)</i>	30.06.2009					Total
	Encours bruts	dont Encours douteux	dépréciations / encours douteux	dont Encours douteux compromis	dépréciations / encours douteux compromis	
Administrations centrales	6 997	49	44	88	83	6 870
Institutions non établissements de crédit	18 267	217	55	24	12	18 200
Etablissements de crédit	92 926	480	258	114	103	92 565
Grandes entreprises	183 478	5 268	1 786	1 156	947	180 745
Clientèle de détail	156 998	3 083	1 779	4 855	2 460	152 759
Total (*)	458 666	9 097	3 922	6 237	3 605	451 139
Créances rattachées nettes						1 508
Dépréciations sur base collective						-3 137
Valeurs nettes au bilan						449 510

* Dont encours clientèle sains restructurés (non dépréciés) pour 1 735 millions d'euros.

31.12.2008						
<i>(en millions d'euros)</i>	Encours bruts	dont Encours douteux	dépréciations / encours douteux	dont Encours douteux compromis	dépréciations / encours douteux compromis	Total
Administrations centrales	3 656	14	6	77	73	3 577
Institutions non établissements de crédit	16 020	81	29	13	11	15 980
Etablissements de crédit	80 524	273	245	39	38	80 241
Grandes entreprises	183 532	4 197	1 662	1 450	947	180 923
Clientèle de détail	153 180	3 374	1 576	4 044	2 168	149 436
Total (*)	436 912	7 939	3 518	5 623	3 237	430 157
Créances rattachées nettes						2 002
Dépréciations sur base collective						-2 498
Valeurs nettes au bilan						429 661

* Dont encours clientèle sains restructurés (non dépréciés) pour 1 299 millions d'euros.

5.4. DEPRECIATIONS INSCRITES EN DEDUCTION DES ACTIFS FINANCIERS

<i>(en millions d'euros)</i>	31.12.2008	Variation de périmètre	Dotations	Reprises et utilisations	Ecart de conversion	Autres mouvements	30.06.2009
Créances sur établissements de crédit	340		88	-14	4		418
Créances sur la clientèle (1)	9 212	-15	2 457	-1 229	-18	78	10 485
dont dépréciations collectives (2)	2 498	1	631	-86	-8	100	3 136
Opérations de location financement (3)	203	3	129	-101	-1	38	271
Titres détenus jusqu'à l'échéance	0						0
Actifs disponibles à la vente (4)	2 846	53	504	-332	1	18	3 090
Autres actifs financiers	120	-8	9	-16	-1	2	106
Total des dépréciations d'actifs financiers	12 721	33	3 187	-1 692	-15	136	14 370

(1) et (3) dont +100 M€ correspondant à la juste valeur à la date d'acquisition des prêts et créances de Ducato et +/- 41 millions d'euros de reclassement en opérations de location financement par Emporiki.

(2) dont +102 millions d'euros de reclassement par Emporiki en provenance des dépréciations individuelles.

(4) dont +19 millions d'euros d'ajustement de la juste valeur des titres du portefeuille détenu par CA VITA.

5.5. DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET LA CLIENTELE

Dettes envers les établissements de crédit

(en millions d'euros)	30.06.2009	31.12.2008
Etablissements de crédit		
Comptes et emprunts	82 191	104 228
dont comptes ordinaires créditeurs	6 366	7 449
dont comptes et emprunts au jour le jour	16 981	11 148
Valeurs données en pension	11 469	14 004
Titres donnés en pension livrée	22 571	31 548
Sous-total	116 231	149 780
Dettes rattachées	623	872
Total	116 854	150 652
Opérations internes au Crédit Agricole		
Comptes ordinaires créditeurs	5 542	4 539
Comptes et avances à terme	17 151	14 912
Sous-total	22 693	19 451
Dettes rattachées	386	322
Total	23 079	19 773
VALEUR AU BILAN	139 933	170 425

Dettes envers la clientèle

(en millions d'euros)	30.06.2009	31.12.2008
Comptes ordinaires créditeurs	86 240	75 378
Comptes d'épargne à régime spécial	201 833	194 639
Autres dettes envers la clientèle	117 131	107 869
Titres donnés en pension livrée	61 889	35 000
Dettes nées d'opérations d'assurance directe	1 618	1 559
Dettes nées d'opérations de réassurance	333	449
Dettes pour dépôts d'espèces reçus des cessionnaires et rétrocessionnaires en représentation d'engagements techniques	2	
Total	469 046	414 894
Dettes rattachées	3 487	6 517
VALEUR AU BILAN	472 533	421 411

5.6. DETTES REPRESENTÉES PAR UN TITRE ET DETTES SUBORDONNÉES

(en millions d'euros)	30.06.2009	31.12.2008
Dettes représentées par un titre		
Bons de caisse	276	246
Titres du marché interbancaire	4 500	4 534
Titres de créances négociables :	114 235	111 338
. Émis en France	72 328	63 438
. Émis à l'étranger	41 907	47 900
Emprunts obligataires	64 409	65 656
Autres dettes représentées par un titre	3 122	3 262
Total	186 542	185 036
Dettes rattachées	839	1 394
Valeur au bilan	187 381	186 430
Dettes subordonnées		
Dettes subordonnées à durée déterminée	18 634	15 235
Dettes subordonnées à durée indéterminée	19 670	19 325
Dépôt de garantie à caractère mutuel	112	103
Titres et emprunts participatifs	201	208
Total	38 617	34 871
Dettes rattachées	802	782
Valeur au bilan	39 419	35 653

Au 30 juin 2009, l'encours des titres super subordonnés est de 9 746 millions d'euros (9 014 millions d'euros au 31 décembre 2008) ; cette augmentation comprend notamment une nouvelle émission de 850 millions de dollars de TSDI. L'encours de titres « T3CJ » demeure inchangé à 1 839 millions d'euros.

5.7. IMMEUBLES DE PLACEMENT

(en millions d'euros)	31.12.2008	Variations de périmètre	Augmentations (Acquisitions)	Diminutions (Cessions et échéances)	Ecart de conversion	Autres mouvements	Solde 30.06.2009
Immeubles de placement							
Valeur brute	2 737	-5	152	-41		16	2 859
Amortissements et dépréciations	-108		-9	10		-8	-115
Valeur nette au bilan	2 629	-5	143	-31	0	8	2 744

Y compris Immeubles de placement donnés en location simple

5.8. IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES (HORS ECARTS D'ACQUISITION)

(en millions d'euros)	31.12.2008	Variations de périmètre	Augmentations (Acquisitions, regroupements d'entreprises)	Diminutions (Cessions et échéances)	Ecart de conversion	Autres mouvements (3)	Solde 30.06.2009
Immobilisations corporelles							
Valeur brute	8 127	42	437	-332	-21	134	8 387
Créances rattachées (1)	0						0
Amortissements et dépréciations (2)	-3 452	-13	-318	191	11	-74	-3 655
Valeur nette au bilan	4 675	29	119	-141	-10	60	4 732
Immobilisations incorporelles							
Valeur brute	3 026	172	123	-14	-4	354	3 657
Amortissements et dépréciations	-1 614	-41	-138	4	3	-10	-1 796
Valeur nette au bilan	1 412	131	-15	-10	-1	344	1 861

(1) Loyers courus non échus sur les immobilisations données en location simple

(2) y compris amortissements sur immobilisations données en location simple

(3) La variation des autres mouvements est principalement liée aux ajustements de la juste valeur des immobilisations acquises de Ducato, Forso et des activités apportées par Natixis à CACEIS

5.9. PROVISIONS

(en millions d'euros)	31.12.2008	Variations de périmètre	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Ecart de conversion	Autres mouvements	30.06.2009
Risques sur les produits épargne logement	380		13		-4			389
Risques d'exécution des engagements par signature	402		136		-45	-1	4	496
Risques opérationnels (1)	82	7	28	-8	-11			98
Engagements sociaux (retraites) et assimilés (2)	2 156	13	53	-134	-62	-3	10	2 033
Litiges divers (3)	945	-10	32	-46	-117	5	55	864
Participations	12	10	1		-4		-12	7
Restructurations	9							9
Autres risques (4)	1 225	3	131	-108	-96	-1	-11	1 143
Provisions	5 211	23	394	-296	-339	0	46	5 039

(1) Les principaux contributeurs sont les services financiers spécialisés, la gestion d'actifs et LCL.

(2) La ligne "Engagements sociaux (retraites) et assimilés" recense les avantages postérieurs à l'emploi sur des régimes à prestations définies, mais également les provisions au titre des médailles du travail et des engagements sociaux liés au plan de compétitivité chez LCL.

(3) Autres mouvements : 55 millions d'euros dont reclassements de +28 millions d'euros par LCL des stocks de provisions pour impôts différés des GIE fiscaux (précédemment en comptes de régularisations et divers au bilan) et de +11 millions d'euros par CA LEASING de provision pour risque fiscal supporté par LEICER (filiale déconsolidée au 1er semestre 2009)

(4) Cette ligne comprend les provisions pour risques divers, dont notamment celles liées au nouveau schéma directeur immobilier en Ile-de-France de LCL.

Provision épargne logement :

Encours collectés au titre des comptes et plans d'épargne-logement sur la phase d'épargne

<i>(En millions d'euros)</i>	30.06.2009	31.12.2008
Plans d'épargne-logement :		
Ancienneté de moins de 4 ans		
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	42 152	39 735
Ancienneté de plus de 10 ans	22 350	25 798
Total plans d'épargne-logement	64 502	65 533
Total comptes épargne-logement	14 452	14 720
Total encours collectés au titre des contrats épargne-logement	78 954	80 253

L'ancienneté est déterminée conformément au CRC 2007-01 du 14 décembre 2007.

Les encours de collecte sont des encours sur base d'inventaire à fin mai 2009 pour les données au 30 juin 2009 et à fin novembre 2008 pour les données au 31 décembre 2008, et hors prime d'état.

Encours de crédits en vie octroyés au titre des comptes et plans d'épargne-logement

<i>(En millions d'euros)</i>	30.06.2009	31.12.2008
Plans d'épargne-logement :	142	136
Comptes épargne-logement :	354	346
Total encours de crédits en vie octroyés au titre des contrats épargne-logement	496	482

Provision au titre des comptes et plans d'épargne-logement

<i>(En millions d'euros)</i>	30.06.2009	31.12.2008
Plans d'épargne-logement :		
Ancienneté de moins de 4 ans		
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	46	26
Ancienneté de plus de 10 ans	167	128
Total plans d'épargne-logement	213	154
Total comptes épargne-logement	176	226
Total provision au titre des contrats épargne-logement	389	380

L'ancienneté est déterminée conformément au CRC 2007-01 du 14 décembre 2007.

Dans l'organisation financière interne du groupe Crédit Agricole, les plans et les comptes épargne-logement collectés par les Caisses Régionales figurent à 100% au passif de Crédit Agricole S.A. et l'encours d'épargne indiqué dans les tableaux ci-dessus prend donc en compte la totalité de ces montants. En revanche, Crédit Agricole S.A. n'assume un risque que sur une fraction de ces encours (35% au 30/06/2009; 38% au 31/12/2008), le solde étant porté par les Caisses Régionales : la provision n'est constituée dans les comptes de Crédit Agricole S.A. qu'à hauteur du risque effectivement porté.

En conséquence, le rapport entre la provision constituée et les encours figurant au bilan du groupe Crédit Agricole S.A. n'est pas représentatif du niveau de provisionnement du risque épargne-logement.

5.10. CAPITAUX PROPRES

➤ Composition du capital au 30 juin 2009

Au 30 juin 2009, la répartition du capital et des droits de vote était la suivante :

Actionnaires	Nombre d'actions	% du capital	% des droits de vote
S.A.S. Rue La Boetie	1 279 595 454	55,16%	55,43%
Actions en autodétention	10 974 847	0,47%	
Salariés (FCPE)	108 699 603	4,69%	4,71%
Public	920 310 033	39,68%	39,86%
TOTAL	2 319 579 937	100,00%	100,00%

La valeur nominale des actions est de 3 euros. Ces actions sont entièrement libérées.

A la connaissance de la société, il n'existe pas d'autre actionnaire détenant directement, indirectement ou de concert, 5% ou plus du capital ou des droits de vote.

Au cours du 1^{er} semestre 2009, Crédit Agricole S.A. a procédé à une augmentation de capital de 849 millions d'euros (prime d'émission de 572 millions euros incluse) consécutive à l'exercice, par ses actionnaires de l'option pour le paiement du dividende en actions. Elle a donné lieu à la création de 93 237 441 actions nouvelles le 23 juin 2009, jour du règlement-livraison. A compter de cette date, le capital social de Crédit Agricole S.A. s'élève à 6 958 739 811 euros divisé en 2 319 579 937 actions ordinaires de 3 euros chacune de valeur nominale.

➤ **Actions de préférence**

Entité émettrice	Date d'émission	Montant de l'émission en millions de dollars	Montant de l'émission en millions d'euros	30.06.2009 en millions d'euros	31.12.2008 en millions d'euros
CA Preferred Funding LLC	janvier-03	1 500		1 061	1 078
CA Preferred Funding LLC	juillet-03	550		389	395
CA Preferred Funding LLC	décembre-03		550	550	550
Crédit Lyonnais Preferred capital 1 LLC	avril-02		750	750	750
		2 050	1 300	2 750	2 773

➤ **Résultat par action**

	30.06.2009	31.12.2008	30.06.2008
Résultat net part du Groupe de la période (en millions d'euros)	403	1 024	968
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période	2 211 355 158	1 992 344 500	1 652 127 686
Résultat de base par action (en euros)	0,182	0,514	0,586
Résultat dilué par action (en euros)	0,182	0,514	0,541 ⁽¹⁾

(1) Après prise en compte de l'augmentation de capital réalisée le 7 juillet 2008.

➤ **Dividendes**

Au titre de l'exercice 2008, l'Assemblée générale de Crédit Agricole S.A. a approuvé le versement d'un dividende net par action de 0.45 euros.

(en euros)	2008	2007	2006	2005	2004
Dividende net par action	0,45	1,20	1,15	0,94	0,66
Dividende global	0,45	1,20	1,15	0,94	0,81

Dividende payé au cours de l'exercice

Les montants relatifs aux dividendes figurent dans le tableau de variation des capitaux propres. Ils s'élèvent à 998 millions d'euros en 2009. Le paiement s'est effectué pour 852 millions d'euros en actions Crédit Agricole S.A. (soit l'émission de 93 237 441 actions) et 146 millions d'euros en numéraire.

6. ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE

<i>(en millions d'euros)</i>	30.06.2009	31.12.2008
Engagements donnés		
Engagements de financement	168 764	154 031
. Engagements en faveur des établissements de crédit	13 964	8 654
. Engagements en faveur de la clientèle	154 800	145 377
Ouverture de crédits confirmés	120 036	134 915
- Ouverture de crédits documentaires	8 114	8 898
- Autres ouvertures de crédits confirmés	111 922	126 017
Autres engagements en faveur de la clientèle	34 764	10 462
Engagements de garantie	98 498	102 640
. Engagements d'ordre des établissements de crédit	11 339	14 284
Confirmations d'ouverture de crédits documentaires	2 574	2 680
Autres garanties	8 765	11 604
. Engagements d'ordre de la clientèle	87 159	88 356
Cautions immobilières	2 177	2 289
Garanties financières	12 441	10 780
Autres garanties d'ordre de la clientèle	72 541	75 287
Engagements reçus		
Engagements de financement	36 403	16 510
. Engagements reçus des établissements de crédit	29 522	15 652
. Engagements reçus de la clientèle	6 881	858
Engagements de garantie	181 654	177 010
. Engagements reçus des établissements de crédit	37 236	36 885
. Engagements reçus de la clientèle	144 418	140 125
Garanties reçues des administrations publiques et assimilées	15 162	13 341
Autres garanties reçues	129 256	126 784

Créances reçues et apportées en garantie dans le cadre de la SFEF

Le groupe Crédit Agricole participe aux refinancements accordés par la Société de Financement de l'Economie Française (SFEF). Dans le cadre de cette opération, les Caisses régionales et certaines filiales du Groupe apportent des créances en garantie à Crédit Agricole S.A., qui les apporte ensuite à la SFEF pour garantir les prêts que cette dernière octroie au Groupe. Dans le groupe Crédit Agricole S.A., les garanties apportées par les Caisses régionales et les garanties reçues par Crédit Agricole S.A. ne s'annulent pas totalement compte tenu de la mise en équivalence des Caisses régionales. Au total, 26.8 milliards d'euros de créances ont été apportés en garantie à la SFEF dans le cadre de cette opération au premier semestre 2009, contre 4.8 milliards d'euros en 2008. Les Caisses régionales et filiales conservent l'intégralité des risques et avantages associés à ces créances.

7. RECLASSEMENTS D'INSTRUMENTS FINANCIERS

Conformément à l'amendement de la norme IAS 39 publié et adopté par l'Union Européenne en octobre 2008, il est désormais autorisé d'opérer les reclassements suivants :

des catégories « actifs financiers détenus à des fins de transaction » et « actifs financiers disponibles à la vente » vers la catégorie « prêts et créances », si l'entité a désormais l'intention et la capacité de conserver l'actif financier concerné dans un avenir prévisible ou jusqu'à l'échéance et si les critères d'éligibilité à cette catégorie sont respectés (notamment actif financier non coté sur un marché actif) ;

dans le cas de circonstances rares et documentées, de la catégorie « actifs financiers détenus à des fins de transaction » vers les catégories « actifs financiers disponibles à la vente » ou « actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance », si les critères d'éligibilité sont respectés.

- **Principes retenus par le groupe Crédit Agricole s.A.**

Les reclassements hors de la catégorie « actifs financiers détenus à des fins de transaction » auxquels le groupe a procédé depuis l'entrée en vigueur de l'amendement IAS 39 adopté par l'Union Européenne le 15 octobre 2008 ont été décidés puis réalisés dans le respect des conditions fixées par cet amendement. Ils ont été inscrits dans leur nouvelle catégorie comptable pour leur juste valeur à la date du reclassement.

- **Reclassements effectués par le groupe Crédit Agricole s.A.**

En application de l'amendement de la norme IAS 39 publié et adopté par l'Union européenne en octobre 2008, le groupe Crédit Agricole s.A. a réalisé en 2009, comme elle l'avait fait en 2008, des reclassements tels que permis par l'amendement de la norme IAS 39.

Les informations sur ces reclassements sont données ci-dessous.

- **Nature, justification et montant des reclassements opérés**

Le groupe Crédit Agricole s.A. a opéré au cours du 1^{er} semestre 2009 des reclassements des catégories « actifs financiers à la juste valeur par résultat » vers la catégorie « prêts et créances » pour les actifs financiers pour lesquels le Groupe a changé d'intention de gestion, qui est désormais de conserver ces actifs financiers dans un avenir prévisible, et non plus de les céder à court terme.

Ces reclassements concernent des opérations de syndication qui ont été opérées au cours du 1^{er} semestre 2009.

La valeur de reclassement, à cette date, des reclassements effectués au cours du 1^{er} semestre 2009 est reprise dans le tableau ci-dessous, de même que les valeurs à la clôture de ces actifs financiers transférés ainsi que des actifs transférés antérieurement et toujours à l'actif du Groupe au 30 juin 2009 :

	Total actifs reclassés		Actifs reclassés au 1 ^{er} semestre 2009			Actifs reclassés antérieurement	
	Valeur au bilan 30/06/2009	Valeur de marché estimée au 30/06/2009	Valeur de reclassement	Valeur au bilan 30/06/2009	Valeur de marché estimée 30/06/2009	Valeur au bilan 30/06/2009	Valeur de marché estimée 30/06/2009
<i>(en millions d'euros)</i>							
Actifs financiers à la juste valeur par résultat transférés en prêts et créances	11 383 ^(*)	10 026	748	748	746	10 635 ^(*)	9 280

(*) Au cours du premier semestre 2009, une reprise par résultat de la décote sur des créances antérieurement classées en trading a été constatée pour un montant de 8 millions d'euros

- **Variation de juste valeur comptabilisée en résultat relative aux actifs reclassés**

La variation de juste valeur comptabilisée en résultat relative aux actifs reclassés au cours du 1^{er} semestre 2009 est reprise dans le tableau ci-dessous.

<i>(en millions d'euros)</i>	Variation de juste valeur comptabilisée	
	En 2009, à la date de reclassement	En 2008
Actifs financiers à la juste valeur par résultat transférés en prêts et créances	-6	-51

- **Contribution des actifs transférés au résultat depuis le reclassement**

La contribution des actifs transférés dans le résultat de l'exercice, depuis la date de reclassement comprend l'ensemble des profits, pertes, produits et charges comptabilisés en résultat ou dans les autres éléments du résultat global.

<i>(en millions d'euros)</i>	Impact résultat 2009 avant impôt, depuis le reclassement					
	Actifs reclassés au 1 ^{er} semestre 2009			Actifs reclassés antérieurement à 2009		
	30/06/2009		30/06/2009	31/12/2008		31/12/2008
	Produits et charges réellement comptabilisés	Si l'actif avait été conservé dans son ancienne catégorie (variation de juste valeur)	Produits et charges réellement comptabilisés	Si l'actif avait été conservé dans son ancienne catégorie (variation de juste valeur)	Produits et charges réellement comptabilisés	Si l'actif avait été conservé dans son ancienne catégorie (variation de juste valeur)
Actifs financiers à la juste valeur par résultat transférés en prêts et créances		-2	32	-657	124	-637

- **Informations complémentaires**

A la date de reclassement, les actifs financiers reclassés sur le 1^{er} semestre 2009 présentent des taux d'intérêt effectif compris entre 2% et 9.3%.

8. JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS

8a : Juste valeur des actifs et passifs valorisés sur la base de données non observables

La juste valeur de certains instruments financiers est déterminée selon des techniques de valorisation non basées sur des données de marché observables. Il s'agit en particulier au 30 juin 2009 :

de parts de CDO à sous-jacents immobilier américain ;
de la juste valeur des couvertures sur certains des CDO à sous-jacents immobilier américain mentionnés ci-dessus ;
de produits de type CDO indexés sur du risque de crédit corporate (activités de corrélation);
dans une moindre mesure, de la juste valeur d'autres produits dérivés de taux, d'actions et de crédit.

Méthode de valorisation

La méthodologie d'évaluation des CDO super senior à sous-jacents résidentiels américains est au 30 juin 2009 la suivante :

CDO super senior évalués à la juste valeur, les décotes sont obtenues à partir de l'application d'un scénario de crédit sur les sous-jacents (prêts résidentiels principalement) des ABS constituant chaque CDO

- Les taux de pertes finales appliquées sur les prêts en vie, sont calibrés en fonction de la qualité et de la date d'origination de chaque prêt résidentiel :

Taux de pertes <i>subprime</i> produits			
<i>Arrêtés</i>	2005	2006	2007
31/12/07	10 %	20 %	20 %
30/06/08	14 %	25 %	30 %
31/12/08	18 %	32 %	38 %
30/06/09	25 %	42 %	49 %

L'horizon de constatation de ces pertes a été fixé à 40 mois (avec une constatation progressive des pertes sur cette période)

Une décote forfaitaire de 15 % a été appliquée à une tranche super senior non touchée par ce scénario.

La sensibilité à une hausse de 10 % des taux de perte finales est de 90 millions d'euros.

CDO super senior évalués au coût amorti : ils sont dépréciés en cas de risque de crédit avéré

La valorisation des CDO corporates est faite à l'aide d'un modèle de pricing qui distribue les pertes anticipées en fonction de la subordination des transactions. Ce modèle utilise à la fois des données observables (marges sur les « Credit default Swaps ») et des données dont l'observabilité s'est fortement dégradée depuis 2008 (corrélations issues de CDO sur panier type de noms corporates). Calyon a adapté en 2009 son modèle pour tenir compte de cette dégradation. En particulier, sur les tranches seniors les plus illiquides, Calyon a introduit des paramètres de valorisation adaptés à son appréciation du risque intrinsèque de ses expositions.

(en millions d'euros)

	30/06/2009			
	Valeur comptable (si différente de la juste valeur)	Juste valeur comptabilisée ou fournie dans les états financiers	dont déterminée selon des techniques de valorisation non basées sur des données de marché observables	variation de la période de la juste valeur issue de techniques de valorisation non basées sur des données de marché observables
Actifs financiers détenus à des fins de transaction		443 207	22 081	-13 496
Actifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du compte de résultat		37 602		
Actifs financiers disponibles à la vente		199 658		
Prêts et créances	699 134	704 566	1 685	-414
Passifs financiers détenus à des fins de transaction		403 968	9 561	302
Passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du compte de résultat				

La variation de juste valeur sur le 1^{er} semestre 2009 comprend essentiellement :

- l'effet des dépréciations constatées sur les parts de CDO à sous-jacents immobilier américain et leurs couvertures, à hauteur de -1,1 milliard d'euros environ ;
- la variation de valeur d'autres produits dérivés de taux, de crédit ou d'actions, et en particulier des CDO corporate valorisés sur la base de données devenues non observables en 2008, à hauteur de -10 milliards d'euros environ.

Le montant de juste valeur (et de sa variation) sur ces seuls produits n'est cependant pas représentatif. En effet, ces produits sont très largement couverts par d'autres, plus simples et individuellement valorisés à partir de données jugées observables. Les valorisations (et leurs variations) de ces produits de couverture, en grande partie symétriques à celles des produits valorisés sur la base de données jugées non observables, n'apparaissent pas, elles, dans le tableau ci-dessus.

A titre d'illustration, le produit net bancaire des activités incluant essentiellement des produits valorisés à partir des données non observables et les instruments de couverture associés a été sur le 1^{er} semestre 2009 de l'ordre de -1,1 milliard d'euros (dont -0,5 milliard d'euros au titre des activités de corrélation).

Sensibilité des justes valeurs déterminées à partir de techniques de valorisation fondées sur des données non observables

Au 30 juin 2009, la sensibilité aux paramètres utilisés dans les modèles selon des hypothèses alternatives raisonnables s'élève environ à 288 millions d'euros (portant majoritairement sur les activités en cours d'arrêt : 90 millions sur les CDO à sous-jacents résidentiels américains et 184 millions sur les activités de CDO corporate).

31.12.2008				
(en millions d'euros)	Valeur comptable (si différente de la juste valeur)	Juste valeur comptabilisée ou fournie dans les états financiers	dont déterminée selon des techniques de valorisation non basées sur des données de marché observables	variation de la période de la juste valeur issue de techniques de valorisation non basées sur des données de marché observables
Actifs financiers détenus à des fins de transaction		548 105	38 670	24 659
Actifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du compte de résultat		30 224		
Actifs financiers disponibles à la vente		175 249		
Prêts et créances	675 634	679 296	2100	-54
Passifs financiers détenus à des fins de transaction		497 947	9273	-5244
Passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du compte de résultat				

La variation nette de juste valeur de plus de 19 milliards d'euros sur l'exercice 2008 comprenait essentiellement :

- l'effet des dépréciations constatées sur les parts de CDO à sous-jacents immobilier américain et leurs couvertures, pour 3 milliards d'euros,
- la variation de valeur d'autres produits dérivés de taux, de crédit ou d'actions, et en particulier des CDO corporate valorisés sur la base de données devenues non observables en 2008.

La variation de juste valeur ne reflétait, comme en 2009, que l'effet des variations de juste valeur sur des produits valorisés à partir de données non observables sans l'effet des couvertures associées qui sont valorisées à partir de données jugées observables. A titre d'illustration, le produit net bancaire des activités incluant essentiellement des produits valorisés à partir des données non observables et les instruments de couverture associés a été pour l'exercice 2008 de l'ordre de -4 milliards d'euros (dont -0,9 milliard d'euros au titre des activités de corrélation).

8b : Evaluation de l'impact de la prise en compte de la marge à l'origine (day one)

<i>En millions d'euros</i>	30.06.2009	31.12.2008
Marge différée au 1er janvier	361	450
Marge générée par les nouvelles transactions de l'année	40	119
Comptabilisé en résultat durant la période		
Amortissement et transactions annulées / remboursées / échues	-101	-208
Marge différée en fin de période	300	361

9. ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS A LA FIN DE LA PÉRIODE INTERMÉDIAIRE

Crédit Agricole S.A. et Société Générale signent l'accord définitif pour créer un pôle commun de gestion d'actifs

Suite à l'annonce le 26 janvier 2009 de la signature d'un accord préliminaire, Crédit Agricole S.A. et Société Générale ont signé le 9 juillet 2009 un accord définitif en vue du rapprochement de leurs activités de gestion d'actifs, donnant ainsi naissance à un pôle commun de gestion d'actifs d'envergure mondiale.

Ce nouvel acteur majeur, dont les actifs sous gestion se montent à 591 Mds d'euros, se situera au 4^{ème} rang européen et au 8ème rang mondial. Il anticipe ainsi l'évolution profonde du paysage de l'asset management, dont la consolidation est en marche.

Sa vocation est d'être le fournisseur de référence de solutions d'épargne pour les réseaux de banque de détail des groupes Crédit Agricole et Société Générale et un asset manager multi-expertises répondant aux besoins des clients institutionnels.

Ce nouveau pôle réunit 100 % des activités du groupe CAAM auxquelles la Société Générale apporte ses activités de gestion européennes et asiatiques ainsi que 20 % de TCW, sa filiale de gestion d'actifs aux Etats-Unis. Le nouvel ensemble sera détenu à hauteur de 75% par Crédit Agricole S.A. et 25% par la Société Générale.

L'opération devrait être clôturée au cours du second semestre 2009.

Evolution du réseau de banque de détail en Afrique

Dans l'attente de la cession annoncée le 25 novembre 2008 du réseau de banques de détail en Afrique à Attijariwafa Bank, Crédit Agricole SA maintient les cinq sociétés en résultat, actifs et passifs non courants destinés à être cédés (IFRS5)

Les évolutions constatées au bilan et au résultat depuis le 1er janvier 2009 s'expliquent uniquement par la comptabilisation du résultat de l'année et la distribution des dividendes.

Concomitamment à la cession, l'accord prévoyait le renforcement de la position du Groupe au Maroc, d'une part dans les métiers de banque universelle avec l'acquisition par Crédit Agricole S.A. de 24% supplémentaires du capital de Crédit du Maroc, d'autre part dans le crédit à la consommation avec l'acquisition par Sofinco, filiale à 100% de Crédit Agricole S.A., de 15% du capital de Wafasalaf.

La finalisation de cette opération est soumise à l'obtention des autorisations nécessaires de la part des autorités compétentes et devrait être clôturée au cours du quatrième trimestre 2009.

10. PERIMETRE DE CONSOLIDATION AU 30 JUIN 2009

Périmètre de consolidation Groupe Crédit Agricole SA	(a)	Implantation	Méthode 30 juin-09	% de contrôle		% d'intérêt	
				30-juin-09	31-déc-08	30-juin-09	31-déc-08
BANQUE DE PROXIMITÉ EN FRANCE							
Établissement bancaire et financier							
Banque Chalus		France	Equivalence	25,3	25,3	25,3	25,3
Banque Thémis		France	Globale	100,0	100,0	95,1	95,1
Caisse régionale Alpes Provence		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse régionale Alsace Vosges		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse régionale Aquitaine		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse régionale Atlantique Vendée		France	Equivalence	25,1	25,1	25,1	25,1
Caisse régionale Brie Picardie		France	Equivalence	25,2	25,2	25,2	25,2
Caisse régionale Centre Est		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse régionale Centre France		France	Equivalence	25,3	25,3	25,3	25,3
Caisse régionale Centre Loire		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse régionale Centre Ouest		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse régionale Champagne Bourgogne		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse régionale Charente Maritime - Deux Sèvres		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse régionale Charente-Périgord		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse régionale Côtes d'Armor		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse régionale de l'Anjou et du Maine		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse régionale des Savoie		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse régionale Finistère		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse régionale Franche Comte		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse régionale Guadeloupe		France	Equivalence	27,2	27,2	27,2	27,2
Caisse régionale Ile et Vilaine		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse régionale Languedoc		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse régionale Loire - Haute Loire		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse régionale Lorraine		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse régionale Martinique		France	Equivalence	28,2	28,2	28,2	28,2
Caisse régionale Morbihan		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse régionale Nord de France		France	Equivalence	24,8	25,1	24,8	25,1
Caisse régionale Nord Midi Pyrénées		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse régionale Nord-Est		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse régionale Normandie		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse régionale Normandie Seine		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse régionale Paris et Île de France		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse régionale Provence - Côte d'Azur		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse régionale Pyrénées Gascogne		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse régionale Réunion		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse régionale Sud Méditerranée		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse régionale Sud Rhône Alpes		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse régionale Toulouse Midi Toulousain		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse régionale Touraine Poitou		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse régionale Val de France		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Cofam		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Interfimo		France	Globale	99,0	99,0	94,1	94,1
LCL		France	Globale	95,1	95,1	95,1	95,1
Mercagentes		Espagne	Equivalence	25,0	25,0	20,6	20,6
Sircam		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Sociétés de crédit-bail et location							
Locam		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Sociétés d'investissement							
Bercy Participations		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
CA Centre France Développement		France	Equivalence	25,3	25,3	21,0	21,0

Périmètre de consolidation Groupe Crédit Agricole SA	(a)	Implantation	Méthode 30-juin-09	% de contrôle		% d'intérêt	
				30-juin-09	31-déc-08	30-juin-09	31-déc-08
CACF Immobilier		France	Equivalence	25,3	25,3	25,3	25,3
CADS Développement		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Calixte Investissement		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Cofinep		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Crédit Agricole Centre Est Immobilier		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
L'Immobilier d'A Côté	E	France	Equivalence	25,0		25,0	
Nord Est Champagne Agro Partenaires		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Participex		France	Equivalence	31,4	31,8	28,1	28,4
Prestimmo		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Sepli		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Sequana		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Socadif		France	Equivalence	25,0	25,0	22,8	22,8
Vauban Finance		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,1
Assurance							
Assurances du CA Nord-Pas de Calais		France	Equivalence	64,8	65,1	54,3	54,4
Divers							
Adret Gestion		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Alsace Elite		France	Equivalence	25,0	25,0	23,7	23,7
C.L. Verwaltungs und Beteiligungsgesellschaft GmbH		Allemagne	Globale	100,0	100,0	95,1	95,1
CA Participations		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Caapimmo 4		France	Equivalence	25,0	25,0	24,8	24,8
Caapimmo 6		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
CAL Immobilier	E	France	Equivalence	25,0		25,0	
CAP Actions (ex Force Alpes Provence)		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Caryatides Finance		France	Equivalence	24,8	25,1	21,8	22,1
Centre France Location Immobilière		France	Equivalence	25,3	25,3	25,3	25,3
Creagrisere		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	23,9
Crédit Lyonnais Développement Économique (CLDE)		France	Globale	100,0	100,0	95,1	95,1
Crédit Lyonnais Europe		France	Globale	100,0	100,0	95,1	95,1
Crédit Lyonnais Preferred Capital		États-Unis	Globale	100,0	100,0	0,0	0,0
Créer S.A.		France	Equivalence	24,8	25,1	7,4	7,5
Europimmo		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Fonds dédié Elstar		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Fonds diversifiés Centre Loire		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Force Alsace		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Force Aquitaine		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Force CACF		France	Equivalence	25,3	25,3	25,3	25,3
Force CAM Guadeloupe Avenir		France	Equivalence	27,2	27,2	27,2	27,2
Force Charente Maritime Deux Sèvres		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Force Iroise	E	France	Equivalence	25,0		25,1	
Force Lorraine Duo		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Force Midi		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Force Oise	S (3)	France	Equivalence		25,2		25,3
Force Run		France	Equivalence	25,0	25,0	25,1	25,1
Force Tolosa	S (3)	France	Equivalence		25,0		25,0
Force Toulouse Diversifié		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Force 4		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Gard Diversifié	S (3)	France	Equivalence		25,0		25,0
Green Island		France	Equivalence	25,0	25,0	25,1	25,1
Infosud Gestion		France	Equivalence	25,0	25,0	22,1	22,1
Morbihan Gestion		France	Equivalence	25,0	25,0	25,1	25,1
NMP Gestion		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Nord de France Immobilier		France	Equivalence	24,8	25,1	24,8	25,1

Périmètre de consolidation Groupe Crédit Agricole SA	(a)	Implantation	Méthode 30-juin-09	% de contrôle		% d'intérêt	
				30-juin-09	31-déc-08	30-juin-09	31-déc-08
Ozenne Institutionnel		France	Equivalence	25,0	25,0	25,3	25,3
Patrimocam	S (3)	France	Equivalence		25,0		25,0
Patrimocam 2	S (3)	France	Equivalence		25,0		25,0
PCA IMMO		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
PG IMMO		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Pyrénées Gascogne Gestion	E	France	Equivalence	25,0		25,0	
S.A.S. Immnord		France	Equivalence	24,8	25,1	24,8	25,1
NACARAT (ex S.A.S. PALM PROMOTION)		France	Equivalence	24,8	25,1	7,6	7,7
SARL Prospective Informatique		France	Equivalence	25,2	25,2	25,2	25,2
SCI Capimo		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
SCI du Vivarais		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
SCI Euralliance Europe		France	Equivalence	24,8	25,1	24,8	25,1
SCI Hautes Faventines		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	24,9
SCI Les Fauvins		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
SCI Les Palmiers du Petit Pérou		France	Equivalence	27,2	27,2	27,2	27,2
Scica HL		France	Equivalence	25,0	25,0	24,7	24,7
Société Immobilière de Picardie		France	Equivalence	25,2	25,2	25,2	25,2
Société Picarde de Développement		France	Equivalence	25,2	25,2	25,2	25,2
Sparkway		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Développement touristique-immobilier							
Franche Comté Développement Foncier	E	France	Equivalence	25,0		25,0	
Franche Comté Développement Immobilier	E	France	Equivalence	25,0		25,0	
S.A. Foncière de l'Erable		France	Equivalence	24,8	25,1	24,8	25,1
SARL Arcadim Fusion		France	Equivalence	24,8	25,1	16,1	16,3
SCI Crystal Europe		France	Equivalence	24,8	25,1	26,3	26,6
SCI Quartz Europe		France	Equivalence	24,8	25,1	26,3	26,6
BANQUE DE DÉTAIL À L'INTERNATIONAL							
Établissement bancaire et financier							
Banca Popolare Friuladria S.p.A.		Italie	Globale	79,0	78,7	59,3	59,0
Bankinter		Espagne	Equivalence	23,4	22,0	23,4	22,0
Bankoa		Espagne	Equivalence	30,0	30,0	28,6	28,5
Banque Internationale de Tanger		Maroc	Globale	52,6	52,6	52,6	52,6
BES (Banco Espirito Santo)		Portugal	Equivalence	10,8	10,8	23,9	23,8
BNI Madagascar		Madagascar	Globale	51,0	51,0	51,0	51,0
Cariparma		Italie	Globale	75,0	75,0	75,0	75,0
Crédit Agricole Egypt S.A.E.		Égypte	Globale	60,0	59,6	59,7	59,4
Crédit Agricole Financement		Suisse	Equivalence	45,0	45,0	39,6	39,6
Crédit Agricole Indosuez Mer Rouge		Djibouti	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Crédit du Congo		Congo	Globale	81,0	81,0	81,0	81,0
Crédit du Maroc		Maroc	Globale	52,6	52,6	52,6	52,6
Crédit du Sénégal		Sénégal	Globale	95,0	95,0	95,0	95,0
Crédit Uruguay Banco		Uruguay	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Emporiki Asset Management Mutual Funds	S (3)	Grèce	Globale		53,0		53,0
Emporiki Bank		Grèce	Globale	82,5	72,6	82,5	72,6
Emporiki Bank Albania S.A.		Albanie	Globale	82,5	72,6	82,5	72,6
Emporiki Bank Bulgaria A.D.		Bulgarie	Globale	82,5	72,6	82,5	72,6
Emporiki Bank Cyprus		Chypre	Globale	75,8	66,7	75,8	66,7
Emporiki Bank Germany GmbH	S (3)	Allemagne	Globale		72,6		72,6
Emporiki Bank Romania S.A.		Roumanie	Globale	82,0	72,1	82,0	72,1
Emporiki Management	S (3)	Grèce	Globale		72,6		72,6
Europabank		Belgique	Equivalence	10,0	10,0	21,6	21,8
JSC Index Bank HVB		Ukraine	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0

Périmètre de consolidation Groupe Crédit Agricole SA	(a)	Implantation	Méthode 30 juin-09	% de contrôle		% d'intérêt	
				30-juin-09	31-déc-08	30-juin-09	31-déc-08
Lukas Bank		Pologne	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Lukas S.A.		Pologne	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Meridian Bank CA Group		Serbie	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
S.A. Crédit Agricole (Belgique)		Belgique	Equivalence	10,0	10,0	21,6	21,7
SCB Cameroun		Cameroun	Globale	65,0	65,0	65,0	65,0
Société Financière et Immobilière Marocaine		Maroc	Globale	52,6	52,6	52,6	52,6
Société Ivoirienne de Banque		Côte D'Ivoire	Globale	51,0	51,0	51,0	51,0
Union Gabonaise de Banque		Gabon	Globale	58,7	58,7	58,7	58,7
Assurance							
Emporiki Insurances	S (3)	Grèce	Proportionnelle		36,3		36,3
Emporiki Life		Grèce	Proportionnelle	41,2	36,3	41,2	36,3
Divers							
Belgium CA S.A.S.		France	Equivalence	10,0	10,0	32,4	32,6
Bespar		Portugal	Equivalence	32,6	32,6	32,6	32,6
Emporiki Development & Real Estate Management		Grèce	Globale	82,5	72,6	82,5	72,6
Emporiki Group Finance P.I.c.		Royaume-Uni	Globale	82,5	72,6	82,5	72,6
Emporiki Venture Capital Developed Markets Ltd.	S (3)	Chypre	Globale		72,6		72,6
Emporiki Venture Capital Emerging Markets Ltd.	S (3)	Chypre	Globale		72,6		72,6
Euler Hermes Emporiki	S (3)	Grèce	Equivalence		15,8		15,8
Greek Industry Of Bags	S (3)	Grèce	Globale		42,6		42,6
Industry Of Phosphoric Fertilizer		Grèce	Equivalence	27,4	24,1	27,4	24,1
IUB Holding		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Keytrade		Belgique	Equivalence	10,0	10,0	17,8	17,8
SERVICES FINANCIERS SPECIALISÉS							
Établissement bancaire et financier							
Aetran Administratieve Dientverlening B.V. (ex Ajax Finance B.V.)		Pays-Bas	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Agos S.p.A.		Italie	Globale	61,0	61,0	61,0	61,0
Alsolia		France	Equivalence	20,0	20,0	20,0	20,0
Antera Incasso B.V.		Pays-Bas	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Assfibo Financieringen B.V.		Pays-Bas	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
BC Finance		France	Globale	55,0	55,0	55,0	55,0
CA Deveurop BV		Pays-Bas	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Carrefour Servizi Finanziari S.p.A.		Italie	Equivalence	40,0	40,0	24,4	24,4
CREALFI		France	Globale	51,0	51,0	51,0	51,0
Credibom		Portugal	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Crediet Maatschappij " De Ijssel" B.V.		Pays-Bas	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Credigen Bank		Hongrie	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Crédit Lift S.p.A.		Italie	Globale	100,0	100,0	61,0	61,0
Creditplus Bank AG		Allemagne	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Credium Slovakia, a.s.	E	Slovaquie	Globale	100,0		100,0	
Dan-Aktiv		Danemark	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
De Kredietdesk B.V.	S (4)	Pays-Bas	Globale		100,0		100,0
Dealerservice B.V.	S (4)	Pays-Bas	Globale		100,0		100,0
DMC Groep N.V.		Pays-Bas	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
DNV B.V.	E	Pays-Bas	Globale	100,0		100,0	
Ducato S.p.A.		Italie	Globale	100,0	100,0	61,0	61,0
EFL Services		Pologne	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Emporiki Credicom		Grèce	Globale	100,0	100,0	91,2	86,3
Eurofactor AG (Allemagne)		Allemagne	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Eurofactor France		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Eurofactor Italia S.p.A.		Italie	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0

Périmètre de consolidation Groupe Crédit Agricole SA	(a)	Implantation	Méthode 30 juin-09	% de contrôle		% d'intérêt	
				30-juin-09	31-déc-08	30-juin-09	31-déc-08
Eurofactor S.A./NV (Belgique)		Belgique	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Eurofactor UK (Angleterre)		Royaume-Uni	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Eurofactor S.A. (Portugal)		Portugal	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Eurofintus Financieringen B.V.		Pays-Bas	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Euroleenlijn B.V.		Pays-Bas	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
FAFS Re Limited		Irlande	Proportionnelle	50,0	50,0	50,0	50,0
FC France S.A.		France	Proportionnelle	50,0	50,0	50,0	50,0
FGA Bank Germany GmbH (ex Fiat Bank GmbH)		Allemagne	Proportionnelle	50,0	50,0	50,0	50,0
FGA Bank GmbH (ex Fidis Bank GmbH)		Autriche	Proportionnelle	50,0	50,0	50,0	50,0
FGA Capital Belgium S.A. (ex Fiat Credit Belgio S.A.)		Belgique	Proportionnelle	50,0	50,0	50,0	50,0
FGA Capital Danmark A/S (ex Fiat Finansiering A/S)		Danemark	Proportionnelle	50,0	50,0	50,0	50,0
FGA Capital Hellas S.A. (ex Fiat Credit Hellas S.A.)		Grèce	Proportionnelle	50,0	50,0	50,0	50,0
FGA Capital Ireland Plc		Irlande	Proportionnelle	50,0	50,0	50,0	50,0
FGA Capital Lux S.A. (ex Fiat Finance S.A.)		Luxembourg	Proportionnelle	50,0	50,0	50,0	50,0
FGA Capital Netherlands B.V. (ex Fidis Nederland B.V.)		Pays-Bas	Proportionnelle	50,0	50,0	50,0	50,0
FGA Capital S.p.A.		Italie	Proportionnelle	50,0	50,0	50,0	50,0
FGA Capital Spain EFC S.A. (ex Tarcredit EFC S.A.)		Espagne	Proportionnelle	50,0	50,0	50,0	50,0
FGA Capital UK Ltd. (ex Fiat Auto Financial Services Ltd.)		Royaume-Uni	Proportionnelle	50,0	50,0	50,0	50,0
FGA Insurance Hellas S.A. (ex Fidis Insurance Consultants S.A.)		Grèce	Proportionnelle	50,0	50,0	50,0	50,0
FGA Leasing GmbH (ex Fidis Leasing GmbH)		Autriche	Proportionnelle	50,0	50,0	50,0	50,0
FGA Wholesale UK Ltd. (ex Fiat Auto Financial Services (Wholesale) Ltd.)		Royaume-Uni	Proportionnelle	50,0	50,0	50,0	50,0
FIA-NET		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Fiat Bank Polska S.A.		Pologne	Proportionnelle	50,0	50,0	50,0	50,0
Fiat Distribudora Portugal		Portugal	Proportionnelle	50,0	50,0	50,0	50,0
Fidis Finance Polska Sp. Zo.o.		Pologne	Proportionnelle	50,0	50,0	50,0	50,0
Fidis Finance S.A.		Suisse	Proportionnelle	50,0	50,0	50,0	50,0
Fidis Leasing Polska Sp. Zo.o.		Pologne	Proportionnelle	50,0	50,0	50,0	50,0
Fidis Retail IFIC S.A.		Portugal	Proportionnelle	50,0	50,0	50,0	50,0
Finalia		Belgique	Equivalence	49,0	49,0	49,0	49,0
Financieringsmaatschappij Mahuko N.V.		Pays-Bas	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Finaref AB		Suède	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Finaref AS		Norvège	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Finaref Benelux	S (3)	Belgique	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Finaref OY		Finlande	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Finaref S.A.		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Finata Bank N.V.		Pays-Bas	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Finata Sparen N.V.		Pays-Bas	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Finata Zuid-Nederland B.V.		Pays-Bas	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
FL Auto S.N.C		France	Proportionnelle	50,0	50,0	50,0	50,0
FL Location SNC		France	Proportionnelle	50,0	50,0	50,0	50,0
FORSO Denmark		Danemark	Proportionnelle	50,0	50,0	50,0	50,0
FORSO Finland		Finlande	Proportionnelle	50,0	50,0	50,0	50,0
FORSO Norway		Norvège	Proportionnelle	50,0	50,0	50,0	50,0
FORSO Sweden		Suède	Proportionnelle	50,0	50,0	50,0	50,0
IDM Finance B.V.		Pays-Bas	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
IDM Financieringen B.V.		Pays-Bas	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
IDM lease maatschappij N.V.		Pays-Bas	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
lebe Lease B.V.		Pays-Bas	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
InterBank N.V.		Pays-Bas	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Inter-Factor Europa (Espagne)		Espagne	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
J.J.P. Akkerman Financieringen B.V.		Pays-Bas	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Logos Finanziaria S.p.A.		Italie	Globale	90,0	51,0	54,9	31,1
Mahuko Financieringen B.V.		Pays-Bas	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Matriks N.V.		Pays-Bas	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
MENAFINANCE		France	Proportionnelle	50,0	50,0	50,0	50,0

Périmètre de consolidation Groupe Crédit Agricole SA	(a)	Implantation	Méthode 30 juin-09	% de contrôle		% d'intérêt	
				30-juin-09	31-déc-08	30-juin-09	31-déc-08
NVF Voorschotbank B.V.		Pays-Bas	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Passive Portfolio B.V. (ex Krediet '78 B.V.)		Pays-Bas	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Regio Kredietdesk B.V.		Pays-Bas	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Ribank		Pays-Bas	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Sedef		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Sofinco		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
SSF (Sofinco Saudi Fransi)		Arabie Saoudite	Globale	100,0	100,0	65,2	65,2
VoordeelBank B.V.		Pays-Bas	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Wafasalaf		Maroc	Equivalence	34,0	34,0	34,0	34,0
Sociétés de crédit-bail et location							
Auxifip		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
CAREFLEET S.A.	E	Pologne	Globale	100,0		100,0	
Climauto		France	Globale	100,0	100,0	99,9	99,9
Crédit Agricole Leasing		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Crédit Agricole Leasing Italia		Italie	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Crédit du Maroc Leasing		Maroc	Globale	100,0	100,0	68,4	68,4
Credium		République Tchèque	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Emporiki Leasing S.A.		Grèce	Globale	86,0	78,0	86,0	78,0
Emporiki Rent		Grèce	Globale	100,0	100,0	91,2	86,3
Etica		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Europejski Fundusz Leasingowy (E.F.L.)		Pologne	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
FAL Fleet Services S.A.S.		France	Proportionnelle	50,0	50,0	50,0	50,0
FGA Capital Services Spain S.A. (ex Finplus Renting S.A.)		Espagne	Proportionnelle	50,0	50,0	50,0	50,0
FGA Contracts UK Ltd. (ex Fiat Auto Contracts Ltd.)		Royaume-Uni	Proportionnelle	50,0	50,0	50,0	50,0
Finamur		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Leasys S.p.A.		Italie	Proportionnelle	50,0	50,0	50,0	50,0
Leicer	S (3)	Espagne	Globale		100,0		100,0
Lixxbail		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Lixxcourtage		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Lixxcredit		France	Globale	99,9	100,0	99,9	100,0
NVA (Négoce Valorisation des actifs)		France	Globale	99,9	99,9	99,9	99,9
Savarent S.p.A.		Italie	Proportionnelle	50,0	50,0	50,0	50,0
Slibail Longue Durée (SLD)		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Ucalease		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Unifergie		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Unimat		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Sociétés d'investissement							
Argence Investissement S.A.S.		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Argence Participation		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Nordic Consumer Finans		Danemark	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Assurance							
Arès		Irlande	Globale	100,0	100,0	61,0	61,0
Divers							
CCDS (Carte Cadeaux Distribution Services)	E	France	Equivalence	49,0		49,0	
CLIENTYS		France	Globale	54,9	54,9	54,9	54,9
Crédit LIFT		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Eda		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
GEIE Argence Développement		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
GEIE Argence Management		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
SOFILEAD		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
SOFILIANCE	E	France	Globale	100,0		100,0	

Périmètre de consolidation Groupe Crédit Agricole SA	(a)	Implantation	Méthode 30 juin-09	% de contrôle		% d'intérêt	
				30-juin-09	31-déc-08	30-juin-09	31-déc-08
Sofinco Participations		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Valris		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
GESTION D'ACTIFS, ASSURANCES, BANQUE PRIVÉE							
Établissement bancaire et financier							
BFT (Banque Financement et Trésorerie)		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
BFT Gestion		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
BGP Indosuez		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
CA (Suisse) S.A.		Suisse	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
CA Asset Management Hong Kong Ltd.		Hong-Kong	Globale	100,0	100,0	98,1	98,1
CA Asset Management Japan Ltd.		Japon	Globale	100,0	100,0	98,1	98,1
CA Asset Management Ltd.		Royaume-Uni	Globale	100,0	100,0	98,1	98,1
CA Asset Management Luxembourg		Luxembourg	Globale	100,0	100,0	98,1	98,1
CA Asset Management Singapore Ltd.		Singapour	Globale	100,0	100,0	98,1	98,1
CA Luxembourg		Luxembourg	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
CAAM		France	Globale	100,0	100,0	98,1	98,1
CAAM AI Holding		France	Globale	100,0	100,0	98,1	98,1
CAAM AI Ltd.		Bermudes	Globale	100,0	100,0	98,1	98,1
CAAM AI S.A.S.		France	Globale	100,0	100,0	98,1	98,1
CAAM AI SGR (ex CA Alternative Investment Products Group SGR)		Italie	Globale	100,0	90,0	98,1	88,3
CAAM AI Inc.		États-Unis	Globale	100,0	100,0	98,1	98,1
CAAM Capital Investors		France	Globale	100,0	100,0	98,1	98,1
CAAM Real Estate Italia SGR		Italie	Globale	100,0	100,0	98,1	98,1
CAAM Securities Company Japan KK		Japon	Globale	100,0	100,0	98,1	98,1
CAAM SGR		Italie	Globale	100,0	100,0	98,1	98,1
CACEIS Bank		France	Globale*	100,0	50,0	85,0	50,0
CACEIS Bank Deutschland GmbH		Allemagne	Globale*	100,0	50,0	85,0	50,0
CACEIS Bank Luxembourg		Luxembourg	Globale*	100,0	50,0	85,0	50,0
CACEIS Corporate Trust		France	Globale*	100,0	50,0	85,0	50,0
CPR AM		France	Globale	100,0	100,0	98,4	98,4
Crédit Agricole Asset Management Group		France	Globale	98,1	98,1	98,1	98,1
Crédit Foncier de Monaco		Monaco	Globale	70,1	70,1	67,4	67,4
CREELIA		France	Globale	100,0	100,0	98,1	98,1
E.P.E.M. Inc.		États-Unis	Globale	100,0	100,0	98,1	98,1
Fastnet Belgique		Belgique	Globale*	52,2	50,0	44,4	26,1
Fastnet Irlande		Irlande	Globale*	100,0	50,0	85,0	50,0
Fastnet Pays-Bas		Pays-Bas	Globale*	52,2	50,0	44,3	26,1
Finanziaria Indosuez International Ltd.		Suisse	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
Fund Channel		Luxembourg	Globale	100,0	100,0	98,1	98,1
Gestion Privée Indosuez (G.P.I)		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Nonghyup-CA		Corée Du Sud	Equivalence	40,0	40,0	39,3	39,3
Segespar Finance		France	Globale	100,0	100,0	98,1	98,1
Segespar Inter médiation		France	Globale	100,0	100,0	98,1	98,1
Sociétés d'investissement							
CACEIS S.A. (ex CACEIS S.A.S.)		France	Globale*	85,0	50,0	85,0	50,0
CAI BP Holding		France	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
CASAM		France	Globale	100,0	100,0	99,1	98,0
CASAM Advisers LLC		États-Unis	Globale	100,0	100,0	99,1	98,0
CASAM Americas Inc.		États-Unis	Globale	100,0	100,0	99,1	98,0
Lyra Capital LLC		États-Unis	Globale	100,0	100,0	99,1	98,0
Assurance							
Argence Gestion Assurances		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0

Périmètre de consolidation Groupe Crédit Agricole SA	(a)	Implantation	Méthode 30 juin-09	% de contrôle		% d'intérêt	
				30-juin-09	31-déc-08	30-juin-09	31-déc-08
Assurances Mutuelles Fédérales		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Assurfi	S (3)	France	Globale		55,0		55,0
BES Seguros		Portugal	Globale	75,0	75,0	56,0	56,0
BES Vida		Portugal	Globale	100,0	100,0	61,9	61,9
BFT opportunité		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
CACI LIFE LIMITED (ex Finaref Life Limited)		Irlande	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
CACI NON LIFE LIMITED (ex Finaref Insurance Limited)		Irlande	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
CACI RE (ex Space Reinsurance Company Limited)		Irlande	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Crédit Agricole Assurances (CAA)		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Crédit Agricole Assurances Italia Holding		Italie	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Crédit Agricole Creditor Insurance (CACI)		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Crédit Agricole Life Insurance Europe		Luxembourg	Globale	100,0	100,0	99,9	99,9
Crédit Agricole Reinsurance S.A.		Luxembourg	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Crédit Agricole Vita S.p.A.		Italie	Globale	100,0	100,0	87,5	87,5
Edram opportunités		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Federal		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Finaref Assurances		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Finaref Risques Divers		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Finaref Vie		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Foncière Hypersud		France	Proportionnelle	51,4	51,4	51,4	51,4
GRD1		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
GRD10		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
GRD11		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
GRD12		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
GRD14		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
GRD16	E	France	Globale	100,0		100,0	
GRD17	E	France	Globale	100,0		100,0	
GRD2		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
GRD20	E	France	Globale	100,0		100,0	
GRD3		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
GRD4		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
GRD5		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
GRD7		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
GRD8		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
GRD9		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Médicale de France		France	Globale	99,8	99,8	99,8	99,8
Pacifica		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Predica		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Predica 2005 FCPR A		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Predica 2006 FCPR A		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Predica 2006-2007 FCPR	E	France	Globale	100,0		100,0	
Predica 2007 FCPR A		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Predica 2007 FCPR C	E	France	Globale	100,0		100,0	
Predica 2008 FCPR A		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Predica 2008 FCPR A2		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Predica 2008 FCPR A3	E	France	Globale	100,0		100,0	
Prediquant actions Amérique		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Prediquant actions Asie		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Prediquant actions Europe		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Prediquant opportunité		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Prediquant reflex 100	E	France	Globale	100,0		100,0	
Space Holding (Ireland) Limited		Irlande	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Space Lux		Luxembourg	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Via Vita		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0

Périmètre de consolidation Groupe Crédit Agricole SA	(a)	Implantation	Méthode 30 juin-09	% de contrôle		% d'intérêt	
				30-juin-09	31-déc-08	30-juin-09	31-déc-08
Divers							
Brooke Securities Inc.		États-Unis	Globale*	100,0	50,0	85,0	50,0
CAAM AI S Inc.		États-Unis	Globale	100,0	100,0	98,1	98,1
CAAM DISTRIBUTION A.V.		Espagne	Globale	100,0	100,0	98,0	98,0
CAAM ESPANA S.L.		Espagne	Globale	100,0	100,0	98,0	98,0
CAAM FINANCIAL SOLUTIONS		France	Globale	100,0	100,0	98,1	98,1
CAAM FONDOS S.G.I.I.C		Espagne	Globale	100,0	100,0	98,0	98,0
CAAM Real Estate		France	Globale	100,0	100,0	98,1	98,1
CACEIS (Bermuda) Ltd. (ex Olympia Capital (Bermuda) Ltd.)		Royaume-Uni	Globale*	100,0	50,0	85,0	50,0
CACEIS (Canada) Ltd. (ex OC Financial Services Inc.)		Canada	Globale*	100,0	50,0	85,0	50,0
CACEIS (USA) Inc. (ex Brooke Securities Holdings Inc.)		États-Unis	Globale*	100,0	50,0	85,0	50,0
CACEIS Fastnet		France	Globale*	93,8	50,0	79,8	46,9
CACEIS Fastnet American Administration	S (4)	France	Proportionnelle		50,0		50,0
CACEIS Fastnet Suisse		Suisse	Globale*	100,0	50,0	85,0	50,0
Fastnet Luxembourg		Luxembourg	Globale*	52,2	50,0	44,4	26,1
Ideam		France	Globale	100,0	100,0	98,1	98,1
Investor Service House S.A.		Luxembourg	Globale*	100,0	50,0	85,0	50,0
Olympia Capital (Ireland) Ltd.		Irlande	Globale*	100,0	50,0	85,0	50,0
Olympia Capital Associates L.P.		États-Unis	Globale*	100,0	50,0	85,0	50,0
Olympia Capital Inc.		États-Unis	Globale*	100,0	50,0	85,0	50,0
Olympia Capital Ltd. Cayman		États-Unis	Globale*	100,0	50,0	85,0	50,0
Partinvest S.A.		Luxembourg	Globale*	100,0	50,0	85,0	50,0
SCI La Baume		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Winchester Fiduciary Services Ltd.		Royaume-Uni	Globale*	100,0	50,0	85,0	50,0
Winchester Global Trust Company Ltd.		Royaume-Uni	Globale*	100,0	50,0	85,0	50,0
BANQUE DE FINANCEMENT ET D'INVESTISSEMENT							
Établissement bancaire et financier							
Aguadana S.L.		Espagne	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
AI BK Saudi Al Fransi - BSF		Arabie Saoudite	Equivalence	31,1	31,1	30,4	30,4
CA (Suisse) Bahamas		Bahamas	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
Calyon Algérie		Algérie	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
Calyon Australia Ltd.		Australie	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
Calyon Bank Polska S.A.		Pologne	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
Calyon Bank Ukraine		Ukraine	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
Calyon Leasing Japan CO Ltd.	S (3)	Japon	Globale		100,0		97,8
Calyon Merchant Bank Asia Ltd.		Singapour	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
Calyon Rusbank S.A.		Russie	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
Calyon Saudi Fransi Limited		Arabie Saoudite	Proportionnelle	55,0	55,0	53,8	53,8
Calyon Yatirim Bankasi Turk A.S.		Turquie	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
Calyon S.A.		France	Globale	97,8	97,8	97,8	97,8
Cogenec		Monaco	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
CPR Online	S (3)	France	Globale		100,0		97,8
HIMALIA P.I.c.	E	Royaume-Uni	Globale	100,0		97,8	
INCA SARL		Luxembourg	Globale	65,0	65,0	63,6	63,6
LF Investments		États-Unis	Globale	99,0	99,0	96,8	96,8
LYANE BV		Luxembourg	Globale	65,0	100,0	63,6	63,6
New edge Group		France	Proportionnelle	50,0	50,0	48,9	48,9
Sociétés de Bourse							
CAI Cheuvreux		France	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
CAI Cheuvreux España S.A.		Espagne	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
CAIC International Ltd.		Royaume-Uni	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
CAIC Italia Sim S.p.A.		Italie	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8

Périmètre de consolidation Groupe Crédit Agricole SA	(a)	Implantation	Méthode 30 juin-09	% de contrôle		% d'intérêt	
				30-juin-09	31-déc-08	30-juin-09	31-déc-08
CAIC Nordic AB		Suède	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
CAIC North America Inc.		États-Unis	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
Calyon Securities Japan		Japon	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
Groupe Cholet Dupont	S (3)	France	Equivalence		33,4		32,7
Sociétés de crédit-bail et location							
Cardinalimmo		France	Globale	49,6	49,6	48,5	48,5
Financière Immobilière Calyon		France	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
Sociétés d'investissement							
Banco Calyon Brasil		Bésil	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
Cafi KEDROS		France	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
CALYCE P.I.c.	E	Royaume-Uni	Globale	100,0		97,8	
Calyon Air Finance S.A.		France	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
Calyon Capital Market Asia BV		Pays-Bas	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
Calyon Capital Market International (CCMI)		France	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
Calyon Finance Guernesey		Royaume-Uni	Globale	99,9	99,9	97,7	97,7
Calyon Financial Products		Royaume-Uni	Globale	99,9	99,9	97,7	97,7
Calyon Global Banking		France	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
Calyon Global Partners Group		États-Unis	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
Calyon Holdings		Royaume-Uni	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
Calyon Investments		Royaume-Uni	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
Calyon Securities USA Inc.		États-Unis	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
CLIFAP		France	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
CLINFIM		France	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
Compagnie Française de l'Asie (CFA)		France	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
Crédit Lyonnais Securities Asia BV		Hong-Kong	Globale	100,0	100,0	92,5	87,3
Doumer Finance S.A.S.		France	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
Doumer Philemon		France	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
EDELAAR EESV		Pays-Bas	Globale	90,0	90,0	78,2	78,2
Ester Finance		France	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
Fininvest		France	Globale	98,3	98,3	96,1	96,1
Fletirec		France	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
I.P.F.O.		France	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
Mescas		France	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
Safec		Suisse	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
SNC Shaun		France	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
Assurance							
CAIRS Assurance S.A.		France	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
Divers							
Alcor		Hong-Kong	Globale	99,1	99,1	95,6	94,3
Aylesbury		Royaume-Uni	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
Bletchley Investments Limited		Royaume-Uni	Globale	82,2	82,2	97,8	97,8
C.A.P.B. Levante		Espagne	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
C.A.P.B. Norte		Espagne	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
CA Conseil S.A.		Luxembourg	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
CAI Preferred Funding		États-Unis	Globale	100,0	100,0	99,0	99,0
CAI Preferred Funding II		États-Unis	Globale	100,0	100,0	99,0	99,0
Calixis Finance		France	Globale	89,8	89,8	87,8	87,8
Calliope SRL		Italie	Globale	88,9	90,0	78,2	59,0
Calyon Asia Shipfinance Service Ltd.		Hong-Kong	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
Calyon CLP		France	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
Calyon Financial Solutions		France	Globale	99,6	99,6	97,4	97,4

Périmètre de consolidation Groupe Crédit Agricole SA	(a)	Implantation	Méthode 30 juin-09	% de contrôle		% d'intérêt	
				30-juin-09	31-déc-08	30-juin-09	31-déc-08
Chauray		France	Proportionnelle	34,0	34,0	33,2	33,2
DGAD International SARL		Luxembourg	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
European NPL S.A.		Luxembourg	Globale	88,9	67,0	86,9	65,5
Immobilière Sirius S.A.		Luxembourg	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
Indosuez Finance Limited		Royaume-Uni	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
Indosuez Holding SCA II		Luxembourg	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
Indosuez Management Luxembourg II		Luxembourg	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
Island Refinancing SRL		Italie	Globale	88,9	100,0	86,9	65,5
Korea 21st Century TR		Corée Du Sud	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
LSF Italian Finance Cpy SRL		Italie	Globale	88,9	90,0	86,9	65,5
MERISMA		France	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
Sagrantino		Pays-Bas	Globale	88,9	100,0	86,9	65,5
Sagrantino Italy SRL		Italie	Globale	88,9	90,0	86,9	65,5
SNC Doumer		France	Globale	99,9	99,9	97,7	97,7
SPV LDF 65		Luxembourg	Globale	65,0	65,0	63,6	63,6
UBAF		France	Proportionnelle	47,0	47,0	46,0	46,0
GESTION POUR COMPTE PROPRE ET DIVERS							
Crédit Agricole S.A.							
Crédit Agricole S.A.		France	Mère	100,0	100,0	100,0	100,0
Établissement bancaire et financier							
BFC Antilles Guyane		France	Globale	100,0	100,0	95,1	95,1
Caisse régionale de Crédit Agricole mutuel de la Corse		France	Globale	99,9	100,0	99,9	100,0
CL Développement de la Corse		France	Globale	99,9	100,0	99,9	100,0
Crédit Agricole Covered Bonds		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Foncaris		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
G.F.E.R (Groupement de Financement des Entreprises Régionales)		France	Globale	100,0	100,0	99,9	99,9
G.P.F (Groupement des Provinces de France)	S (3)	France	Globale		99,0		99,0
GIE Attica	S (3)	France	Equivalence		50,0		61,2
Intesa Sanpaolo S.p.A.	E	Italie	Equivalence	5,8		5,6	
Sociétés d'investissement							
CASANLI		Luxembourg	Proportionnelle	50,0	50,0	50,0	50,0
Crédit Agricole Bourse	S (4)	France	Globale		100,0		100,0
Crédit Agricole Capital Investissement et Finance (CACIF)		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Crédit Agricole Private Equity		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Crédit Lyonnais Capital-Investissement	S (3)	France	Globale		100,0		100,0
Crédit Lyonnais Venture Capital	S (3)	France	Globale		99,9		99,9
Delfinances		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Eurazeo		France	Equivalence	25,4	24,9	18,8	16,6
IDIA Agricapital		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Divers							
AEPRM		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
CA Brasil DTVM		Brésil	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
CA Grands Crus		France	Globale	100,0	100,0	81,6	80,0
CA Preferred Funding LLC		États-Unis	Globale	100,0	100,0	6,5	6,5
CACI 1	S (3)	France	Globale		100,0		100,0
Cedicam		France	Globale	50,0	50,0	62,7	62,7
CPR Holding (CPRH)		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
CPR Investissement (INVT)		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Crédit Agricole Capital Investissement	S (3)	France	Globale		100,0		100,0
Crédit Agricole Immobilier		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0

Périmètre de consolidation Groupe Crédit Agricole SA	(a)	Implantation	Méthode 30 juin-09	% de contrôle		% d'intérêt	
				30-juin-09	31-déc-08	30-juin-09	31-déc-08
Crédit Agricole Immobilier Transaction		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Crédit Lyonnais L B 01	S (3)	France	Globale		100,0		100,0
EUROPAY France	S (3)	France	Equivalence		26,5		26,5
Finasic		France	Globale	100,0	100,0	100,0	98,1
GIE Silca		France	Globale	100,0	100,0	99,3	99,3
HOLDING EUROCARD	S (3)	France	Equivalence		27,5		27,5
Litho Promotion	S (4)	France	Globale		100,0		100,0
Progica	S (3)	France	Equivalence		34,0		34,0
R.S.B.	S (4)	France	Globale		100,0		100,0
SCI Max Hymans		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI Pasteur 3		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI Quentyvel		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI Raspail		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Segespar Informatique Technique Services		France	Globale	99,8	99,8	96,2	91,8
SIS (Société Immobilière de la Seine)		France	Globale	72,9	72,9	79,7	79,7
SNC Kalliste Assur		France	Globale	100,0	100,0	99,9	100,0
Sodica S.A.S.		France	Globale	100,0	100,0	98,9	98,9
UI Vavin 1		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Unibiens		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Uni-Edition		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Unimo		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Développement touristique-immobilier							
France Capital S.A.	E (*)	France	Globale	100,0		100,0	
Groupe Monné-Decroix	S (*)	France	Globale		100,0		100,0
Monné-Decroix Courtage S.A.S.	E (*)	France	Globale	100,0		100,0	
Monné-Decroix Gestion S.A.S.	E (*)	France	Globale	100,0		100,0	
Monné-Decroix Promotion S.A.S.	E (*)	France	Globale	100,0		100,0	
Monné-Decroix Résidences S.A.S.	E (*)	France	Globale	100,0		100,0	
Selexia S.A.S.	E (*)	France	Globale	100,0		100,0	
(1) Entrées (E) et sorties (S) du périmètre. (2) Société cédée au hors-groupe ou perte de contrôle. (3) Entité déconsolidée en raison de son caractère non significatif ou cessation d'activité. (4) Entité fusionnée avec une autre entité consolidée. E (*) / S (*) Eclatement de palier opaque							

3. RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2009

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes consolidés intermédiaires résumés de la société Crédit Agricole S.A., relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2009, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes consolidés intermédiaires résumés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration, dans le contexte de crise économique et financière caractérisé par une très grande volatilité sur les marchés financiers qui prévalait déjà à la clôture de l'exercice au 31 décembre 2008. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes consolidés intermédiaires résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 1 de l'annexe des comptes consolidés intermédiaires résumés, qui décrit les nouvelles normes et interprétations appliquées à compter du 1^{er} janvier 2009, notamment la révision de la norme IAS 1.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes consolidés intermédiaires résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés intermédiaires résumés.

Neuilly-sur-Seine, le 26 août 2009

Les Commissaires aux Comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

ERNST & YOUNG et Autres

Gérard Hautefeuille

Pierre Hurstel

4. DECLARATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes semestriels, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Fait à Paris, le 26 août 2009

Bertrand BADRÉ

Directeur Finances Groupe de Crédit Agricole S.A.

